

INFORMATION TO USERS

This manuscript has been reproduced from the microfilm master. UMI films the text directly from the original or copy submitted. Thus, some thesis and dissertation copies are in typewriter face, while others may be from any type of computer printer.

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleedthrough, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send UMI a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

Oversize materials (e.g., maps, drawings, charts) are reproduced by sectioning the original, beginning at the upper left-hand corner and continuing from left to right in equal sections with small overlaps. Each original is also photographed in one exposure and is included in reduced form at the back of the book.

Photographs included in the original manuscript have been reproduced xerographically in this copy. Higher quality 6" x 9" black and white photographic prints are available for any photographs or illustrations appearing in this copy for an additional charge. Contact UMI directly to order.

UMI

A Bell & Howell Information Company
300 North Zeeb Road, Ann Arbor MI 48106-1346 USA
313/761-4700 800/521-0600



Université d'Ottawa • University of Ottawa

**LES FEMMES DANS LE SECTEUR INFORMEL URBAIN
LE CAS DE L'AMÉRIQUE CENTRALE**

par
© Tania Vachon

**thèse déposée à
l'École des études supérieures et de la recherche
en vue de l'obtention de
maîtrise ès arts en sociologie**

Directrice : Ann Denis

**Université d'Ottawa
Novembre 1997**



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Acquisitions et
services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*

Our file *Notre référence*

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-26368-1

Canada

REMERCIEMENTS

Si une thèse est un travail solitaire, il est aussi enrichi des regards et des voix qui ont accompagné son cheminement. Je souhaite à prime abord remercier ma directrice de thèse, Ann Denis, qui a si bien su me guider et m'encourager au cours de cette entreprise. Ses commentaires constructifs et son appui moral m'ont été précieux. Je ne peux omettre de signaler mes camarades et collègues de travail avec qui j'ai partagé les hauts et les bas de cette année de rédaction.

Enfin, je tiens à remercier les membres de ma famille qui me sont depuis toujours très fidèles. Je les remercie du constant appui qu'ils m'ont fourni et de leur inébranlable confiance. Merci mille fois à toutes et à tous.

Résumé

De récentes études sur le travail se font de plus en plus consensuelles et tendent vers la conclusion que l'informalité économique est de plus en plus importante comme stratégie de survie des pauvres dans les pays en voie de développement. Compte tenu que la majorité des pauvres sont des femmes et qu'une forte proportion de cette population réside en milieu urbain, nous avons choisi d'analyser le travail informel urbain des femmes. La découverte d'une étude sur ce même thème nous a permis de concentrer notre analyse sur la région centraméricaine.

La question initiale qui dirige et oriente notre démarche analytique pose les prémisses d'une évaluation de la situation du travail informel des femmes en centramérique. En tentant de comprendre les liens qui unissent les Programmes d'ajustement structurel au travail des femmes, nous cherchons à exprimer et à mettre en évidence les dynamiques du travail féminin. En adoptant un cadre théorique féministe, soit l'approche «Genre et développement», nous illustrons la complexité du travail des femmes et combien ce dernier, par la force de mesures économiques externes, s'est transformé au fil des ans pour s'apparenter aujourd'hui à un travail davantage informalisé que formalisé. C'est en ces termes que nous proposons une hypothèse de recherche, laquelle nous amènera à examiner les diverses formes de travail informel féminin et le rôle du travail informel dans le processus de développement.

Par le biais d'indicateurs de nature quantitative, nous examinons l'importance de l'informalité économique des actrices et acteurs sociaux et dressons un portrait des femmes qui forment la main d'oeuvre informelle des centres urbains. Cela nous aide à comprendre le travail des femmes et d'exprimer les enjeux auxquels elles doivent faire face actuellement. Nous terminons sur une analyse exploratoire lors de laquelle nous questionnions les fondements d'une prise de pouvoir par les femmes et nous demandons si le secteur informel de l'économie centraméricaine peut devenir la scène d'une prise de pouvoir par les actrices sociales.

- TABLE DES MATIÈRES -

	page
Remerciements.....	III
Résumé	IV
INTRODUCTION: Question sociologique et hypothèse.....	1
CHAPITRE 1: Encadrement théorique et conceptuel	8
A. Définition des concepts.....	8
1. Le concept de «travail».....	8
2. Le concept de «travail informel».....	11
3. Le concept d'«informalisation».....	17
4. Le concept d'«empowerment» ou d'acquisition de pouvoir.....	18
B. Cadre théorique et méthodologique.....	21
1. L'approche « <i>genre et développement</i> ».....	21
2. La contribution de Rae Blumberg.....	33
3. La méthodologie.....	34
2.1. La nature des indicateurs.....	36
2.2. Les limites des indicateurs.....	37
2.3. L'itinéraire méthodologique.....	38
C. L'Amérique centrale.....	41
CHAPITRE II: Le secteur informel en Amérique centrale.....	43
A. L'évolution des économies informelles.....	43
1. La genèse de l'économie informelle.....	43
2. L'influence des facteurs externes: L'ajustement structurel.....	48
B. Les effets pervers des Programmes d'ajustement structurel.....	50
1. Un bref rappel de l'impact des PAS sur les pauvres et les femmes.....	50
1.1. Intensification du travail.....	50
1.2. Changements dans les habitudes de consommation.....	56
1.3. Changements dans la composition des foyers.....	57
2. L'androcentrisme des politiques macro-économiques.....	60
3. Les PAS ont-ils que des effets négatifs?.....	62

- TABLES DES MATIÈRES -

	page
CHAPITRE III: Le travail informalisé des femmes en Amérique centrale.....	65
A. L'informalité économique et le genre: les femmes et l'informel.....	65
1. Dynamiques et enjeux des femmes en milieu urbain.....	65
2. La commercialisation du savoir-faire féminin.....	68
3. La participation des femmes à l'informel urbain.....	69
B. Le travail informalisé féminin.....	73
1. L'informalité économique des centres urbains d'Amérique centrale.....	73
2. La participation des femmes au secteur informel urbain d'Amérique centrale.....	76
3. Profil des femmes dans le secteur informel urbain.....	82
3.1. Le Guatemala.....	82
3.2. Le Salvador.....	83
3.3. Le Honduras.....	83
3.4. Le Panama.....	84
3.5. Le Costa Rica.....	84
4. Synthèse régionale.....	85
4.1. L'âge et l'éducation.....	85
4.2. Les principaux secteurs d'activités des femmes.....	86
4.3. Les revenus.....	87
4.4. La pauvreté des femmes.....	89
 CHAPITRE IV : Conclusion.....	 91
A. Synthèse des chapitres précédents et conclusions.....	91
B. La signification de ce travail.....	95
1. Les forces et faiblesses de la recherche.....	95
2. La richesse de l'information.....	99
C. L'«empowerment» des femmes et l'informel.....	101

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I: Les PAS du FMI et de la BM, 1980-1991.....	49
Tableau II: Indicateurs du poids de l'ajustement, 1980-3.....	51
Tableau III: Les foyers pauvres en zones urbaines et rurales, 1970-1986.....	53

- TABLES DES MATIÈRES -

	page
Tableau IV: Foyers avec cheffes de familles en zones urbaines, 1980-1990.....	59
Tableau V: Informations générales sur les pays d'Amérique centrale, 1990-1.....	74
Tableau VI: Participation des hommes et des femmes au SIU vers 1990.....	76
Tableau VII: Relation de la PEA dans le SIU par rapport à la PEA urbaine, selon le sexe vers 1990.....	78
Tableau VIII : La PEA féminine et masculine dans le SIU. L'exemple du Costa Rica et du Panama.....	80
Tableau IX: Participation informelle urbaine des femmes et des hommes économique.....	85
Tableau X: Revenus de l'emploi informel urbain selon les sexes, vers 1990.....	88

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I: Grille des indicateurs des écarts entre les femmes et les hommes.....	106
ANNEXE II: Définitions choisies du concept de secteur informel.....	107
ANNEXE III: Liste des sigles.....	108

BIBLIOGRAPHIE

LES FEMMES DANS LE SECTEUR INFORMEL URBAIN LE CAS DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

INTRODUCTION

Question sociologique et hypothèse

Le travail est au coeur de l'action individuelle et collective. Cela en fait un thème très propice à l'analyse sociologique. Variant d'une structure sociale à l'autre, le traitement social et culturel dont le travail est l'objet permet la mise en perspective sociologique du monde moderne. Aujourd'hui, les manifestations du travail se font de plus en plus diversifiées alors que d'anciennes formes de production refont surface.

En effet, la dernière décennie fût marquée, entre autres, par la diffusion des activités informelles dans les pays en voie de développement. Étroitement liée aux changements dans la structure de l'emploi tels que la persistance du chômage à la critique féministe de la conceptualisation androcentrique du travail et au rôle de l'État dans la restructuration des économies (Mingione, 1985), la diffusion de l'informalité économique n'a pas manqué d'attirer l'attention des chercheurs(res) dans le domaine des sciences sociales et d'emboîter le pas à une pléthore de recherches et d'études sur le travail. Celles-ci se font de plus en plus consensuelles et tendent vers la conclusion que le travail des femmes, rémunéré/ non-rémunéré, formel/informel constitue une part vitale et essentielle de l'économie globale.

La recherche féministe a aussi suivi cette tangente et les études qui furent réalisées témoignent de la réorientation des intérêts pour les recherches ayant comme objet d'étude le travail rémunéré et le travail non-rémunéré des femmes dans les pays en voie de développement (DAWN, 1985). Se munissant d'une perspective de genre, les experts qui se

sont penchés sur la problématique des femmes misent sur l'abandon d'un discours connu, soit celui de la victimisation des femmes, et tendent davantage vers la reconnaissance de leur travail et de leur rôle d'agente potentielle et active de développement. C'est dans cette optique que s'inscrit le présent projet.

Jusqu'à maintenant, il demeure difficile de juger avec précision le rôle de l'informel, et son comportement, à savoir s'il est un phénomène en réponse à la stagnation économique ou s'il est, en revanche, un phénomène transitoire qui disparaîtra lors d'une prochaine expansion économique. Les auteurs d'études récentes qui traitent du phénomène de l'informalité sont d'avis que la première hypothèse est plus réaliste que la seconde (Mingione, 1985). Autrement dit, que la stagnation des économies se présente dorénavant comme la figure contemporaine des pays en voie de développement, situation qui laisse présager le statut quo en ce qui concerne l'avenir prochain de ces économies (Mingione, 1985). La persistance de cette situation a forcé la restructuration de la quotidienneté des actrices et acteurs sociaux et favorisé l'émergence de stratégies de survie lesquelles sont devenues cruciales et indispensables à la création d'emplois et la survie de la population pauvre ainsi que dans la formulation des problèmes présents et futurs de la société. C'est dans ce contexte que les processus d'«informalisation» prennent place et peuvent être observés et analysés. De ce fait, il nous a semblé qu'une étude portant sur le travail informel des femmes était pertinente.

Le problème à la base de cette étude est celui du travail informel des femmes en milieu urbain. L'objectif global veut être une réflexion sur l'importance de l'informalité économique dans les activités des femmes en milieux urbains. Notre réflexion cependant n'a pas une visée généralisatrice de l'expérience des femmes mais représente plutôt une tentative cherchant à exprimer l'hétérogénéité des stratégies de survie propres au vécu de ces dernières. La recherche des dernières années nous a appris que l'augmentation de la pauvreté et du sous-

emplois, répercussions négatives de la mise en oeuvre de politiques de restructuration économique, sont en partie responsables de l'expansion de l'informalité économique. Or, pour contextualiser la présence des activités informelles, il apparaît inévitable d'intégrer à l'analyse les Programmes d'ajustement structurel (PAS) car les activités informelles représentent des stratégies et des mécanismes de résistance qui sont modelés par les événements politiques et économiques auxquels les pauvres sont confrontés. Pour présenter le thème de l'informalité, il nous faut donc introduire la question des PAS et expliquer leur rôle dans la résurgence de l'informalité car ces mesures macro-économiques influencent les relations de genre, la division socio-sexuée du travail, l'accès et le contrôle des ressources par les femmes et les hommes.

Ce qui pique notre intérêt est l'analyse des changements que le travail informel des femmes a connu depuis les années 80 et de dresser un portrait du travail des femmes au début des années 90. Notre question de départ est donc la suivante: Le travail des femmes est-il davantage informalisé que formalisé dans les centres urbains d'Amérique centrale et les PAS ont-ils une responsabilité dans les formes de travail des femmes centraméricaines? Notre hypothèse est que les PAS ont forcé, dans une certaine mesure, l'informalisation du travail des femmes et que le travail qu'elles font est surtout de nature informelle.

Les milieux urbains présentent la plus grande concentration de femmes dans le secteur informel. En effet, compte tenu que la majorité de la population centraméricaine est localisée en ville, la question urbaine devient par défaut une question de genre (Moser & Peake, 1994). Cette réalité correspond tout particulièrement à la région d'Amérique centrale. Malgré cela, c'est la région africaine qui fût, depuis les années soixante-dix l'inspiration d'une panoplie de recherches et d'études de cas qui enrichissent les débats contemporains. Tel n'est pas l'état des recherches pour l'Amérique centrale. En revanche, cette aire culturelle fût et demeure l'inspiration d'un

corpus théorique important (OCDE,1990:70). Nous espérons participer à l'enrichissement des études sur l'Amérique centrale en prenant comme fil conducteur le travail informel.

L'objectif visé est donc tenter de comprendre comment s'est développé le secteur informel dans les économies de l'Amérique centrale depuis les années quatre-vingt et d'exprimer la façon dont les Programmes d'ajustement structurel (PAS) ont affecté la pauvreté, l'emploi, l'accès aux ressources des actrices et acteurs sociaux. Un examen de ces indicateurs nous permettra de comprendre l'expansion de l'informalité comme forme de résistance aux mesures de restructuration économique et surtout, le rôle joué par les femmes dans ce processus de développement.

Pour y arriver, le cadre théorique que nous avons choisi pour notre étude est l'approche «Genre et Développement» . De nombreuses raisons justifient ce choix. D'abord, la littérature produite dans les années 80 sur le travail des femmes en Amérique latine a contribué à la théorisation de cette approche qui reconnaît le caractère sexué du processus de travail à tous les niveaux. Il s'agit d'autre part d'une approche qui propose une nouvelle définition du travail visant à inclure toutes les facettes des activités quotidiennes des femmes, exercice visant à faire reconnaître leur contribution au processus de développement. Nous tenons cependant à préciser que notre usage de l'approche «Genre et Développement» et des documents disponibles se fera par le biais de sources secondaires d'information et donc qu'il nous est difficile, voire impossible, de réaliser une analyse dépourvue de biais. Nous emprunterons également à Rae Blumberg quelques-unes des argumentations qui constituent sa théorie de la stratification sexuelle et ce, afin de discuter de la prise de pouvoir par les femmes et de tenter de voir si le secteur informel peut être le lieu d'une telle entreprise.

Certains ouvrages ont été essentiels à la réalisation de ce projet. Tel est le cas de l'ouvrage de Caroline Moser *Gender Planning and Development* (1993), le guide de recherche et d'aide pour les programmes de Genre et Développement réalisé par MATCH International et qui a pour titre *Un autre genre de développement: Un guide pratique sur les rapports femmes-hommes dans le développement* (Moffat, 1991), certains ouvrages et guides de l'ACDI tels que le *Manuels pour les projets: Pourquoi et comment utiliser les indicateurs tenant compte des écarts entre les hommes et les femmes* (1996b) et le *Guide des indicateurs tenant compte des écarts entre les hommes et les femmes* (1996a), ouvrages offrant une critique de la qualité et de l'usage des études tant qualitatives que quantitatives. Nous avons puisé nos données sur les pays d'Amérique centrale dans une étude réalisée par la Fondation Arias pour la paix et le progrès humain (Fundación Arias para la Paz y el Progreso Humano) traitant du secteur informel urbain de cette région et qui a pour titre *Del trabajo no remunerado al trabajo "productivo": La participación de la mujer en el sector informal urbano (SIU)* (1993).

Notre étude, tel qu'en témoigne la bibliographie, est fondée sur une revue de la littérature ayant trait tant à l'économie informelle qu'aux femmes d'Amérique centrale et de leurs activités urbaines. Il s'agit pour nous d'une sociologie du présent qui emprunte le détour de l'histoire pour apprécier, sous un angle féministe, et d'autant plus fertile, un certain nombre de discours et de pratiques mettant en jeu le travail des femmes dans le temps présent. Ce bref retour historique nous permettra d'autre part d'exprimer le caractère socio-sexué de la subordination des femmes dans l'économie ainsi que d'exprimer comment certains facteurs, en l'occurrence les PAS, affectent le mode de vie des actrices et acteurs sociaux. Cela nous permettra aussi d'exprimer la nature labile du processus de développement, une réalité qu'il nous est impossible de figer afin de rendre compte de son fonctionnement et de sa nature.

Cette étude débute au début des années quatre-vingt pour deux raisons. D'une part du fait que les préoccupations d'ordre féministe commencèrent à se faire publiques plus ou moins pendant cette période et parce qu'elles correspondent à la période lors de laquelle le Fond monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) ont entrepris d'instaurer les PAS dans les divers pays d'Amérique centrale.

Le premier chapitre de cette recherche évoque les fondements conceptuels et méthodologiques qui ont permis la réalisation de la recherche. Nous débutons donc celui-ci par la description de l'utilisation qui sera faite des divers concepts majeurs de l'étude. Suivra la formulation du cadre théorique, fil conducteur du développement et du cheminement de la recherche et la méthodologie qui correspond à la théorie. On introduira alors l'Amérique centrale tout en exprimant les raisons qui justifient ce choix comme région privilégiée pour la recherche.

Le second chapitre se propose d'être un survol de l'évolution du secteur informel centraméricain depuis les années soixante-dix afin de mieux cerner d'une part l'objet de notre recherche, soit le secteur informel, et afin de situer les PAS au sein de son évolution. C'est dans ce cadre qu'il nous sera possible d'évoquer avec plus de précision les relations qu'entretiennent ensemble le secteur formel et informel de l'économie. Cette illustration nous permettra par ailleurs de mieux cerner les manières par lesquelles certains facteurs extérieurs affectent les populations concernées. Suite à cela, nous exposerons les raisons générales qui justifient la grande participation des femmes au secteur informel de l'économie.

Cette étude ayant comme cadre d'étude l'Amérique centrale, le troisième chapitre se charge de présenter la situation du travail informel des femmes au sein de ces économies. Ceci nous permettra de présenter un bref profil de la situation des femmes dans le secteur informel

urbain. C'est alors que nous nous consacrerons à l'analyse des données. L'emphase sera donc portée sur l'Amérique centrale. Nous tenterons de voir si les activités informelles des femmes se sont beaucoup diversifiées sous l'effet des PAS ce qui nous amènera à nous demander si le secteur informel n'est pas devenu le milieu de travail commun aux femmes des centres urbains d'Amérique centrale. Nous essayerons aussi de voir si la plus grande participation des femmes à l'activité informelle favorise leur visibilité ou si au contraire cette forte présence féminine dans ce secteur dit invisible rend encore plus grand l'écart entre le pouvoir des femmes et celui des hommes sur la scène publique. Nous discuterons par la suite des biais androcentriques des PAS et tenterons de voir si ceux-ci permettent aux femmes l'acquisition de pouvoir ou si, au contraire, ils nuisent catégoriquement à leur «empowerment».

En guise de conclusion, nous répondrons à notre question de départ et vérifierons notre hypothèse tout en évoquant la façon dont nous fût utile l'approche théorique «Genre et développement». Nous tenterons par ailleurs une réflexion sur l'avenir du travail des femmes qui, nous l'espérons, alimentera le débat sur la question des femmes et forcera de nouvelles réflexions.

Mais penchons-nous d'abord sur les termes qui forment l'édifice conceptuel de cette recherche ...

CHAPITRE 1

Encadrement théorique et conceptuel

Ce premier chapitre a pour but de présenter la méthodologie de ce présent projet, d'en présenter les concepts clés, l'usage qui en sera fait et l'approche théorique qui sera omniprésente dans la recherche. Ce chapitre sera clos par une brève explication des raisons qui nous ont fait choisir l'Amérique centrale comme aire culturelle à l'étude.

A. Définition des concepts

1. Le concept de «travail»

Toutes les sociétés humaines connaissent une division socio-sexuée du travail ¹. La nature du travail et sa distribution sont appelés à changer au fil des ans et au rythme des évènements. Une recherche ayant trait aux femmes dans le processus de développement se doit de rendre compte de ces changements afin de comprendre l'évolution de la division socio-sexuée du travail ainsi que l'impact des processus de développement sur le statut des femmes. Pour ce faire, l'outil le plus efficace est sans l'ombre d'un doute le travail des femmes : «Women's work and economic activities are crucial elements in the investigation of the relationship between the sexual division of labor and the overall process of economic and social change» (Del Alba Acevedo, 1995:65). La nature de la participation des femmes à la force de travail s'exprime par les multiples dimensions du travail qu'elles réalisent dans leur quotidienneté.

¹ Pour les fins de notre recherche, nous voulons dès maintenant préciser que l'expression «division socio-sexuée du travail» est celle que nous adoptons du fait qu'elle se rapproche de l'expression anglophone «gendered division of labor» pour laquelle aucune traduction littéraire n'existe. Nous l'empruntons aux auteurs du *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie* (1991), Pierre Bonte et Michel Izard.

L'expression des nombreux caractères de la production féminine a commencé à être connue lors des années soixante-dix, période témoin de l'émergence de nombreux thèmes dans l'étude des relations de genre et de nombreuses avancées dans le domaine du travail. Tout d'abord, il fût reconnu que le travail domestique est d'une importance cruciale à la survie ou la continuité de la sphère productive (Ward,1990; Tiano,1987; Bose & Acosta-Belen,1995; DAWN,1985; Safa,1995; Elson,1991b; Bakker,1994; Nash,1995; MacKintosh,1981; Daune-Richard,1988).

De plus, il fût admis que ce travail «invisible» est principalement l'affaire des femmes. L'invisibilité du travail des femmes est la conséquence de l'importance qu'ont les enquêtes de nature quantitative traitant du travail. Or, il est complexe de rendre compte mathématiquement du travail des femmes puisque celles-ci sont souvent absentes des catégories économiques qui retiennent l'attention; les activités économiques qu'elles performant se réalisent en dehors des lieux publics et ce sont les femmes qui, plus que les hommes, cumulent des travaux temporaires, saisonniers ou occasionnels (Rondeau, 1995 :125).

Cette double reconnaissance a donné lieu à des recherches pour lesquelles l'emphase fût portée sur le travail de reproduction des femmes, thème à la rencontre des préoccupations féministes à propos des relations femmes-hommes d'une part et du souci que représente la production sociale d'autre part.

En se penchant sur les rapports de genre qui structurent le travail des femmes et des hommes, les recherches ont dévoilé que la situation familiale des femmes (entre autres) avait le potentiel d'influencer leur participation sur le marché du travail et qu'inversement les composantes et les changements de la sphère productive ont des effets sur les tâches reproductives des femmes. Autrement dit, que les activités de production affectent les activités

de reproduction et que les activités de reproduction influencent les activités de production des femmes. Précisons dès maintenant le sens donné aux expressions production et reproduction.

Tel qu'expliqué par Caroline Moser dans son ouvrage *Gender Planning and Development*, le travail de reproduction comprend les soins administrés aux enfants, les responsabilités domestiques qui garantissent le maintien et la reproduction de la force de travail. Ce travail comprend non seulement la reproduction biologique mais inclut aussi le soin et le maintien de la force de travail actuelle et future (Moser, 1993). Le travail productif, quant à lui, évoque le travail «done by both women and men for payment in cash or kind. It includes both market production with an exchange value, and subsistence/home production with an actual use-value, but also a potential exchange value» (Moser, 1993: 31).

Ceci dit, les hypothèses concernant l'influence que peut avoir le travail productif des femmes sur leur travail de reproduction et inversement mirent en évidence les liens entre les carrières des femmes et leurs responsabilités domestiques. Tel que rendu par Susan Tiano, le travail extra-domestique des femmes «is regulated by her reproductive roles as wife and mother, the demands of which vary at different stages of the life course» (1987:226).

En effet, le nombre d'enfants, les ressources disponibles et accessibles aux femmes, leurs revenus et celui de leur conjoint exercent des pressions et affectent directement et indirectement la participation des femmes au marché du travail ainsi que les types d'emplois qu'elles privilégient (Ward,1990; Tiano,1987; Arriagada,1990). Il devint ainsi de plus en plus évident que l'exclusion de la sphère domestique dans l'analyse du travail des femmes posait un problème ou un obstacle important pour la compréhension de la force de travail féminine : «It became obvious that attempts to deal with waged labor and domestic labor separately and to ignore gendered social practices in the workplace were a fundamental obstacle to any valid

analysis of female labor» (Daune-Richard, 1988:264). Par ailleurs, un examen centré sur le travail des femmes dans le secteur formel perpétue les frontières artificielles entre la sphère de la production et la sphère de la reproduction correspondant davantage à la réalité des hommes qu'à celle des femmes. Ainsi exprimé, il ressort clairement que l'expérience des femmes et des hommes sur le marché du travail diffère en raison de la division socio-sexuée du travail. D'autre part, cette division du travail atteint toutes les facettes de la vie des femmes et des hommes et ce, à différents degrés au fil de leur vie puisque la nature du travail et sa distribution évoluent et changent continuellement. Cela dit, cette division socio-sexuée du travail ne se limite pas au marché formel. Elle structure au contraire tant le travail de reproduction que le travail productif à l'extérieur du foyer.

2. Le concept de «travail informel»

Même si elle demeure invisible dans les statistiques, l'activité informelle représente un travail. Il nous faut donc une conception du travail qui soit applicable aux diverses conditions au sein desquelles évoluent les actrices et acteurs sociaux. Les relations socio-sexuées dans la sphère productive, tant dans le secteur formel qu'informel, tant en milieu rural qu'urbain, signifient encore une fois que les femmes sont subordonnées aux hommes. Tel que l'ont revendiqué certaines féministes, le travail de reproduction est aussi un travail productif dans la mesure où il y a production de valeurs d'usage mais sans que celle-ci se réalise sous une relation d'échange de nature économique. Tel que l'ont souvent exprimé les féministes (Ward,1990; Tiano,1987; MacEwen Scott,1991; Elson,1991b; Bakker,1994; Williams,1994), l'emploi de l'expression «production» est soumis à des biais qui réduisent son utilisation à la réalité du travail des hommes. En fait, l'usage courant qui est fait du concept de travail productif est trop restreint : «it is recognized that the use of the term `productive` work as referring only to work with an exchange value is an over-simplification of reality» (Moser,1993:32). C'est une

simplification de la réalité. Malgré cela, il nous faut distinguer les rôles productifs des rôles reproductifs des femmes pour exprimer et éclaircir les multiples facettes et dimensions du travail des femmes ainsi que l'interdépendance de leurs rôles.

Il faut donc envisager le travail comme une production de biens et services ainsi qu'une reproduction sociale, soit tout le travail que représentent l'entretien et le maintien des ressources humaines. C'est dans cet esprit que les chercheurs(es) en sont venus à se référer au travail des femmes comme à une activité qui s'articule autour des relations de production et de reproduction. Car, tel qu'exprimé par Ward, «[i]nformal-sector work provides the intermediate link between formal waged labor and unpaid housework in that it contains characteristics of both» (1990:6-7).

Dans les années soixante en Amérique latine, même dans les économies croissantes génératrices d'un nombre important de nouveaux emplois, une large proportion de la population était au chômage (Marquez, 1994 :382). L'expression «informelle» a permis d'identifier les activités économiques pratiquées par une proportion croissante de la population urbaine, activités alors considérées comme résiduelles des systèmes établis. La notion de secteur informel a été introduite dans le but d'identifier, entre autres, la tendance croissante du chômage, tendance issue des recommandations politiques fidèles à la théorie de la dépendance. Enfin, le regroupement de ces activités sous l'étiquette d'informel a permis de légitimer leur étude et de faciliter leur introduction au sein de formulations de politiques publiques visant le changement social (Marquez, 1994 :384).

In other words, the informal sector concept was adopted because it arose through effective communications channels at a convenient moment, and because it embodied policy implications which were convenient for international organizations and politically middle-of-the-road governments (Bromley, 1978: 1036).

Dès qu'il fût présenté sur la scène publique, un arsenal de définitions fût évoqué dans l'espoir d'identifier ce concept de l'informel (Voir Annexe III). À ce propos, les nombreuses expressions (Arellano et al, 1994; Lautier, 1994; Moser, 1978; Portes et al, 1989) que les chercheurs(es) lui octroyèrent au fil des ans témoignent de la confusion qui entoure le concept : économie non officielle, économie souterraine, secteur traditionnel, travail au noir, économie parallèle sont parmi les expressions les plus connues. En admettant qu'une activité formelle constitue une activité régulée, une activité informelle serait une activité manquant d'autorité rationnelle légale ou bien n'obéissant pas aux réglementations existantes (Lopez-Castano, 1994 :168).

L'économie informelle est une économie non régulée par l'État dont la forme et l'organisation varient dans le temps et l'espace. L'hétérogénéité qui lui est propre s'applique aux membres qui composent l'économie informelle (tantôt une majorité de femmes, tantôt des enfants ou encore des hommes), aux activités qui y sont pratiquées (petite production marchande, l'artisanat, la production à domicile, le petit commerce de détail, la production de nourriture, les services de restauration, le travail domestique, etc) ainsi qu'aux revenus et échanges qui y sont réalisés. Ces multiples dimensions qui caractérisent la nature labile du secteur informel justifient que ce dernier soit conçu comme un processus constamment en changement et non pas en tant qu'objet fixe. Car tel qu'exprimé par Castells et Portes (1989:11): «The informal economy is a common-sense notion whose moving social boundaries cannot be captured by a strict definition without closing the debate prematurely».

L'une des raisons de la nature très labile du secteur informel est la relation de dépendance qu'il entretient avec le secteur formel de l'économie et sans lequel l'informel n'aurait pas lieu d'exister.² Autrement dit, il «n'est pas indépendant de l'autre, il y est étroitement lié, même subordonné» (Lopez-Castano,1994 :46). Ce qui veut dire entre autres que les changements qui ont lieu au sein de l'économie formelle risquent d'influencer le développement et la croissance du secteur informel. Ainsi en est-il du moins pour les périodes de crise économique qui ont pour effet de relancer la participation de la population aux activités informelles dans l'espoir de compenser les coupures budgétaires ou d'augmenter les revenus familiaux suite à des baisses de salaires. Mais le secteur informel ne correspond pas en tout temps à cette image. L'idéologie lui octroie un visage de pauvreté et en marge de la société. Tel que l'exprime MacEwen Scott, «this characterisation is ideal-typical rather than real» et les caractères qui lui sont associés ne sont pas aussi statiques que semble l'exprimer cette catégorisation simpliste qui présente le secteur informel comme un secteur associé aux petites entreprises à production intensive, où les employés ne sont pas qualifiés pour remplir les exigences du travail formel et où fleurissent peu de possibilités d'avancement (1991:106).

Quelques auteurs dont Rosenbluth (1994) se sont intéressés à rendre compte de la fausseté de cette interprétation en démontrant que certaines activités informelles sont génératrices de revenus plus élevés que leur homologues formelles, et que, bien que la majorité de la population travaillant dans le secteur informel soit constituée de pauvres, cela ne signifie en rien que tous les membres du secteur informel sont pauvres (Rosenbluth,1994:174). Tel que rendu par Castells et Portes, «The informal economy is not a euphemism for poverty» (1989:12). C'est donc dire que les différences entre le secteur informel et le secteur formel sont plutôt minces et qu'elles se situent principalement au niveau du procès de production. En effet, bien que le produit soit le même, le procès de production diffère tout autant que les moyens de

² Cette relation entre l'économie informelle et l'économie formelle sera explicitée lors du second chapitre.

production, ceux-ci étant souvent plus modestes en milieu informel. De plus, l'exercice d'un emploi formel se réalise normalement à l'extérieur du foyer, dans des institutions précises alors que les lieux où peut se réaliser l'emploi informel ne connaissent pas cette censure. En fait, le travail informel se situe entre l'activité domestique non-rémunérée et le travail salarié (Tiano,1987). Car, tel qu'exprimé par Ward, «[i]nformal-sector work provides the intermediate link between formal waged labor and unpaid housework in that it contains characteristics of both» (1990:6-7).

En regard des raisons qui expliquent l'existence d'une telle économie, l'on pourrait avancer que la «fonction» du secteur informel est de fournir un revenu à ceux et celles qui se trouvent au chômage, de rendre possible l'échange de biens et de services, et de permettre la création autonome d'emplois. «Le secteur informel fonctionne par choix ou par nécessité à l'extérieur de la forme légale du secteur moderne selon laquelle les lois sont d'abord établies» (Arellano et al,1994:2). Ces activités échappent au contrôle de l'État du fait de leur dissimulation volontaire ou de leur caractère autonome. Tel est le cas entre autres des micro-entreprises. Mais l'utilité des activités informelles ne se limitent pas à procurer du travail aux sans-emplois. En effet, les activités informelles procurent des biens et des services à peu de frais qui réduisent les coûts alloués au maintien de la force de travail dans le secteur formel et augmentent le capital accumulé dans les villes du Tiers Monde (Tiano,1987:220).

..[T]he informal sector is critical to the operation of the global economy and the survival of households. Informal work subsidizes worker's wages, lowers the risks of the capitalists, and together with housework stabilizes or maintains the class positions of households (Ward,1990:8).

Par ailleurs, cette forme d'emploi autonome tend à compter pour une part importante de l'emploi total. Beaucoup de ses activités, surtout les services urbains et le commerce, constituent une

part vitale et essentielle de l'activité économique globale. Toute augmentation de la capacité de production dans ce secteur, toute amélioration des conditions de travail feront progresser en même temps le niveau de vie des producteurs(trices), ainsi que celui d'un grand nombre de travailleurs(res) urbains(nes) et de pauvres qui consomment les biens et services qu'il offre (DAWN,1985:45). Pour les fins de cette recherche, nous tiendrons compte de trois types d'activités informelles. Ces activités sont les plus répandues en milieu urbain centraméricain : le travail autonome, les micro-entreprises, soit des unités de production au sein desquelles un maximum de cinq personnes opèrent, et le service domestique.

La combinaison des facteurs énoncés précédemment illustre que l'échange informel est une relation économique mais aussi sociale puisqu'elle implique dans une certaine mesure ce qu'il serait convenu d'appeler de la convivialité (Adair,1985:127)³. Cette économie populaire qui fonctionne en dehors de la réglementation administrative ne devrait pas être confondue avec l'économie clandestine. Car cette dernière «cache des opérations illégales (commerce de la drogue, trafic d'armes, travail au noir, contrebande) ou des transactions louches (blanchiment d'argent etc.)» (Gélinas,1994:146) qui ne sont pas du même ordre que celles réalisées sur la place publique comme les unités de production informelle. Il existe de nombreuses définitions du travail informel parmi lesquelles nous avons choisi la suivante :

[...] a set of microentrepreneurial units, be they commercial, productive, or service-oriented, which develop with their own particular features. On the whole, this group is made up of the surplus labor-force workers who are not absorbed in the formal labor market and have to find alternative ways to survive and generate incomes. Thus, the UIS (urban informal sector) is a strategy for employment and survival (Placencia, 1989:122).

³ C'est à Philippe Adair (1985) que nous devons l'expression de «convivialité» et par laquelle il entend la réciprocité et l'entraide qui caractérisent les relations qu'entretiennent ensemble les membres de l'économie informelle. Cette expression évoque ainsi un autre aspect de l'activité informelle, soit l'aspect social de l'informalité, trop souvent oublié au profit de l'aspect économique.

3. Le concept d'«informalisation»

Ce concept est inexistant dans les dictionnaires. Pourtant, son emploi est courant dans le domaine des recherches qui traitent de la restructuration économique et de ses implications au niveau social. En effet, Mingione l'emploie dans son analyse des stratégies urbaines de survie en tant que croissance de l'importance que revêt à présent «non-formal market inputs to economic survival» (Mingione, 1985:297). Cette interprétation souligne le fait que, dans certaines conditions, les solutions informelles deviennent non seulement avantageuses du point de vue économique mais sont aussi la meilleure façon d'acquérir certains biens et de bénéficier de services rapidement (Mingione,1985). D'autres auteurs soulignent le caractère dualiste du processus d'«informalisation» :

Informalization is not a social process always developing outside the purview of the state; it is instead the expression of a new form of control characterized by the disenfranchisement of a large sector of the working class, often with the acquiescence of the state (Portes & Castells,1989:27).

Ainsi, ce processus d'informalisation peut être parfois un geste volontaire (comme dans le cas d'une entreprise qui décide de ne plus se soumettre aux procédures légales du système formel), d'autres fois une conséquence involontaire (comme dans le cas d'une perte d'emplois qui oblige une personne à trouver de l'emploi au sein du secteur informel de l'économie). Parfois même, l'État pourvoit de l'aide financière aux petites entreprises informelles créatrices d'emplois et parfois aussi les commerçants et industries profitent de l'informalité pour conserver leur commerce ou encore pour tirer de plus amples profits.

L'«informalisation» se réfère donc à un processus lors duquel les acteurs se font de plus en plus présents et actifs au sein de l'économie informelle. Il s'agit de l'informalité grandissante au sein des activités de production. Gabrielle Pinnaro et Enrico Pugliese traitent du processus d'«informalisation» comme de la présence de structures de production de type informel (1985:229). Dans ce contexte, le terme de travail informalisé énoncerait le fait que le travail correspond davantage aux modes de production de type informel que de type formel.

4. Le concept d' «empowerment» ou d'«acquisition de pouvoir»

L'expression «empowerment» a connu du succès à la suite de la Troisième décennie de développement des Nations Unies. (UN's Third Development Decade). En effet, l'«empowerment» fût le thème de l' Association pour les femmes dans le développement lors de la conférence en 1989. La Banque mondiale et d'autres agences d'aide ainsi que certains groupes féministes expriment aussi le désir de favoriser l'«empowerment» des femmes. Dans le sens commun du terme, l'«empowerment» signifie «people taking control over their own lives: gaining the ability to do things, to set their own agendas, to change events, in a way previously lacking» (Young,1993:157). Cela peut vouloir dire changer la façon dont les gens agissent, forcer des changements dans leur comportement. Pour les féministes de l'approche «genre et développement», la notion d'«empowerment» implique aussi:

the radical alteration of the processes and structures which reproduce women's subordinate position as a gender. In other words, strategies for empowerment cannot be taken out of the historical context that created lack of power in the first place, nor can they be viewed in isolation from present processes (Young,1993:158).

D'autres telles que Saskia Wieringa traite de l'«empowerment» comme d'un projet où les femmes «make their own choices, [...] speak out on their own behalf and [...] control their own lives» (Wieringa, 1994:832). Bref, la notion d'«empowerment» exprime le désir des femmes de prendre en main leur existence, de choisir et de se donner les moyens d'autonomiser leurs ressources, libérer les femmes des structures sociales et économiques oppressives qui les maintiennent dans la misère. En d'autres termes, cette notion veut dire l'acquisition de pouvoir par les femmes.

La prise de pouvoir par les femmes implique de nombreux aspects de la vie de ces dernières et semble prendre naissance d'abord au niveau de la sphère privée. Caroline Moser décrit l'«empowerment» comme un processus dont le but est

to empower women through greater self-reliance. Women's subordination is seen not only as the problem of men but also of colonial and neo-colonial oppression. It recognizes women's triple role, and seeks to meet strategic gender needs indirectly through bottom-up mobilization around practical gender needs (Moser, 1993:74).

La prise de pouvoir se réaliserait par le fait de gagner de l'habileté à faire des travaux jusqu'ici inconnus, à devenir la responsable de sa propre organisation ou de son propre agenda, de changer les événements, de faire ses propres choix, de parler en son propre nom (Young, 1993; Wieringa, 1994; Moser, 1993). Autrement dit, de gagner du contrôle sur sa propre vie.

Tel qu'exprimé par Diane Elson, le processus de l'«empowerment» des femmes est relié à trois dimensions. Il s'agit d'abord d'exprimer le pouvoir oppressif des relations entre les genres, de défier les mécanismes d'oppression qui favorisent ces relations et reproduisent le statut inférieur des femmes au sein de la société, d'obliger une nouvelle vision du travail des femmes chez les acteurs sociaux témoins de leur participation économique et de leurs

capacités de production (Elson,1994). Ainsi défini, le processus de l'«empowerment» devient une manière de contrer ces relations oppressives, de les défier et d'en engender de nouvelles sur les bases d'un meilleur partage des ressources.

Cependant, le processus de l'«empowerment» ne se limite pas à modifier l'organisation et les structures de la vie quotidienne. Un meilleur contrôle de leur quotidienneté, c'est-à-dire une meilleure satisfaction des besoins fondamentaux a par la suite le potentiel de favoriser, sinon provoquer des changements dans les structures qui reproduisent la discrimination et l'oppression dont sont victimes les femmes. En effet, il semblerait que le contrôle acquis par les femmes au niveau de la sphère privée exerce un pouvoir sur les sphères publiques et met au défi «[...] the processes and structures which reproduce women's subordinate position as a gender» (Young,1993:158). C'est donc dire que l'expression du pouvoir ne se limite pas, ni pour les femmes comme pour les hommes, à la sphère domestique ou privée. Celle-ci représente l'espace au sein duquel d'autres changements, en l'occurrence les besoins stratégiques, peuvent prendre racine.

Or, le travail, quel qu'en soit la nature, est une source potentielle d'«empowerment» car le travail implique des rapports entre les acteurs sociaux. Ces rapports sont de nature coopérative ou de domination dont les limites débordent le cadre des procès concrets de travail (Bonte & Izard,1992). La nature de ces rapports sociaux peut s'avérer contraignante et paralyser l'acquisition de pouvoir par les femmes . La division socio-sexuée du travail en est un exemple puisque cette division attribue aux femmes des travaux de statut inférieur à ceux réalisés par les hommes, créant par là même une sphère de laquelle les femmes ont misère à échapper. Par ailleurs, certains rapports de domination se produisent lorsque les produits et les ressources réalisés ne sont pas sous le contrôle des producteurs et demeurent aux mains des propriétaires des moyens de production. Un rapport de domination s'exerce aussi lorsque les retours

monétaires et revenus reçus en échange d'un travail ne sont pas non plus sous le contrôle des producteurs immédiats, dans ce cas-ci les femmes.

B. Cadre théorique et méthodologique

1. L'approche «Genre et développement»

L'entrée officielle des femmes sur la scène internationale est un événement relativement récent puisqu'il remonte à l'année internationale de la femme proclamée par les Nations Unies en 1975. Depuis, la recherche ayant trait aux rôles des femmes dans le développement se caractérise par un arsenal de travaux et de tangentes théoriques qu'il nous faut brièvement aborder en guise de préambule à l'introduction de notre cadre analytique, en l'occurrence, l'approche «Genre et développement» ou GED. Nous verrons à travers ce rappel la manière dont les recherches des dernières années ont su identifier le caractère sexué du développement.

S'il est un travail sur les femmes et le développement qui fût parmi les plus cités, il s'agit incontestablement de l'ouvrage d'Ester Boserup, *Women's Role in Economic Development* dont la version française fût publiée en 1983 sous le titre *La femme face au développement économique*. Publié en 1970, cet ouvrage offrait une première interprétation de la condition féminine en développement international. De fait, Boserup fût la première à employer la variable de sexe pour son analyse des sociétés agraires (Rathgeber, 1994 :78). Dès la première page de son ouvrage, l'auteure affiche le constat principal autour duquel gravite son oeuvre soit que les principaux critères qui organisent la division du travail à l'intérieur de la famille sont ceux de l'âge et du sexe et ce, même dans les phases les plus primitives de l'organisation familiale (Boserup, 1970:1).

En comparant les sociétés agraires d'Asie et d'Afrique, Boserup montre que l'universalité du rôle domestique des femmes n'est en fait qu'une croyance fondée sur des préjugés (ou sur l'ignorance des rapports de genre), puisque, explique-t-elle, pour certaines sociétés d'agriculteurs, le travail productif des femmes a une importance comparable à celui réalisé par les hommes. En donnant une explication des rôles économiques féminins, en démontrant comment le processus de développement affecte les femmes et en illustrant l'omniprésence de la division socio-sexuée du travail dans la vie de celles-ci, l'auteure révèle les facettes de la vie des femmes qui créent leur marginalisation, tant individuelle que collective. Beneria et Sen résument les conclusions de Boserup : «women workers are marginalized in the process of economic development because their economic gains as waged workers, farmers, and traders are slight compared to those of male workers» (1981:284).

Ces conclusions fouettèrent le champ des sciences sociales sur plusieurs plans. En effet, le thème de la marginalisation des femmes au sein de la sphère de la production favorisa une remise en question de l'aspect «bénéfique» du développement (Neill, 1993) alors que la question de l'inégalité sexuelle favorisait la naissance - tant au niveau théorique qu'au plan opérationnel - d'un vaste champ de réflexions sur le développement, préoccupations visant l'égalité des sexes ainsi que l'abolition du statut économique marginal des femmes. Tel qu'exprimé par Marie-France Labrecque, la recherche de Boserup allait devenir le fer de lance des revendications féministes futures et d'une longue tradition féministe dans le développement: «C'est dans le livre d'Ester Boserup que l'on retrouvera les principaux éléments qui allaient inspirer les politiques d'intégration des femmes au développement» (Labrecque, 1988: 45).

La réalisation des préoccupations pour la question des femmes se fit dans le contexte d'une révision d'ensemble de l'approche développementaliste ⁴ aux États-Unis avec le Rapport McNamara⁵ de 1973 et celui de Brant en 1980 (Thede, 1988:54). Ce re-examen et les nouvelles orientations présentées lors de la Décennie des Nations Unies pour les femmes (1975-1985) marquèrent une nouvelle approche politique et de recherche instituée par des chercheurs (es) états-uniens «concerned about the increasing evidence that Third World development projects were negatively affecting women» (Moser dans Moser & Peake, 1994:1).

C'est ainsi que sous l'égide de la BM, les ONG et autres agences de développement prévalèrent leurs politiques d'aide de la première théorie féministe concernant les femmes et le développement. Connue en anglais sous le sigle WID (Women in Development) ou IFD en français (Intégration des femmes au processus de développement), cette version féministe du développement est issue du courant féministe libéral qui assume que la modernisation et la satisfaction des besoins fondamentaux finiront par rendre le développement plus rentable et que les fruits de l'amélioration de celui-ci profiteront aux couches socio-économiques les plus pauvres des pays tiers-mondistes. Autrement dit, qu'un effet de «trickle down» acheminerait les ressources aux plus pauvres tant les richesses seraient nombreuses. Atteindre un développement plus rentable et efficace pour tous exige la résolution du problème qui le rend impossible. L'identification du frein à la réalisation de ce projet rappelle les conclusions de Boserup en cela que les femmes sont ciblées comme étant à la source d'un mal-développement du fait de leur exclusion de la sphère productive. En effet, dans ce même ordre d'idée,

⁴ L'approche développementaliste état-unienne se caractérise par des périodes historiques marquées de politiques et de modèles théoriques de développement particuliers et distincts les uns des autres. La genèse de cette évolution de la préoccupation état-unienne pour le développement remonte à la théorie de la modernisation qui a occupé la scène internationale entre 1950-1960. Les années 70-80 furent marquées par la reconnaissance de l'importance que revêt la satisfaction des besoins fondamentaux (Moser dans Moser & Peake, 1994)

⁵ Tel qu'exprimé par Nancy Thede (1988), la réalisation de McNamara est le constat que les programmes de développement n'atteignent pas la majorité des populations du Tiers Monde. La solution envisagée est l'orientation des interventions de la Banque mondiale vers la satisfaction des besoins fondamentaux des plus démunis, en s'y associant le secteur privé. Un accent particulier sera émis sur les femmes et les populations rurales.

comment est-il envisageable de vouloir améliorer la production si la moitié de la force de travail disponible n'y participe pas? Tenant compte de cette réalité, les tenants de l'approche IFD viseront l'intégration des femmes dans la production, soit dans le processus de développement. Le principe de l'intégration «holds that development leads to female liberation and sexual equality by involving women more centrally in economic and political life» (Tiano,1987:217).

Les moyens qui furent entrepris afin de réaliser les objectifs de l'intégration et ultérieurement l'égalité entre les femmes et les hommes devaient se réaliser par la satisfaction des *besoins fondamentaux*⁶. Plusieurs stratégies furent mises de l'avant: augmenter la production des femmes, accroître leur(s) revenu(s) et renforcer leur habileté à répondre aux besoins et tâches domestiques (gestion domestique). L'engouement des spécialistes envers la production des femmes a eu de nombreuses répercussions sur celles-ci et le projet initial visant leur intégration. De fait, les planificateurs de programmes ont peu à peu investi leurs énergies exclusivement dans les activités productrices des femmes au détriment de leurs rôles de reproduction (St-Hilaire,1995; Moser,1993; Antrobus,1991; Wieringa,1994). En fait, l'emphase portée sur les activités de production et les diverses façons de les améliorer ont favorisé une cécité croissante des experts vis-à-vis les liens qu'entretiennent ensemble les activités de production et de reproduction des femmes. En outre, la prégnance des facteurs économiques liés à la production au détriment des facteurs sociaux et des rapports de genre au sein des projets de développement ont favorisé des biais qui opèrent «in favour of men as a gender, and against women as a gender» (Elson,1992:2).

⁶ La notion des «besoins fondamentaux» ou des «besoins de base» est l'oeuvre de Robert McNamara qui, en 1972, évoquait la transition officielle des préoccupations de la Banque mondiale de la croissance économique à l'élimination de la pauvreté par le biais et la promotion de la redistribution des richesses. L'expression fût reprise par la Communauté Internationale du Développement (Moser & Peake,1994).

En d'autres termes, les résultats espérés par les mesures entreprises pour faciliter l'intégration des femmes dans le processus de développement n'ont pas vu le jour puisque ces mesures orientent leurs actions vers l'économie monétaire sans reconnaître que cette dernière ne peut exister sans l'économie domestique. Tel que rendu par Nancy Thede, l'appui proposé aux femmes lors de tels projets repose sur une logique de maximisation du capital en tentant de rendre plus efficaces et rentables les activités des femmes: «les femmes sont des instruments pour faire augmenter la production» (1990:56). Un bref regard sur les stratégies invoquées révèle un discours empreint d'un accent capitaliste: augmenter les revenus, augmenter la production et cetera. À la rigueur, l'on croirait que les responsables des projets de développement traitent la sphère domestique comme si elle était isolée du reste de la structure sociale. Ils acceptent les structures sociales établies comme si elles étaient immuables plutôt que de chercher à comprendre et à expliquer l'inégale répartition des richesses et l'inégal accès au processus de développement que rencontrent les femmes.

Ce type de recherche eut pour effet de créer des frontières artificielles entre les diverses facettes du travail des femmes et de l'économie globale. Ces recherches fondées sur le principe dichotomique du public/privé, sont basées sur un modèle capitaliste du développement qui assume que le statut économique de la femme au sein d'un pays s'améliore si celle-ci est introduite dans la force de travail salariée. Or, leurs rôles de reproduction furent ignorés et comme ces rôles répondent aux besoins de base des secteurs les plus pauvres de la société, les politiques qui les excluent ont un effet négatif pour toute la société, et, ultérieurement, pour la production. «Little attention was given to the direct links between the larger global economy and women's position relative to men's» (Ward, 1990:5).

Ainsi, dès 1980, on parle déjà de l'échec de l'approche visant l'intégration des femmes au développement; la BM et les Nations Unies admettent que les projets furent insuffisants pour

relever de façon significative le statut des femmes, car les projets visant les activités de production des femmes furent plus souvent qu'autrement des échecs (St-Hilaire,1995 ; Buvinic,1986; Rogers,1980). Colette St-Hilaire note quelques exemples de ces échecs.

Dans les zones rurales, l'accès des femmes à la terre, au crédit, à la technologie et aux autres ressources nécessaires à l'agriculture se fait de plus en plus difficile. Dans certains pays, des réformes agraires ont diminué le contrôle que les femmes avaient traditionnellement sur la terre, la mécanisation a souvent signifié pour les femmes la perte de leurs activités traditionnelles au profit de quelques hommes, bénéficiaires de la technologie et de la formation. La commercialisation des cultures a également pour effet de priver les femmes de leur revenu traditionnel sans leur donner accès à celui qu'engendrent les nouvelles activités, généralement réservées aux hommes (1995:44).

Ainsi exprimé, il ressort clairement que des facteurs tels que l'accès aux ressources ainsi que l'inégale répartition des richesses affectent les femmes différemment que les hommes et que le succès d'un projet dépend entre autres du respect que l'on accorde à ces réalités quotidiennes qui gèrent et organisent les conditions matérielles de la vie des individus concernés. Un autre facteur serait également à la source de l'échec des mesures de l'IFD. D'après certaines chercheuses, (St-Hilaire,1995; Moser, 1993, Beneria,1995; Elson,1991b), les variables telles que la «race», l'âge, le statut marital et la culture affectent différemment les hommes et les femmes tout autant que les femmes entre elles. L'IFD est accusée par ces auteures d'établir une généralisation réductionniste des activités sexuées entreprises par les femmes. Car, bien que cette approche reconnaisse la subordination des femmes en général, elle ignore la pluralité des expériences de ces dernières ainsi que les facteurs non-négligeables qui affectent la division sexuelle du travail: «... the tendency of such theories to essentialize what is not universal paralyzed its development and potential impact» (Beneria,1995:1842). Plutôt que de démontrer

comment les femmes sont constituées à partir et selon des rapports sociaux au sein desquels elles évoluent et connaissent la domination et la résistance, «ces études finissent par représenter les femmes du Tiers-monde comme une catégorie universellement opprimée, inscrite dans des rapports au sein desquels elles occupent le rang le plus bas qu'on puisse imaginer...» (St-Hilaire, 1995:53). Les généralisations de la sorte ne créent pas de portrait qui soit juste et réaliste des expériences féminines. Elles favorisent davantage un réductionnisme malsain à partir de critères imprécis et soumis à des variations et des changements de toute sorte.

Afin de rendre compte plus exactement de la réalité des expériences féminines et dans l'espoir de présenter des projets qui soient respectueux des multiples différences, les spécialistes ont substitué le concept de «sexe» par celui de «genre». Car, tel qu'exprimé précédemment, l'interprétation de la division sexuelle des activités en terme de rapports de genre restitue à l'analyse la spécificité culturelle des relations entre les femmes et les hommes et relativise par sa dimension sociale, le rôle des différences biologiques pour justifier la subordination des femmes (Pinton, 1992). C'est ainsi qu'afin de respecter la diversité des expériences des femmes et de bien rendre compte de leur réalité locale, GED laisse de côté la variable «sexe» à laquelle elle préfère celle de «genre» auquel elle suppose la dimension sociale des relations qui structurent la vie des femmes et des hommes comme la division socio-sexuée du travail et le contrôle des ressources (Elson,1991b). La construction sociale du genre est un phénomène complexe ne pouvant être réduit à la seule identité femme/homme car elle varie en accord avec la position des individus au sein de la localité, la classe économique, société et nation, religion, temps et espace. Les relations de genre sont historiques, personnelles et structurelles et elles prennent place dans des sphères micro et macro comme l'État, le marché, la loi, le foyer. Le concept de genre permet donc une analyse plus précise et moins réductionniste des réalités vécues par les femmes.

Par ailleurs, le concept de genre permet de contourner la fausse homogénéité imposée par la notion généralisatrice «intérêts des femmes» puisque la répartition du travail entre les femmes et les hommes n'est pas universellement identique, les besoins de genre ne le sont pas non plus et les stratégies mises en oeuvre pour leur réalisation varient d'une culture à l'autre en vertu de la position sociale des individus et de leur identité de genre (Pinton,1992). Le concept de genre permet d'éviter de tomber dans le piège des stéréotypes. C'est dans cet optique que se développe la seconde perspective analytique qui servira notre recherche, soit, l'approche «genre et développement». D'inspiration socialiste, la théorie féministe GED prône le développement du pouvoir des pauvres (empowerment) en les aidant à accroître leurs capacités, l'accès aux ressources et le pouvoir politique nécessaires pour atteindre et maintenir un niveau de vie satisfaisant.

Tel qu'exprimé par Peggy Antrobus (1991), l'une des prémisses de base qui a permis l'énonciation de la perspective GED est que les femmes, de tout temps, n'ont jamais été à l'extérieur du processus de développement et qu'il n'est donc pas nécessaire de les y faire entrer. Selon de nombreux praticiens (nes) et théoriciens (nes), la contribution des femmes à l'économie est depuis toujours la véritable de base sur laquelle peut se produire le développement (Mies,1986; Beneria,1992; Buvinic,1983; Leacock dans Leacock et Safa,1986). Malheureusement, l'établissement d'une logique de la croissance s'est réalisé au détriment des femmes, c'est-à-dire d'une manière exploitative de leur temps , de leur travail salarié et non salarié et de leur sexualité (Antrobus,1991). En espérant répondre aux besoins des femmes sans faire d'elles les victimes des projets de développement, l'approche GED reconnaît que la subordination des femmes est un processus holistique qui ne peut être réduit à la seule sphère domestique ou encore à celle du travail : «Women's subordination is seen as a holistic process, encompassing all aspects of women's lives, including their families, work, legislation and state structures» (Wieringa,1994:832). Les chercheurs(es) de cette approche se donnent donc

comme devoir l'examen de l'organisation sociale et de la vie économique et politique afin de comprendre les aspects particuliers de la société (Young,1993).

Pour ce faire, la variable de base qui fait l'objet d'étude est la relation entre les hommes et les femmes. Le facteur jugé problématique à un développement égal est celui des relations de pouvoir (riches/pauvres, hommes/femmes) qui retiennent les femmes hors de la sphère publique et cantonnées dans des rôles qui correspondent aux stéréotypes véhiculés par la société. La solution fondamentale envisagée pour l'accession à un développement équitable et viable serait l'acquisition de pouvoir par les «démunis» y compris les femmes. Car, contrairement au principe du «trickle down», l'effet recherché ici est l'inverse : la mobilité doit prendre racine au niveau communautaire et local et aller vers des sphères de plus en plus publiques et institutionnelles (Moffat,1991). La réalisation de cet ambitieux projet commence par la satisfaction des besoins fondamentaux et se dirige vers la satisfaction de besoins qui sont plus globaux et atteignent l'État, soit les besoins stratégiques. Ces deux types de besoins et d'intérêts des femmes font l'objet d'une analyse fort bien documentée par l'une des personnes ressources les plus connues de l'approche GED, Caroline Moser, qui, dans son ouvrage intitulé *Gender Planning and Development*, explore la relation entre le genre et le développement, dresse un diagnostic de la situation des femmes du Tiers Monde et introduit une politique stratégique de développement fondée sur les besoins et les rôles sexués des actrices et acteurs sociaux. Afin d'exprimer son argumentation, l'auteure a recours à deux concepts (originellement exprimés par Maxine Molyneux (1985)) afin d'exprimer les besoins socio-sexués, expressions désormais familières : les besoins stratégiques et les besoins pratiques⁷.

⁷ L'expression «besoins pratiques», dont l'homologue anglophone est *practical gender needs* fait référence aux besoins fondamentaux dont l'usage est plus connu. Nous empruntons les deux expressions sans faire de distinction entre elles. Les besoins stratégiques réfèrent quant à eux à l'expression anglophone *strategic gender needs*.

L'approche GED confirme l'exactitude des recherches réalisées par l'approche IFD en ce qui a trait aux divers rôles des femmes et des hommes ainsi que leur inégal accès aux ressources et aux richesses. Elle poursuit cependant la démarche en argumentant que cette constante différence va au-delà de la distribution des ressources et du travail. Ces besoins sexués évoquent des intérêts divergents entre les femmes et les hommes. Ces besoins, auxquels nous nous référons en tant qu'intérêts de genre ou sexués pour en exprimer toute l'hétérogénéité (Molyneux, 1985), évoquent les besoins immédiats des femmes et les besoins à long terme des femmes. La distinction entre ces deux types d'intérêts est très importante pour l'approche GED et en fait toute sa spécificité.

Le logement, le travail, la nourriture, les vêtements, représentent les nécessités matérielles de base de tout être humain. Bien que ces besoins varient dépendamment des contextes, leur satisfaction vise la survie; ils correspondent en quelque sorte aux stratégies à court terme visant à répondre aux crises actuelles. Ces besoins ne remettent pas en question la division socio-sexuée du travail ou encore la position subordonnée des femmes en société. Ces besoins sont dits «pratiques» car ce sont ceux que les femmes «identify in their socially accepted roles in society» (Moser, 1993:40). Ce sont des besoins qu'il faut satisfaire et dépasser pour réaliser des projets de plus grande envergure. En revanche, les besoins stratégiques forment un ensemble de revendications cherchant à réduire et à éliminer la subordination des femmes par la société patriarcale⁸. Certains de ces besoins sont par exemple l'abolition de la division sexuelle du travail, le partage des tâches domestiques, l'élimination des formes institutionnalisées de discrimination sexuelle (Moser, 1993). Tel qu'exprimé par Caroline Moser, les besoins stratégiques «are the needs women identify because of their subordinate position to

⁸ L'expression «patriarcale» désigne ici une société qui «assumes and inscribes a sexual division of labour into a representation, thereby denying women and men the same access to self-determination» (Brodie, 1994:48). Autrement dit, il s'agit «d'une asymétrie dans le traitement méthodologique accordé aux deux sexes et une absence d'intégration ou une intégration inadéquate des femmes dans les modèles théoriques comme dans les descriptions empiriques des formations sociales» (Bonte & Izard, 1991:277).

men in their society» (1993:39). Ces besoins varient dépendamment des contextes et font référence aux questions de pouvoir et de droits, de salaires et de violence par exemple. L'identification de ces besoins est une autre importante distinction entre l'approche GED et WID et ce, dans la façon dont chacune abordent le problème. Plutôt que d'embrocher d'abord le pas à des changements législatifs en vue de régler la subordination des femmes tel que WID, GED approche le problème moins directement en s'assurant d'abord et avant tout que les besoins essentiels des femmes sont satisfaits, ces derniers représentant la base sur laquelle pourront s'édifier les stratégies à long terme : «It utilizes practical gender needs as the basis on which to built a secure support base, and a means through which strategic needs may be reached» (Moser,1993:77).

D'autres raisons justifient notre choix de cette approche et l'une d'elles réside dans le fait que GED aborde la question du travail d'un tout autre angle que la perspective IFD. Cette dernière aborde uniquement le travail rémunéré et le conçoit comme indépendant des autres activités réalisées par les femmes. GED propose au contraire une réinterprétation des définitions traditionnelles du travail et montre les relations qu'entretiennent ensemble divers types de travail. Elle modifie ainsi les définitions traditionnelles du travail, de l'emploi et de la production afin d'intégrer toutes les facettes du travail des femmes et de leurs rôles plutôt que de se limiter au travail qui est échangé contre un salaire dans la production moderne à proprement parler (Ward,1990). La reconnaissance des multiples facettes du travail des femmes s'est traduite par l'introduction d'une nouvelle expression de triple journée de travail des femmes pour exprimer que chacun des travaux réalisés dans le cadre d'une journée, qu'il soit fait au sein de la sphère publique ou privée, est productif.

Ainsi, la reproduction est reconnue comme un travail au même titre que le travail productif et le travail communautaire.⁹

Plus précisément, GED «comble l'écart laissé par les théoriciens de la modernisation en liant les rapports de production aux rapports de reproduction et en tenant compte de tous les aspects de la vie des femmes» (Rathgeber,1994 :84). De la sorte, l'approche s'intéresse tant aux aspects reproductifs que productifs car elle analyse la nature de la contribution des femmes au travail productif, la complexité et la dynamique dont fait état le travail des femmes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du foyer.

Cependant, la reconnaissance de la dynamique propre au travail des femmes n'est pas suffisante pour dresser un juste portrait de la condition et de la situation des femmes et pour tenter une compréhension de la diversité des expériences de ces dernières. Pour y parvenir, les théoriciens (es) de GED tentent de marier les analyses micros aux analyses de niveau macro. Et ce, afin d'atteindre une vision qui soit celle de l'économie globale et des particularités structurelles de l'économie qui peuvent affecter les conditions et situations des femmes.

We need an analysis which is holistic, i.e. one which seeks to intergrate social, cultural and political dimensions into economic analysis. This has been borne out by the futility of focussing on economic production at the expense of the social sector (reproduction) (Antrobus,1991:314).

La redéfinition du concept de travail s'inscrit dans ce remaniement théorique visant l'acquisition de pouvoir ou «empowerment». À long terme, il s'agit de rendre les femmes plus visibles et de rehausser le prestige du travail non comptabilisé et donc invisible. La démarche

⁹ Le travail communautaire comprend des activités sous la responsabilité des membres de la communauté. Il s'agit d'une prolongation des rôles de reproduction en cela que les efforts investis visent la provision et le maintien des ressources rares de consommation collective telle que l'eau, la santé et l'éducation. Il s'agit d'un travail non salarié et bénévole. Les garderies, les centres de santé sont des exemples d'organisations de nature communautaire (Moser,1993:34).

tend à redéfinir l'ordre du jour du développement à partir de perspectives de femmes et de mouvements sociaux. Puisqu'elle est holistique, les outils employés pour situer la position des femmes dans un contexte social et économique précis concernant la sphère macro et la sphère micro sont: l'identification des types de travail qu'elles réalisent au sein de la division socio-sexuée du travail, leur accès et contrôle des ressources et des bénéfices, les facteurs d'influence qui peuvent affecter les rapports de genre ou l'accès aux ressources, les besoins stratégiques et les intérêts stratégiques des femmes, le niveau de participation de ces dernières au processus de développement ou à des groupes de sensibilisation et de formation. Ces outils d'analyse permettent aux chercheurs(es) d'identifier les conséquences des problèmes spécifiques de développement pour les femmes et les hommes facilitant ainsi l'énonciation d'un diagnostic de la situation générale.

2. La contribution de Rae Blumberg

Ces préoccupations correspondent d'ailleurs à celles de Rae Blumberg qui traite de l'«empowerment» des femmes dans sa théorie de la stratification sexuelle (1995). L'auteure insiste sur l'importance du volet économique dans l'analyse des relations de pouvoir entre les femmes et les hommes. La capacité d'exercer du pouvoir passe donc par le contrôle des ressources. Il semblerait que le contrôle économique croissant des femmes amène une amélioration de leur confiance et du respect qu'elles ont pour elles-mêmes. Selon elle, le pouvoir économique partagé entre les femmes et les hommes détermine la nature des rapports qu'ils entretiennent ensemble. Ce pouvoir économique représente le contrôle que les actrices et acteurs sociaux assurent sur les ressources économiques telles que l'utilisation des revenus ainsi que de l'excédent financier. En effet, «[t]he greater a woman's absolute and/or relative control of economic resources-most commonly, income- the greater her efficacy and empowerment in a variety of areas» (Blumberg, 1995:214).

Compte tenu du fait que les préoccupations de Blumberg correspondent à celles des théoriciens et théoriciennes de l'approche GED, nous avons choisi de combiner leurs observations et analyses du processus d'« empowerment » dans la section traitant précisément de la prise de pouvoir par les femmes dans l'informel, et ce, afin d'enrichir notre analyse du travail informel et notre argumentation à propos de la prise de pouvoir par les femmes. Les principales idées de Blumberg seront donc davantage explicitées lors de notre analyse.

Somme toute, les caractéristiques de l'approche GED expriment clairement qu'il nous faut accorder autant d'importance au niveau d'analyse macro qu'au niveau micro dans la mesure où leur union forme un portrait juste et respectueux des spécificités socioculturelles autant que de l'importance des facteurs externes. La façon dont nous prévoyons utiliser le cadre d'analyse de GED est explicitée plus en détail dans la section concernant la méthodologie.

3. La méthodologie

Par définition, l'informalité est un concept flou et difficile à décrire. La formule de H. Singer exprime cette réalité : «Le secteur informel est comme une girafe, difficile à décrire mais facile à reconnaître» (cité par Cacciamali, 1983:37, tiré de De Miras, 1991:109). Il va sans dire que les indicateurs qui permettent d'en cibler la nature et les diverses formes d'expression qu'elle revêt sont tout aussi inexacts et variés.

Pour arriver à rendre compte de l'impact des PAS sur le travail des femmes, il nous faut établir quels sont les indicateurs qui nous fournissent l'information adéquate sur la situation économique et sociale des femmes, la nature de tels indicateurs et surtout comment leur usage peut servir à mettre à l'épreuve notre hypothèse et tenir compte de notre cadre théorique. Pour

étudier les changements qu'ont connu les rôles des femmes et des hommes pendant les années 80, il faudrait, selon l'ACDI «procéder à une analyse quantitative et utiliser parallèlement des indicateurs quantitatifs et qualitatifs» (ACDI,1996a:70). Dans le cadre d'une recherche cherchant à établir les changements des rôles et du travail des femmes durant les années 80, les indicateurs tenant compte des écarts entre les femmes et les hommes, plus souvent des statistiques, semblent tout à fait appropriés. En effet,

une statistique devient un indicateur en présence d'un point de repère par rapport auquel des jugements de valeur peuvent être portés. L'indicateur tenant compte des écarts entre les hommes et les femmes peut être défini comme celui qui a recours à des mesures quantitatives et qualitatives pour cerner, dans une société et au cours d'une période donnée, un changement dans les rapports hommes-femmes (ACDI,1996a:69).

Les indicateurs dont nous ferons usage seront de nature quantitative. Le tableau présenté en annexe I illustre d'ailleurs les indicateurs qualitatifs et quantitatifs tenant compte des écarts entre les femmes et les hommes qui furent utilisés lors de notre analyse. L'idée de base en ce qui concerne ces indicateurs consiste à utiliser simultanément des données qualitatives et quantitatives afin de mesurer les changements apportés aux solutions respectives des hommes et des femmes dans une société pendant une période donnée (ACDIa,1996). Pour l'analyse, nous ferons usage de deux types d'indicateurs car nous traitons des PAS, phénomène dont les effets sont quantifiables et l'«empowerment» des femmes, notion qui ne se prête pas à la quantification et pour laquelle les indicateurs qualitatifs nous permettront d'offrir une interprétation des données quantifiées. Ces derniers indicateurs, tels que présentés dans l'annexe II sont tirés des manuels de méthodologie proposés par l'ACDI et correspondent aux indicateurs et notions dont fait l'usage Rae Blumberg (1989) dans son analyse de la stratification sexuelle brièvement notée dans la section sur l'approche théorique.

2.1. La nature des indicateurs

Les indicateurs, quels qu'ils soient, «ont un caractère plutôt indicatif ou suggestif, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas essentiellement normatifs, en ce qu'ils ne servent pas à établir des diagnostics et à proposer des solutions» (ACDI,1996a:69). De fait, dans les années soixante-dix, les indicateurs utilisés dans les recherches exprimaient bien les préoccupations de l'heure: ils évoquaient alors la croissance économique des pays par des calculs tels que le PNB (Produit National Brut). Les années quatre-vingt furent marquées par une nouvelle tangente dans les préoccupations développementalistes: le développement commença à orienter ses intérêts vers l'être humain et s'ajoutèrent aux indicateurs économiques leurs homologues sociaux. Ce fût donc un virage important dans les priorités en matière de développement. La redéfinition des priorités et la reconnaissance des femmes en tant que partenaires égales au procès de développement ont permis d'établir que les efforts de développement devaient tenir compte des rôles socio-sexués. Cette réalisation fût suivie d'une production effrénée d'informations sur les conditions de vie des populations concernées. Nous savons maintenant que cette production d'information souffre de biais méthodologiques que certaines auteurs (en l'occurrence des féministes telles que Maria Mies (1986)) attribuent à l'idéologie patriarcale.

Issus d'enquêtes systématiques, les indicateurs quantitatifs «sont des mesures des aspects économiques et non économiques du niveau de vie et de la qualité de vie» (ACDI,1996a:69). S'appuyant sur des statistiques, des recensements ou encore des dossiers administratifs, ces indicateurs nous renseignent peu sur les évènements qu'ils décrivent. C'est la raison pour laquelle leur interprétation ne peut que demeurer de nature exploratoire. Justement parce qu'ils sont souvent exprimés en chiffres et aussi du fait de leur distance par rapport au sujet étudié, les indicateurs quantitatifs sont souvent qualifiés de précis ou

d'objectifs. Leurs homologues qualitatifs ont une toute autre expérience puisqu'ils fondent leur analyse sur des connaissances générales et des «patterns» qui permettent de prévoir ou de comprendre les situations mises à l'étude. En effet, ces indicateurs «renseignent sur les niveaux et la qualité de la vie en utilisant des données sur le degré apparent de satisfaction des gens en ce qui concerne leur situation personnelle et les conditions socioéconomiques» (ACDI,1996a:70).

Le but des indicateurs est d'examiner de près les résultats des initiatives et des activités mises de l'avant auprès des populations. Les indicateurs sociaux évaluent l'impact de programmes précis et expriment les changements survenus au fil du temps. L'analyse de la situation de l'emploi par exemple est un élément clé pour décrire la situation sociale plus générale (Rosenbluth,1994). Ces problèmes affectent aussi d'autres sphères du développement social du fait qu'ils influencent les diverses formes de participation et ont un impact décisif sur la stabilité politique d'un pays.

2.2. Les limites des indicateurs

Mais ces mesures d'analyse ne sont pas parfaites et certaines de leurs caractéristiques comportent des problèmes méthodologiques qui doivent être pris en considération. Les indicateurs tant qualitatifs que quantitatifs mesurent le changement social. Ce faisant, ils demeurent assujettis aux forces politiques (ACDI,1996a). Avant de les utiliser, il est important de reconnaître que chacun d'eux est porteur de valeur et de biais politiques.

Par ailleurs, cette recherche nous impose des limites qui nous oblige de restreindre le nombre des indicateurs. Notre version des faits sera donc partielle et incomplète. L'ACDI (1996b) suggère de nombreux indicateurs quantitatifs et qualitatifs sensibles à la question du

genre en ce qu'ils rendent compte de la satisfaction des besoins tant pratiques que stratégiques et qui, par le fait même, expriment les écarts entre les femmes et les hommes. Il s'agit des changements des taux d'emploi et de chômage, les changements dans l'emploi du temps et du partage des travaux non-rémunérés, les écarts de salaire, les changements dans le pourcentage de propriétés que contrôlent et possèdent les femmes (ACDI,1996b:20). Ces indicateurs représentent des indices d'échec ou de réussite.

Compte tenu du fait que des indicateurs quantitatifs disponibles à propos de l'informalité sont réduits en nombre, il nous a fallu tirer de diverses sources les informations nécessaires à notre analyse. La plupart des statistiques ont tout de même été tirées d'une étude de l'informalité en Amérique centrale, celles-ci étant tirées d'enquêtes auprès des foyers identifiés par la PREALC et d'autres organisations de la sorte dans la région centraméricaine. L'intérêt de ces informations est le fait qu'elles illustrent la situation des hommes en parallèle à la situation des femmes, méthodologie qui correspond à notre intérêt. Les documents dont nous ferons usage sont donc tous liés par une même préoccupation socio-sexuée. Les pays couverts par l'étude de la Fondation Arias sont le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Panama. Les informations statistiques tirées d'autres sources que la Fondation Arias peuvent parfois compléter les données de l'étude. Dans la mesure du possible, nous avons essayé de trouver les informations pour chacun des pays.

2.3. L'itinéraire méthodologique

Notre intérêt, tel que nous l'avons exprimé lors de l'introduction, vise à exprimer la relation entre les PAS et l'économie informelle, en supposant que l'effet pervers des premiers fût la croissance du second. Nous y ajoutons une autre idée selon laquelle cette relation indirecte touche davantage les femmes que les hommes et qu'elle a ainsi pour effet de modifier

les structures du travail de ces dernières de façon plus importante que pour le travail des hommes.

Au départ, la méthodologie que nous nous étions proposés d'employer pour analyser l'impact des PAS sur le travail des femmes et l'influence que ces mesures de restructuration ont pu avoir sur les activités informelles urbaines devait se concentrer sur l'usage de la comparaison. Compte tenu que notre intérêt de départ était de faire la démonstration de l'«informalisation» du travail des femmes en Amérique centrale entre les années 80 et 90, nous aurions usé des mêmes indicateurs de développement pour la période initiale et finale de notre analyse, démontrant ainsi la dégradation de la situation du travail des femmes. En cours de route, nous avons rencontré des problèmes avec les données disponibles sur l'informalité économique. L'insuffisance d'informations adéquates et valides nous a obligée à nous contenter d'exprimer, à l'aide des informations qui nous sont disponibles et accessibles, que le travail des femmes en milieu urbain est plutôt informalisé au début des années 90, causé en partie par les politiques macro-économiques comme les PAS. Notre portrait contemporain du travail des femmes centraméricaines sera basé sur des indicateurs de développement qui correspondent aux besoins tant fondamentaux que stratégiques des femmes : combinaison des besoins des femmes tels qu'exprimés par l'approche GED ainsi que l'utilisation des indicateurs que l'ACDI privilégie dans ses projets de développement cherchant à atteindre l'égalité des sexes et pour lesquels projets l'organisation a établi un certain nombre d'indicateurs. Ceux-ci correspondent à d'autres indicateurs dont fait usage la Fondation Arias (1993) dans son étude du travail informel des femmes centraméricaines, étude d'où nous tirons la plupart de nos informations pour le troisième chapitre à propos de l'«informalisation» du travail des femmes de la région. Tel est le cas de la participation économiquement active en milieu urbain, féminine et masculine, des revenus de l'emploi informel pour les femmes et les hommes, les types d'activités populaires dans la PEA féminine et masculine.

La Fondation Arias¹⁰, qui a pignon sur rue à San José au Costa Rica, est responsable d'un ouvrage intitulé «Del Trabajo no remunerado al trabajo "productivo"» traitant du travail informel des femmes dans le secteur informel urbain des pays d'Amérique centrale. Il s'agit d'une fondation pour la paix et le développement créée en 1988. L'étude réalisée par la Fondation est notre source de référence principale pour la réalisation du troisième chapitre de notre recherche puisque l'étude de la Fondation s'intéresse au travail informel des femmes et d'après une lunette «Genre et développement».

D'ailleurs, les tableaux présentés dans le troisième chapitre ont été ou bien tirés de cette étude ou construits à l'aide d'informations disponibles à l'intérieur de la recherche. D'autre part, les informations auxquelles nous faisons référence datent de la période couverte par notre recherche, soit les années 80 et 90. La Fondation Arias tire ses informations statistiques de nombreuses sources telles que la PREALC et l'OIT. Les données disponibles varient selon les sources et les pays recensés par ces organisations. C'est la principale raison qui justifie l'absence de certains pays et des données correspondantes pour certains tableaux et pour quelques-unes des comparaisons présentes lors de notre recherche. Une autre importante lacune à l'analyse de la Fondation Arias est l'absence de précision quant aux sources précises à l'origine de l'analyse des auteurs. Il demeure donc difficile pour nous de mesurer ou d'évaluer précisément la qualité de ces informations.

¹⁰ La fondation travaille par le biais de trois centres dont un centre pour la paix et un centre pour le progrès humain. Le centre pour le progrès humain cherche à établir l'égalité des opportunités en Amérique centrale. Il se promeut des programmes stratégiques pour le bénéfice des femmes dans les secteurs spécialement touchés par la pauvreté. L'emphase est mise sur la formulation de politiques respectant le genre. Le programme du centre pour le progrès humain «La participación digna de la mujer en la economía centroamericana», i.e. la participation digne de la femme dans l'économie centraméricaine, analyse l'apport des femmes aux économies de leur pays respectif, avec l'objectif de promouvoir des politiques qui leur permettent un accès juste aux ressources ainsi qu'aux opportunités susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie. Le centre pour la paix, quant à lui, fait la promotion de la paix, du développement et de l'égalité des chances en Amérique centrale.

C. L'Amérique centrale

Les experts du monde entier s'entendent pour affirmer que le choc pétrolier et la crise de la dette ont transformé les années 80 en une décennie perdue pour le développement. Les échecs des politiques économiques ont cela de frappant qu'elles procurent un vif contraste avec le bilan satisfaisant des années 60 et 70. C'est ainsi que les PAS, émis par les institutions financières de Bretton Woods, risquent de réduire en poussière les efforts et avancements des années antérieures.

En effet, les PAS réduisent les ressources nécessaires à la poursuite des réalisations en matière de développement humain et des droits des femmes et rendent difficile la satisfaction des besoins fondamentaux ce qui, en dernier essor, affecte la réalisation des besoins stratégiques. Tel que décrit par Perez-Aleman: «The recent adjustments have further intensified the contradiction faced by women between immediate and strategic gender needs» (1992:254). Chez des populations surtout urbaines et pour lesquelles les activités informelles semblent représenter les principales sources de revenus, la question du travail des femmes apparaît comme être de mise, voire essentielle, surtout compte tenu des gains et des pertes qui caractérisent leurs expériences passées et qui continuent de menacer leur futur.

Le choix de notre étude de cas révèle un intérêt pour l'aire culturelle qu'est l'Amérique latine et exprime nos préoccupations à l'endroit des femmes. Dans tous les pays d'Amérique centrale, autour des années 90, la PEA urbaine a atteint 3.7 millions de personnes, dont un million et demi sont des femmes, parmi lesquelles 762 000 travaillent au sien du secteur informel (Fondation Arias,1993:303). L'informalité économique en Amérique centrale est devenue la figure contemporaine de la quotidienneté des pauvres urbains. D'autre part,

l'ensemble des pays de l'isthme ont «bénéficié» des PAS, ce qui fait de cette région une source intéressante d'information pour une analyse de l'impact des PAS sur le travail informel et la nature socio-sexuée de ce dernier.

Nous utilisons une analyse régionale dans l'espoir de démontrer que malgré les variances dans la superficie, la production nationale, des produits réservés à l'exportation, de la faisabilité politique ou du rôle des élites dans l'économie, les politiques des PAS atteignent les plus démunis et forcent le travail informalisé des pauvres. Cette grande diversité régionale nous permet de mettre en lumière la persistance du phénomène de l'informalité économique malgré l'importance que peut revêtir certains facteurs tels que la proportion de l'activité informelle en milieu urbain ou la croissance démographique urbaine. Ce choix pour l'Amérique centrale fût aussi très influencé par la découverte d'une recherche réalisée par la Fondation Arias tel que mentionné plus haut. La richesse des informations contenues dans ce document, sous forme de tableaux, de statistiques et de données quantitatives diverses, nous a permis de pallier la difficulté de trouver l'information adéquate et de poursuivre une recherche à partir de données actuelles.

CHAPITRE II

Le secteur informel en Amérique centrale

Ce second chapitre a pour dessein l'expression du poids de l'histoire sur la quotidienneté des actrices et acteurs sociaux. En fait, il s'agit d'abord de présenter la liaison entre l'économie informelle et les politiques macro-économiques afin d'illustrer comment certaines d'entre elles, en l'occurrence les PAS, affectent le travail des pauvres et l'organisation de leurs activités quotidiennes au même titre que leurs besoins et ressources. Pour ce faire, nous utiliserons des facteurs tels que l'emploi et la pauvreté. Ces facteurs vont nous permettre de mieux comprendre l'importance de l'informalité au sein des pratiques sociales et économiques journalières, c'est-à-dire rendre compte de la nature hétéronome du secteur informel. Mais voyons d'abord comment est apparu l'informel dans les économies latino-américaines et comment cette forme de production se fait de plus en plus visible.

A. L'évolution des économies informelles

1. La genèse de l'économie informelle

«À l'économie en crise répond la crise de l'économie»

(Adair, 1985:40)

Tenter d'identifier la naissance d'une économie populaire encastrée dans des institutions économiques et non économiques et dont les formes d'échange se sont modifiées constamment au fil des siècles est difficile, voire impossible. L'économie informelle existe depuis toujours. Pour nous permettre de saisir son évolution, il nous faut traiter de cette économie depuis la reconnaissance de son existence ou depuis qu'elle s'est imposée et que sa reconnaissance est devenue inévitable.

Le responsable à l'origine de l'expression serait Keith Hart, auteur d'une étude réalisée au Ghana en 1971 sur l'emploi parmi les pauvres en milieu urbain. La notion d'informel fût reprise par le Bureau International du Travail en 1972 dans le cadre d'une évaluation de ce secteur au Kenya¹¹ (Young, 1993; Bromley, 1978; Guerguil, 1988). Dans les années soixante-dix, le secteur informel devint la notion ponctuelle pour exprimer le secteur «non-structuré» de l'économie de quelques-uns des pays africains. Ce n'est qu'à la fin des années quatre-vingt que des organisations telles que l'OCDE s'intéressent au phénomène. Dès lors, le secteur informel fait son entrée sur l'arène politique (Gélinas, 1994). S'il a fallu attendre plusieurs années pour que la notion soit officiellement introduite dans le discours développementaliste, c'est bien que d'autres facteurs ont propulsé l'économie informelle sur la scène internationale et qu'elle s'est faite rapidement visible. L'on peut généralement affirmer que l'expansion de l'économie informelle fait partie du processus de restructuration économique dans les années soixante-dix et dont le dessein était de supplanter la crise structurelle.

De nombreux facteurs d'ordre économique caractérisent cette période anxiogène et entrent en ligne de compte pour expliquer la rapide expansion de l'informalité: la crise économique, l'expansion de la pauvreté, l'urgence de maximiser l'usage des ressources disponibles, la rareté des ressources financières (Rakowski, 1994). Un rapport émis par le PNUD exprime cette rapide croissance ou ascension de l'informalité :

Dans les pays en développement, le secteur informel se développe pratiquement partout. C'est d'ailleurs dans ce secteur que l'on retrouve la plupart des petites entreprises. En Amérique latine, 25% de l'ensemble de la main-d'oeuvre non agricole travaillait dans le secteur informel au début des années de cette décennie (PNUD, tiré de Gélinas, 1994:143).

¹¹ International Labour Office, *Employment, Incomes and Equality : A Strategy for Increasing Productive Employment in Kenya*, (Geneva : ILO, 1972, tiré de Bromley, 1978:1033).

La crise économique mondiale a cela de frappant qu'elle procure un vif contraste avec le bilan satisfaisant des années antérieures: «After decades of fairly steady progress during which mortality rates fell and life expectancy rose, [...], the 1980s saw a major tragic reversal in the human condition» (Stewart, Atelier UN/NGO tenu à Oxford, Sept.87, tiré de Vickers,1991:1). Cette soudaine détérioration de la qualité de vie des populations des pays tant industrialisés que tiers mondistes exprime combien la condition sociale des populations est liée aux conditions externes de l'économie mondiale.

En effet, la période couvrant les années cinquante aux années soixante en Amérique centrale fût marquée par un progrès en terme de croissance économique et de libéralisation des échanges. Tel qu'exprimé par Helen I. Safa,

[...] the period from 1950 to 1980 in Latin America and the Caribbean was characterized by considerable economic growth. Total production increased fivefold and per capita production doubled. Industry expanded and diversified, with manufacturing output increasing sixfold between 1950 and 1987. The tertiary sector grew at an even faster rate, together with a decline in agricultural employment (1995: 32).

Cette croissance économique se caractérisait également par des mutations démographiques: une population croissante, et ce, surtout en milieux urbains, un déclin des taux de mortalité infantile ainsi que par une espérance de vie de plus de soixante ans (Safa,1995). Entre 1950 et 1980, la force de travail féminine augmenta avec une participation croissante qui passa de 18 à 26% de la force de travail totale (Safa, 1995). Mais la fin des années soixante-dix vint menacer la croissance économique et sociale que l'Amérique latine et la région de Caraïbes connurent pendant ces quelques années. «Thus, between 1981 and 1986, the world economy, and particularly the developing market economies as a whole, experienced the most severe and

prolonged recession since the 1930s» (Vickers,1991:2). Cette crise devait apparaître par l'augmentation des prix des importations, surtout du pétrole; un déclin tant dans la quantité que le prix des exportations, particulièrement pour les produits agricoles et les minéraux; une augmentation des intérêts sur les dettes extérieures (ECLAC,1988a:11, tiré de Safa,1995:33). Cette série de chocs a eu pour effet de forcer certains pays à emprunter pour demeurer compétitifs. En regard des conditions socio-économiques des populations assujetties aux chocs, elles se sont soldées par une détérioration majeure et générale, trainant dans son sillon une proportion croissante de nouveaux pauvres, un chômage augmentant de 48% entre 1980 et 1985, une baisse des salaires de 12 à 18% à la même période (ECLAC,1988b:16, tiré de Safa,1995:33). Au niveau national, les résultats de la restructuration économique furent le mouvement migratoire des campagnes aux centres urbains et la croissance de la population, lesquels facteurs rendent la provision et la distribution d'emplois formels et régulés un rêve impossible pour la majorité des pays latino-américains.

Sur la scène internationale, ces événements provoquèrent ce qu'il serait convenu d'appeler la crise de la dette dans les années quatre-vingt, crise qui mena à l'ajustement structurel :

Mis à genoux par les problèmes issus de l'endettement et de l'effondrement des cours des matières premières, le tiers monde se voit forcé d'accepter les dures conditions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Ces conditions sont établies dans les Programmes d'ajustement structurel que les deux institutions de Bretton Woods sont à même de lui imposer à partir de la *crise de la dette*, en 1982 (Gélinas,1994:33).

La venue des PAS fait état des dégâts de la crise structurelle. C'est alors que le «travail hors emploi» (Gershuny, Pahl, tiré de Archambault & Greffe,1984:105) s'est imposé dans les pays en voie de développement vu l'urgence des besoins. La résurgence d'anciens modes de

production, nous dit Portes (Portes et Castells, 1989), exprime par ailleurs la nature quelque peu hétéronome de l'économie informelle puisqu'elle est soumise aux fluctuations de l'économie nationale elle-même soumise au marché international. Elle rend également compte du caractère labile de l'activité informelle. Tel que rendu par cet auteur, les activités informelles seraient l'expression de trois modes de production; soit la subsistance (agriculture de subsistance, élevage d'animaux, jardinage), la petite production marchande ou l'échange (travailleurs autonomes produisant des biens et des services pour le marché) et la production de manufacture à petite échelle qui consiste en petites entreprises qui emploient quelques travailleurs.

Dans les phases préliminaires de l'informel centraméricain, les activités de subsistance et de petite production marchande jouaient le rôle de substituts ou de compléments au travail formel salarié. Ces formes de travail traditionnel persistent aujourd'hui et sont appelées informelles alors que d'autres se sont développées au rythme du capitalisme et ont favorisé l'expansion de formes de production qui servent les besoins du secteur formel. En accordant des contrats de travail aux petites entreprises et aux travailleurs autonomes de l'informel, le secteur moderne a trouvé le moyen d'outrepasser la législation relative aux salaires et aux conditions de travail telles que la sécurité d'emploi. Le comportement du gouvernement vis-à-vis l'expansion de l'informalité a donc beaucoup changé. Auparavant conçu comme un obstacle au développement du secteur moderne de l'économie, les gouvernements ne cherchent plus à favoriser son extinction. Bien au contraire, les coûts très élevés de production du secteur formel, dûs en partie aux salaires plus élevés, aux payes de vacances et à l'assurance santé, «forcent» le gouvernement à chercher dans l'informel des alternatives à ces inconvénients. C'est ainsi que l'économie informelle reçoit un support du secteur privé et public sous forme de crédits, d'accès aux matières premières et des avantages en terme d'échange.

Bref, le secteur informel bénéficie maintenant de privilèges dont seul pouvait bénéficier autrefois le secteur moderne de l'économie (Safa, 1995:261). Bien que nous ne voulions pas lier la croissance de l'informalité à la crise structurelle, il n'en demeure pas moins qu'elle lui est liée dans la mesure où l'informel devient une stratégie de survie lorsque la pauvreté se fait importante, l'emploi formel rare, et que le crédit de moins en moins accessible. Les PAS, plutôt que de venir en aide aux populations, rendent encore plus difficile leur survie car la philosophie derrière ces mesures « [...] is to shift all responsibility for survival from the state to the individual and the family, forcing families to absorb a greater share of the cost of living by reducing government policies aimed at redistribution» (Safa, 1995:33). Voyons à présent ce en quoi consistent ces mesures de restructuration pour les pays de l'Amérique centrale.

2. L'influence des facteurs externes: L'ajustement structurel

Après le choc pétrolier de 1973, le FMI a considéré qu'il était désormais de son ressort d'exercer de profonds changements à la base productive des économies du Tiers Monde (Gélinas, 1994:87). Au moment de la crise de la dette en 1982, les institutions soeurs décident d'intervenir sur les structures économiques des pays en voie de développement souffrant d'insolvabilité: pour s'en sortir, les pays qui désirent bénéficier de crédits supplémentaires devront en échange obtempérer et se résoudre à appliquer certaines mesures. Les exigences du FMI prirent le nom des Programmes d'ajustement structurel.

L'ajustement structurel consiste en fait à un plan de réforme économique ayant deux phases: celle de la stabilisation monétaire et budgétaire et celle de la réforme des structures (Gélinas, 1994:88). Les pays signataires de ces réformes structurelles s'engagent à respecter

certaines exigences. De façon générale, nous dit Gélinas (1994), celles-ci se présentent comme suit: la première de ces mesures consiste à supprimer les barrières douanières dans le but d'éliminer les productions non rentables. Inciter l'exportation est la seconde des mesures émises et ce, pour obtenir plus de devises pour rétablir l'équilibre budgétaire et commencer à rembourser la dette. La libéralisation des prix, des salaires, des taux d'intérêts, des taux de change et d'intérêt, la privatisation et la compression des dépenses publiques sont les autres mesures mises en oeuvre par les PAS.

Toutes ces mesures ne nous intéressent pas. Notre intérêt se pose davantage sur les mesures concernant la compression des dépenses publiques puisque ce sont elles qui touchent les populations et affectent, en dernier essor, les relations socio-sexuées de pouvoir. Voyons donc brièvement en quoi consiste ces compressions. De façon générale, la compression des dépenses publiques signifie l'abolition des subventions pour la nourriture et autres biens de base, la disponibilité réduite des services sociaux tels que les soins de santé, la réduction des dépenses en éducation (Commonwealth Secretariat,1989). La majorité des pays d'Amérique centrale ont «bénéficié» des PAS en raison des conditions liées aux prêts que leur ont octroyés le FMI et la BM.

Tableau I
Les PAS du FMI et de la BM,1980-1991

Pays	Prêts octroyés par le FMI	Prêts octroyés par la BM	Total
El Salvador	3	1	4
Guatemala	3		3
Honduras	2	3	5
Panama	4	2	6
Costa Rica	6	3	9

Source : Adapté à partir de Bello, 1994:130-131.

B. Les effets pervers des Programmes d'ajustement structurel

1. Bref rappel de l'incidence des PAS sur les pauvres et les femmes

«The adjustment programmes were designed without any consideration of their impact on human conditions» (Commonwealth Secretariat,1989:9). Voilà d'emblée en quels termes s'inscrit le discours contemporain concernant les Programmes d'ajustement structurel. L'impact des PAS est connu de tous. Cela dit, il nous semble tout de même efficace de rappeler les principales conséquences sociales de ces mesures macro-économiques sur les populations dites bénéficiaires de l'aide au développement. De nombreux auteurs (Elson,1991a; Arriagada,1994; Rosenbluth,1994) s'entendent pour affirmer que les politiques économiques néo-libérales ont pour effet d'obliger une restructuration des styles de vie des familles pauvres. Cette restructuration se compose de changements qui se font au niveau du travail, des habitudes de consommation et dans la composition des foyers. Ces changements représentent, en temps de crise, des mécanismes adoptés par les familles pauvres pour affronter les changements imposés par les politiques macro-économiques.

1.1. Intensification du travail

L'informalité économique est liée à d'autres facteurs qu'il nous faut considérer pour comprendre comment les PAS lui sont reliés. Ces facteurs existent en grand nombre. Dans le cadre de ce travail, il nous est impossible de les présenter tous. Nous nous contenterons donc de présenter quelques facteurs reliés à l'informalité, soit la pauvreté, le chômage etc., facteurs partiellement responsables ou impliqués dans la résurgence des activités informelles urbaines.

Les principales répercussions des PAS sont visibles sur le marché du travail. Il s'agit de la baisse des emplois et des salaires ainsi que la croissance du secteur tertiaire (tiré de Arriagada, 1990:89). Le présent tableau révèle quatre indicateurs du fardeau de l'ajustement dans les pays d'Amérique centrale.

Tableau II
Indicateurs du poids de l'ajustement, 1980-3

Pays	(1)	(2)	(3)	(4)
Costa Rica	-18.2	-37.7	53	-26
El Salvador	-19.2	-35.1	85	-39
Guatemala	-12.5	18.3	264	-9
Honduras	-11.3	-4.1	98	-19

Notes:

Col. (1)= variation en pourcentage du PNB par habitant

Col. (2)= variation en pourcentage des revenus

Col. (3)= variation en pourcentage du chômage (le symbole de soustraction indique une chute)
(Le taux de chômage pour les cinq pays était, en 1980 5.9%, 16.2%, 2.2%, 10.7% et 18.3%)

Col. (4)= variation en pourcentage de la consommation par habitant.

Source: élaboré à l'aide de Bulmer-Thomas, 1987: 303.

En prenant l'année 1980 comme point de départ de cette période d'ajustement, l'on peut constater le poids de ces restructurations sur les pays d'Amérique centrale. Le premier indicateur reflète la chute de GDP par habitant. Tel que l'indique le tableau, cette chute fût surtout sévère pour le Salvador et le Costa Rica. La seconde colonne fait référence au changement des salaires, la position du Nicaragua, du Salvador et du Costa Rica semble très sévère alors qu'au Guatemala, il semblerait qu'il y ait eu une augmentation des revenus malgré que ce fût le pays le plus touché par la croissance du chômage (colonne 3). Toutefois, ces indicateurs, nous dit Bulmer-Thomas, «are notoriously unreliable in Central America» (1987:303). Toujours selon l'auteur, la dernière colonne du tableau demeure la plus fiable pour exprimer le poids de l'ajustement. Ces chiffres représentent la consommation par habitant.

Or, la consommation par habitant n'est qu'une donnée moyenne, qui suppose qu'aucun groupe n'est demeuré capable de maintenir et de protéger ses habitudes de consommation et ses épargnes. En pratique, chacun de ces pays a ce que l'on appelle un secteur protégé constitué des membres des forces armées, de la police, de politiciens et cetera. Il s'agit d'un groupe d'individus «which for one reason or another can manipulate the price of their services to prevent a fall in their real earnings/consumption» (Bulmer-Thomas,1987:303). Cela signifie que la chute de la consommation des habitants du secteur non-protégé a été plus grave encore que le laisse entendre le tableau II. L'information disponible à propos des activités économiques les plus affectées par la dépression dévoile qu'uniformément, les secteurs de la construction, du commerce et de l'industrie furent les plus touchés. Compte tenu que ces secteurs s'inscrivent au sein de l'activité urbaine, il est réaliste d'avancer que c'est le milieu urbain qui a souffert disproportionnellement du fardeau de l'ajustement (Bulmer-Thomas,1987).

Quelques statistiques concernant la pauvreté et le chômage témoignent de l'incidence des PAS et de la crise sur la pauvreté et le chômage . À ce propos, les cas du Costa Rica et du Honduras sont révélateurs. Entre 1970 et 1990, le pourcentage de foyers pauvres au Honduras urbain passait de 40 à 65% alors qu'au Costa Rica, celui-ci atteignait 22% des foyers en 1990 contre 16% en 1980 (UN Economic Commission for Latin America, «Latin American Poverty Profiles for the 1990s», Santiago,1992, tiré de Bello,1994:133).

Tableau III
Les foyers pauvres en zones urbaines et rurales
1970-1986
- en pourcentages -

Pays		Pauvreté		
		Totale	Urbaine	Rurale
Costa Rica	1970	24	15	30
	1981	22	16	28
	1990	24	22	25
	1992	25	25	25
Panama	1979	36	31	45
	1991	36	34	43
Guatemala	1980	65	41	79
	1986	68	54	75
	1990	72
Honduras	1970	65	40	75
	1990	75	65	84
	1992	73	66	79

Note: Les informations pour le Salvador ne sont pas disponibles.

Source : constitué à partir de Valdes & Gomariz, 1995:61.

Le pourcentage de chômeurs urbains suivait la même tangente, soit 6,0% de la force de travail urbaine en 1980 à 9,9% entre 1982 et 1986 au Costa Rica. Au Guatemala, il passait de 2,2% en 1980 à 14,2% entre 1982 et 1986 et de 8,8% à 11,7% au Honduras pour ces mêmes années (ECLAC, 1990, tiré de Mesa-Lago, 1994:10-11). Parallèlement à la baisse des emplois se développent donc la pauvreté et avec elle le secteur informel : «Formal employment has stagnated or declined, and the number of part-time workers without benefits or legal protection and of the self-employed have increased» (CEPAL, 1991, tiré de De la Rocha, 1995:16).

En effet, le déclin des emplois disponibles occupés par les hommes chefs de famille et le déclin des salaires ont amené le taux de participation salariée des autres membres de la famille à augmenter. De ces changements au niveau de la composition de la force de travail, la forte

participation des femmes est l'un des plus importants de cette période, et ce, dans la plupart des villes d'Amérique latine (De la Rocha,1995).

Bien que ces mesures affectent les hommes et les femmes, une étude réalisée sur les liens entre la pauvreté et le marché du travail révèle que le sous-emploi affecte plus intensément les femmes que les hommes, les pauvres plus que les nantis (PREALC,1987, tiré de Lopez & Pollack,1989:40). Des figures sur le chômage urbain indiquent exactement cette réalité; que ce sont les femmes qui connaissent davantage de difficultés en regard de l'emploi, ceci est reflété dans le haut taux de chômage des femmes comparativement aux hommes, et ce, dans la plupart des pays d'Amérique latine (Valdes & Gomariz,1995:64) Tel qu'exprimé par ces deux auteurs, «[i]n 1990, open unemployment among women amounted to 8,3% on the average, more than one percentage point higher than unemployment figures for men (7,0%)» (Valdes & Gomariz,1995:65). Les auteurs poursuivent en indiquant que le chômage a frappé férocelement les deux genres. Cependant, il fût plus sévère chez les jeunes femmes qui ont entre 15-24 ans. Ces dernières connurent une augmentation du taux de chômage de 14,3% à 21,0% alors que les hommes de cette même catégorie d'âge connaissent une situation moins grave puisque leur taux de chômage a augmenté de 15,8% à 17,6% (Valdes & Gomariz,1995:65).

Cela signifie, entre autres, que la composition des foyers devient un facteur important dans un contexte de crise. L'intensification ou la maximisation du rendement possible des ressources internes, nous dit De la Rocha, n'est pas une opération toujours réalisable dans la mesure où toutes les familles n'ont pas le même nombres d'enfants, ceux-ci ne sont pas tous en âge de travailler, certaines familles sont monoparentales et cetera. La possibilité d'adaptation est ainsi affectée par la composition des foyers.

Les multiples dimensions du travail des femmes couvrent la reproduction, le travail productif, salairé ou non, ainsi que le travail bénévole. La correspondance entre ces diverses facettes du travail des femmes est étroite au point tel qu'une modification au niveau de la sphère productive, par exemple, peut avoir de profondes répercussions sur les autres activités réalisées par ces dernières. En regard de leur production domestique, le travail féminin est affecté par la réduction ou l'abolition des compensations alimentaires et d'autres biens de base.

En tenant compte du fait que traditionnellement les femmes sont chargées des responsabilités relatives aux travaux domestiques, aux soins des enfants et des personnes âgées, une raréfaction des ressources ordinairement fournies par l'État aggrave automatiquement la condition sociale et économique des unités domestiques. Ces coupures budgétaires « ... have implications for the unpaid domestic labour that macro-economic analysis ignores » (Elson,1992:177). Les implications méconnues de ces mesures sont d'exiger une dépense de temps supplémentaire pour l'acquisition de biens de consommation, elles obligent les femmes à prendre en charge des soins de santé plus importants. Les femmes réduisent leur propre accès à des services de santé et d'éducation, leur état nutritionnel empire (DAWN,1985:82). En somme, un fardeau plus pesant sur le dos des femmes. Ces coupures interviennent au moment même où la demande pour ces services augmente, en raison de la montée du chômage et de la pauvreté (DAWN,1985).

Outre leurs responsabilités domestiques de plus en plus difficiles à assumer, la baisse de l'aide sociale s'accompagne d'un affaiblissement de la santé chez les enfants ainsi que d'abandons scolaires de plus en plus nombreux. En ce qui concerne l'éducation, ce sont plus souvent qu'autrement les jeunes filles qui cessent leurs études afin d'apporter à leur mère une aide supplémentaire, domestique ou informelle (Arriagada,1990:96). C'est ainsi que le travail

des femmes fût marqué par une triple rôle ¹². Autrement dit, les femmes doivent dépenser plus de temps à accomplir les tâches quotidiennes compte tenu de la raréfaction des ressources, de leur disponibilité et de la hausse des prix des produits.

1.2. Changements dans les habitudes de consommation

Les habitudes de consommation sont culturellement et historiquement déterminées. Les revenus demeurent néanmoins l'indice le plus important des habitudes de consommation des individus. Alors que les niveaux de revenus augmentent, le pouvoir d'achat des travailleurs se voit amélioré. C'est-à-dire que le choix de produits et de services qu'ils peuvent s'offrir s'élargit. Lors de périodes de croissance et d'expansion économique, il est habituellement observé que cette croissance s'accompagne d'une augmentation de la consommation alimentaire et vestimentaire. Avec la détérioration des salaires en Amérique centrale pendant les années quatre-vingt, les familles allouaient la majorité de leurs revenus à satisfaire leur faim, au détriment d'autres besoins essentiels comme le logement, les vêtements, la santé ou l'éducation (De la Rocha,1995). C'est ainsi que certaines aires de consommation furent sacrifiées pour d'autres. Cette stratégie familiale fût plus souvent qu'autrement appuyée et mise de l'avant par les femmes. Encore une fois, la composition des foyers devient, dans ce contexte, d'une importance cruciale. Comme l'indique l'auteur, les jeunes familles et celles

¹² Le concept de triple rôle des femmes est apparu suite à des recherches sur les femmes dans le Tiers Monde et s'est ensuite logé dans le discours féministe. Dans la majorité des foyers à faible revenus des pays en voie de développement, indique Moser (1993), les femmes ont ce qui serait convenu d'intituler un triple rôle. Le travail des femmes n'inclut pas uniquement le travail de reproduction. Il inclut aussi le travail de production, souvent en tant que seconde source de revenus. En zones rurales, ce travail prend normalement la forme de travail agricole alors qu'en zones urbaines, les femmes travaillent dans le secteur informel. Les femmes s'occupent aussi de la provision d'objets à consommation collective au niveau communautaire. Bien entendu, ces diverses tâches ne sont pas exclusivement féminines. Il arrive que les hommes prennent en charge des responsabilités domestiques bien qu'aucun rôle précis ne leur soit assigné. Les hommes ont aussi des activités communautaires bien que différentes de celles des femmes. Alors que les femmes se préoccupent de l'approvisionnement de biens à consommation collective, les hommes partagent le «leadership» communautaire, pouvoir qui leur permet de se réunir au niveau politique et d'avoir du poids au plan de la politique nationale (Moser,1993:27-28).

monoparentales sont plus vulnérables que les autres car leur composition restreint leur pouvoir d'achat.

En Amérique latine, les femmes gagnent substantiellement moins que les hommes pour le même travail (Valdes & Gomariz, 1995:65). Les informations sur l'emploi urbain au début des années 90 démontrent que le salaire des femmes atteint à peine le 2/3 de ce que les hommes gagnent, et moins du ¼ lorsque la comparaison est faite pour les travailleurs salariés (Valdes & Gomariz, 1995:65). Autrement dit, les rémunérations des femmes demeurent toujours inférieures à celles des hommes, que le travail soit formel ou informel. Les femmes qui travaillent au sein des secteurs formels et informels gagnent donc moins que les hommes pour ces mêmes occupations.

1.3. Changements dans la composition des foyers

Alors que les périodes de croissance économique se caractérisent par l'institution familiale de type nucléaire, la crise économique a fait apparaître de nouvelles organisations familiales. Les familles élargies en sont un exemple. Bien que la famille nucléaire demeure l'organisation familiale la plus fréquente en Amérique centrale en général, les familles élargies deviennent de plus en plus une stratégie familiale permettant d'économiser sur les coûts des loyers, de partager les responsabilités domestiques et d'augmenter les sources de revenus. Les cheffes de familles deviennent aussi de plus en plus fréquentes. Le nombre croissant de ces femmes en Amérique centrale rend la survie des familles plus difficile compte tenu du fait que celles-ci dépendent que d'un seul salaire. Cette situation peut s'avérer moins critique lorsque les ménages se réunissent et partagent les frais de la vie. D'après une étude sur les foyers en 1982 dans cinq villes d'Amérique latine, 18 à 38% des foyers avaient une femme comme chef

de famille. Les plus hauts taux de cheffes de famille furent découverts dans les milieux les plus pauvres. Ce phénomène aurait été aggravé par la migration et les nouveaux modèles d'organisation familiale, facteurs intensifiés par la féminisation de la pauvreté (Lopez & Pollack,1989:39).

La structure des ménages et la composition des familles déterminent la disponibilité d'une force de travail responsable de l'adaptation des actrices et acteurs sociaux à la détérioration économique générale (De la Rocha, 1995). Il semblerait que les foyers ayant une cheffe de famille ainsi que les familles composées de jeunes membres sont plus sujettes à éprouver des difficultés de survie aux détériorations économiques (De la Rocha,1995). Des analyses qualitatives confirment cette tendance en dévoilant que les foyers ont augmenté tant le nombre de travailleurs que les sources de revenus. Ce nouveau modèle de partage des responsabilités entre les membres de la famille s'est accompagné de modifications au niveau de la structure des familles. Cette intensification du travail s'est surtout soldée par le fait que ce sont en majorité les femmes qui ont écopé de cette redivision du travail.

Tel que l'indique le tableau ci-dessous, les cheffes de famille se font de plus en plus nombreuses dans les pays de l'isthme latinoaméricain. L'exemple du Costa Rica en témoigne. «There is a growing proportion of women heads of household in Latin America, just under one of every four household in the regions's urban areas. They have increased from 21% around 1980 to approximatively 23% in 1990 in urban areas» (Valdes & Gomariz,1995 :61).

Tableau IV

Foyers avec cheffes de familles en zones urbaines
1980-1990
- en pourcentages -

Pays	Autour de 1980	Autour de 1990
Costa Rica	21.9	22.7
Guatemala	21.0	21.9
Honduras	...	26.6
Nicaragua	...	35.6
Panama	24.5	24.7

Note: L'information pour le Salvador n'est pas disponible.

Source : adapté de Valdés & Gomáriz, 1995:61.

Les quelques chiffres disponibles dans le tableau ci-haut n'indiquent pas une croissance importante du taux de cheffes de famille en Amérique centrale. En revanche, ce qui semble significatif est la tendance de cette croissance qui, bien que faible, s'étale sur une période de dix ans. Bien que légère, cette transition demeure toutefois persistente.

L'on peut dire, après analyse des tableaux et des arguments présentés ci-haut que les PAS ont eu pour effet de rendre plus difficile la satisfaction des besoins fondamentaux, ce qui a eu pour effet de pousser un nombre grandissant de femmes dans le secteur informel de l'économie. L'on peut avancer que les divers travaux des femmes; productifs, reproductifs et communautaires, ont connu des changements qui ont perturbé le fonctionnement et la rentabilité de leurs fonctions, exigeant ainsi plus de travail et d'énergie de ces dernières.

Soulignons par ailleurs que la privatisation des ressources et des moyens de contrecarrer les effets néfastes de la crise se sont collectivisés. En effet, la privatisation des stratégies de survie d'après l'expression de De la Rocha, c'est-à-dire le fait de se ressourcer et de chercher au sein des moyens à leur disponibilité les façons de les rentabiliser et de

s'approprier les fruits de cette maximisation des ressources, s'est reproduit à l'extérieur du foyer avec des regroupements communautaires comme les cuisines collectives, les garderies collectives et ainsi de suite. Les responsabilités de la survie et de la reproduction ont été transférées au niveau extra-domestique. C'est ainsi que les femmes se donnent les moyens, collectivement, de répondre à leurs besoins et aux besoins de leurs enfants.

2. L'androcentrisme des politiques macro-économiques

À la vue de tels résultats, toujours plus dévastateurs pour les actrices sociales que pour les acteurs sociaux, il ne fait pas de doute qu'ils se sont suivis d'un amalgame de commentaires et de recherches visant à leur extirper un sens commun. Parmi les critiques les plus virulentes à l'égard des PAS s'illustre celle de Diane Elson qui, comme d'autres chercheuses, attribue la faute à la nature socio-sexuée sexiste des politiques macro-économiques.

Autrement dit, l'hostilité des tendances économiques envers les femmes est le fait de la cécité persistante des experts devant le rôle économique de celles-ci (Mignot-Lefebvre, 1985). Cette phrase résume les préoccupations d'une pléthore de chercheuses quant à l'exploitation des femmes par le discours patriarcal omniprésent au sein des politiques économiques de développement. Cette revendication exprime par ailleurs que la prégnance des facteurs économiques au détriment des facteurs sociaux de sexe au sein des discours se paie cher dans l'action puisqu'elle résulte en biais qui opèrent «in favour of men as a gender, and agains women as a gender... » (Elson, 1992:2).

Ces biais sont formulés d'abord au niveau théorique par l'absence de la dimension sexuelle au sein des politiques économiques. L'emphase portée sur les variables de nature exclusivement économique telles que la balance des paiements, le produit national brut ainsi

que les exportations et importations, a pour corollaire d'éclipser ou de rendre invisibles les actrices et acteurs sociaux qui en sont à la base :

The key issue is that macro-economics has a one-sided view of the macro-economy: it considers only the economy aggregates of the productive economy. It ignores the human resource aggregates of the reproductive economy (Elson,1994:42).

Cela dit, les PAS sont un exemple de ce type de programme qui résultent en une distribution inégale du fardeau de ces politiques économiques pour les femmes et les hommes.

Le temps consacré par les femmes à la reproduction et au maintien des ressources humaines sont des travaux non-rémunérés et opérés au sein de la sphère domestique ou privée. Ces travaux demeurent ignorés dans les statistiques nationales. Tel que l'exprime Williams, il en résulte

an increasing number of unpaid hours women are forced to contribute to support the economy. These hours go toward making up the shortfall in household income, the absence of adequate day-care facilities, and inadequate health-care support (Williams,1994:72).

La redistribution des tâches domestiques devient davantage inégale, au détriment des femmes. L'envoi du plus grand nombre de membres de la famille à la recherche de revenus ne suffit pas toujours à supplanter les effets pervers des politiques économiques néo-libérales et la restructuration du style de vie doit impliquer aussi la re-évaluation des habitudes et des modes de consommation des familles. Ces quelques statistiques font figure d'évidence empirique de l'incidence des PAS sur les femmes, incidence à plusieurs facettes. Elles comprennent la croissance du nombre de femmes qui travaillent pour accéder à un revenu ainsi que la croissance des chômeuses. Elles comprennent aussi une détérioration des conditions

générales de travail et l'augmentation de l'écart entre les salaires des hommes et des femmes. Ces tendances se réalisent alors que les opportunités d'emplois dans le secteur formel diminuent, que l'activité informelle augmente, que les femmes s'appauvrissent, que le travail domestique non-salarié des femmes grimpe et que les progrès en éducation juvénile pour les filles ralentissent. La santé et la mortalité empirent, les structures familiales changent, un nombre grandissant de femmes deviennent chefs de famille, et enfin, les femmes subissent plus de violence domestique et de stress (Sparr, 1994; DAWN, 1985).

3. Les PAS ont-ils que des effets négatifs ?

Bien que les critiques théoriques de nature féministe plaident la culpabilité des PAS pour expliquer la piètre condition sociale et économique actuelle des femmes (en clouant au pilori cette restructuration phallogcentrique et patriarcale), les conclusions des dernières recherches indiquent que les PAS ont aussi des effets positifs. Il nous semble important de souligner cet aspect. Les quelques exemples qui existent de femmes qui ont réussi à investir et faire profiter leur famille d'un certain confort, ces femmes qui ont suffisamment d'argent pour engager une femme de ménage, reflètent surtout des expériences africaines (Sparr, 1994).

De façon générale, l'incidence des PAS a amené de nouveaux rôles économiques pour les femmes. En effet, leur entrée sur le marché du travail ou au sein des activités informelles et le revenu supplémentaire qu'elles rapportent au foyer a pour effet de modifier la vision que les actrices et acteurs sociaux ont des rôles traditionnels socio-sexués. Ces nouvelles figures de femmes sur le marché du travail offrent aux hommes plus de temps libre et moins de pression quant à leur soi-disant rôle de gagne-pain principal. Mieux encore, ces nouvelles responsabilités défient les visions que les femmes avaient de leur propre contribution au foyer. Tel que rendu par Diane Elson, le marché

appears to treat women as individuals in their own right. If women can sell their labour or their products and get a cash income of their own, this lessens their economic dependance upon men, increases their economic value, and may increase their bargaining power within the household (Elson, 1991b :42)

Quoi qu'il en soit, les femmes continuent à prendre sur leurs épaules le fardeau du travail domestique au foyer en plus du travail producteur de biens et de services à l'extérieur du foyer, elles demeurent incapables de compétitionner équitablement avec les hommes. Un salaire équivalent (quand tel est le cas) et des opportunités légales similaires, ne suffisent pas à libérer les femmes des responsabilités qui minimisent leur mobilité. L'accès au marché a des bénéfices pour les femmes. En revanche, ces derniers sont toujours limités dûs aux rôles traditionnels de celles-ci (éduquer les enfants et assurer la reproduction), structurés par des relations socio-sexuées inégales (Elson, 1991a & 1991b). Cela dit, il convient d'exprimer que la division socio-sexuée du travail a un rôle primordial à jouer dans cette inégale distribution des richesses et des ressources au développement humain.

Au terme de ce second chapitre, il nous est possible d'affirmer, dans une certaine mesure, que les actrices et acteurs sociaux en milieu urbain centraméricain n'ont pas les ressources nécessaires pour demeurer insensibles aux menaces économiques introduites par des politiques macro-économiques telles que les PAS. La résurgence d'anciennes formes de production de type informel reflète la restructuration des styles de vie des citoyens en milieux urbains. Ces derniers doivent, en réponse à la menace à leur bien-être, user de stratégies familiales qui font recours à des ressources de moins en moins disponibles, ils doivent reorganiser leur existence pour répondre aux besoins les plus urgents. Leurs choix en général disparaissent presque complètement. Compte tenu du fait que les femmes et les hommes possèdent des charges de travail qui diffèrent les unes des autres et expriment la division socio-

sexuée du travail, les conséquences des politiques macro-économiques ne peuvent affecter les genres de la même façon car les femmes ont moins d'accès aux ressources que les hommes, leurs moyens de produire sont moins évolués et leur accès aux ressources financières demeure limité. Bref, la situation et condition générales de vie des femmes expliquent que celles-ci deviennent les premières victimes, avec les enfants qu'elles ont souvent à charge, des menaces économiques externes. La dimension de genre devient de ce fait primordiale à l'expression de la quotidienneté des acteurs sociaux. La ségrégation des femmes devient importante en temps de crise et exprime par ailleurs très bien la nature économique de la subordination des femmes. Ce chapitre contribue à l'affirmation selon laquelle la participation des femmes, qu'elle soit informelle ou domestique représente un travail productif, ce qui fait du secteur informel le lieu d'une production essentielle.

CHAPITRE III

Le travail informel des femmes en Amérique centrale

Ce chapitre a pour but d'analyser l'activité informelle urbaine dans les centres urbains d'Amérique centrale tout en introduisant la dimension du genre pour illustrer les changements que le travail des femmes a connu. La troisième section de ce chapitre se penchera sur le profil des femmes dans le secteur informel, et ce, afin d'illustrer d'une part que le genre est une dimension critique à l'analyse du travail informel et d'autre part, pour illustrer que les conditions sous lesquelles y sont intégrées les femmes montrent combien compte cette variable. À l'aide des indicateurs quantitatifs à notre disposition, nous tenterons donc de voir si le travail des femmes est bel et bien informalisé en comparant leur participation à l'activité informelle et la PEA urbaine. Nous cherchons ainsi à mettre en lumière le fait que de plus en plus de femmes «choisissent» l'informalité économique.

A. L'informalité économique et le genre: les femmes et l'informel

1. Dynamique et enjeux des femmes en milieu urbain

Tel que nous venons de le démontrer, les PAS ont accéléré le processus de paupérisation des familles en provoquant des changements dans la structure de l'emploi et des revenus par exemple. Ces mesures ont aussi forcé les familles à re-orienter et à re-organiser leur style de vie afin de mieux répondre aux nouvelles données économiques et sociales imposées par l'État. Autrement dit, les mesures économiques ont obligé les familles à prendre sur leurs épaules les responsabilités étatiques. Tel qu'exprimé par Helen Safa:

[t]he philosophy behind structural adjustment policies is to shift all responsibility for survival from the state to the individual and the family, forcing families to absorb a greater share of the cost of living by reducing government policies aimed at redistribution (1995:33).

Alors que les industries ont tendance à offrir des emplois à court terme et à rotation rapide, que le chômage grimpe et que les services sociaux se font de plus en plus dispendieux ou rares, l'urgence de revenus force les femmes à chercher du travail dans le secteur informel, milieu insécure où la compétition est féroce et le travail très exigeant.

Cette participation féminine aux activités informelles a amené les chercheurs (res) à traiter de ce phénomène comme celui de la féminisation de la force de travail. Cette féminisation, qui a tout aussi bien lieu dans le formel que dans l'informel, est un processus «whereby women, often paid lower wages, take jobs formerly filled by men» (Bakker,1994:16). Cette féminisation du travail serait, d'après Standing, l'effet de la nouvelle régulation de l'économie politique (Standing,1989, cité dans Bakker,1994:16; Arriagada,1990:95) et des PAS (Bakker,1994:1). Cela voudrait dire que la croissance du nombre de femmes sans travail formel aurait non seulement comme conséquence d'augmenter leur nombre au sein de l'informalité économique mais que la variété d'occupations tenues par celles-ci connaîtrait une diversification, laquelle remet en question les préjugés à propos des emplois dits féminins et masculins car certains de ces emplois correspondraient davantage aux travaux traditionnellement réalisés par les hommes (Arriagada,1990:90). Les femmes dans les cordonneries sont en exemple de cette féminisation du travail.

Plusieurs raisons expliquent la grande participation des femmes à l'économie informelle:

[t]he informal sector, [...] is more accessible to women whose formal participation is limited by language barriers, educational deficits, or newness to the city. Many informal tasks allow considerable independence from the employer supervision, while their temporal and spatial flexibility make them more compatible with child care than are most formal jobs (Arizpe 1987, cité par Tiano, dans Hess & Marx Ferree, 1987:226).

Très hétérogène, la diversité des activités économiques et d'échange qui composent les activités informelles des femmes partagent néanmoins une caractéristique commune dans ce contexte socio-économique précaire : «it is essentially oriented to meeting basic needs and to developing group survival strategies» (Krawczyk, 1990:76). Autrement dit, «[...] the whole strategy of families in the informal economy is geared toward maximizing income generation and minimizing the cost and level of consumption» (Safa, 1995: 257).

De nombreuses auteures ont documenté la façon dont le secteur informel permet aux pauvres urbains de survivre (Arizpe, 1982; Peattie, 1981; Schmink, 1984). Les stratégies employées sont multiples et surtout familiales. Dans la plupart des cas, elles consistent à envoyer sur le marché du travail le plus grand nombre de membres de la famille. Cette vente de la force de travail familiale est devenue un mécanisme de survie présent dans la majorité des villes d'Amérique latine (Safa, 1995). Cette vente de la force de travail n'est pas toujours suffisante pour répondre aux besoins fondamentaux des familles. Or, certaines activités de subsistance viennent parfois compléter les stratégies informelles de survie. Ces activités complémentaires peuvent se traduire sous forme d'échange de biens entre voisins, la culture de légumes et l'élevage de petits animaux, et ce, même en milieu urbain. Par ailleurs, la minimisation des coûts inhérents à la survie familiale est assurée par le recours illégal de

services publics (se brancher sur l'électricité du voisin et partager les frais) et par l'improvisation de nouvelles formes d'organisation familiale autre que nucléaire.

2. La commercialisation du savoir-faire féminin

Malgré la diversification progressive des activités réalisées par les femmes (diversification difficile à démontrer ou à quantifier puisqu'elle se fait surtout dans le cadre de l'informalité économique), une des caractéristiques les plus importantes du travail informel féminin est exprimée par un «pattern», un modèle qui semble correspondre à de nombreuses régions de l'Amérique centrale. Ce modèle est le fait que les femmes «tend to be concentrated in very specific and limited areas of employment ...» (Young,1993:94). Autrement dit, le travail des femmes, à l'extérieur du domaine familial, reflète les caractéristiques de la division socio-sexuée du travail. «The sexual divisions common in the formal sector work are thus replicated in the informal sector, with opportunities in the latter often just as restricted as in the former» (Chant,1989:177). La différence entre la sphère publique et la sphère privée s'en trouve d'autant plus affectée car «the boundary between women's unpaid domestic labour and the paid labour they perform in the informal sector is often a tenuous one. Both in the domestic realm and in the market place, women provide food, childcare, domestic services, charm, companionship and sex» (Nelson,1979:299, tiré de Young,1993:94). Il y a aussi un autre type de travail informel que les femmes réalisent. Celui-là est davantage professionnalisé malgré qu'il soit fondé sur un savoir-faire domestique. Il s'agit du service domestique.

Ces diverses occupations changent au cours de la vie des femmes, selon que ces dernières ont des enfants, qu'elles font du travail communautaire et cetera. Cela dit, et bien que des changements s'opèrent selon le cycle de vie des femmes, certains de leurs savoirs ne sont pas mis à profit sur le marché informel ou formel. En effet, les responsabilités inhérentes à

la gestion d'une famille, des ressources et des besoins, des finances ne semblent pas suffisantes pour faire des femmes des gestionnaires et des gérantes dans la sphère publique. Ce savoir n'est pas commercialisé, il demeure encasté dans des institutions sociales invisibles. Le résultat est que les femmes sont et continuent d'être des cuisinières, des couturières, des infirmières, des conseillères pour le compte du marché informel.

3. La participation des femmes à l'informel urbain

Tel que nous l'avons souligné précédemment, la division socio-sexuée du travail désavantageuse à l'égard des femmes est reproduite au sein de l'informel. Certaines activités semblent être monopolisées par les hommes alors que d'autres sont réservés presque exclusivement aux femmes.

Il existe une ségrégation professionnelle considérable qui se base sur le sexe. Dans la plupart des professions manuelles, un seul des sexes domine clairement, et cette ségrégation se rencontre aussi bien dans le secteur formel qu'informel. Alors que les professions exercées par les hommes tendent à chevaucher la frontière entre les secteurs formel et informel, les professions exercées par les femmes se limitent beaucoup plus au secteur informel et il s'agit de professions presque exclusivement féminines» (Sen, 1991:10, tiré de Rondeau, 1995:133).

Les femmes se trouvent surtout concentrées au sein d'activités de production de biens et de services, le service domestique étant inclus. Elles produisent donc des biens de consommation et des services par le biais d'entreprises informelles ou encore de façon autonome, c'est-à-dire en vendant leurs produits à divers endroits. En général, les femmes qui forment le prolétariat informel (Portes, 1985:29) ont entre 26 à 50 ans. Leur scolarité n'excède pas le niveau primaire.

Entre 60 et 90% d'entre elles sont analphabètes. Leur expérience dans le secteur formel est souvent nulle. Celles-ci étaient auparavant des ménagères ou des paysannes. La plupart d'entre elles sont mariées quoique, comme nous l'avons souligné précédemment, les femmes cheffes de famille se font de plus en plus nombreuses (Simard, 1994).

Les entreprises de femmes sont une forme de production informelle très répandue. Ce sont de petites entreprises n'ayant que quelques employées, au plus cinq ou six. Le capital investi et le travail nécessaire au fonctionnement de telles entreprises ne sont pas de grande envergure et demeurent beaucoup moins importants que ceux exigés des entreprises tenues par des hommes. D'ailleurs, les profits en sont directement proportionnels; les entreprises masculines sont plus payantes que leurs homologues féminines. Ces caractéristiques justifient l'appellation courante qui a été donné à ces types d'entreprises, soit les micro-entreprises. Les micro-entreprises sont impliquées dans la production de biens et de services (coiffure, esthétique, lavage, repassage et cetera) pour le marché. En général, les femmes dominent dans les domaines de la production alimentaire, de la confection vestimentaire et de la production d'articles divers d'usage courant. Les hommes quant à eux travaillent les matériaux bruts tels que le cuir et le métal. Ils dominent dans les entreprises offrant des services de réparation d'articles électroniques, de machines, de vélos et d'automobiles. En Amérique latine en général, la croissance de ce type de travail informel fût importante. En effet, des statistiques dévoilent que les petites unités urbaines, féminines et masculines, ayant de 1 à 5 actifs représentaient 25,6% de l'emploi non-agricole en 1980 et que cette participation s'est élevée à 30,0% en 1987 (PREALC, 1988, tiré de Lopez-Castano, 1994:172).

Il semblerait que l'internationalisation de la production par le biais des multinationales a engendré une telle compétition que les firmes cherchent continuellement de nouveaux moyens de réduire leurs coûts de production. L'une des stratégies les plus populaires et répandue est

de favoriser le domicile comme lieu de production. Cette production à domicile répond aux besoins des industries de plastique, de jouets, d'électronique à qui appartiennent les moyens de production ainsi que les produits. Les sous-traitants privilégient ce mode de production pour la flexibilité de la main-d'oeuvre et les faibles coûts d'entretien et de maintien de celle-ci (Safa, 1995). La plupart des travailleuses qui optent pour la sous-traitance à domicile sont des femmes mariées qui ont de jeunes enfants à charge (Safa, 1995:260). Ces femmes se tournent vers ce type d'emploi à cause de sa compatibilité avec les soins aux enfants et les responsabilités domestiques.

Le travail autonome informel comprend diverses activités telles que la petite production marchande, le commerce et les services tels que la prostitution, la coiffure et cetera. Le secteur des services couvre de nombreuses activités, de la vente itinérante aux activités touristiques au service domestique. Une large proportion de femmes gagnent leur vie dans ce secteur de l'économie informelle. Nous avons souligné précédemment que les tâches domestiques des femmes sont souvent reproduites et commercialisées aux demandes du marché. Or, le secteur des services représente en Amérique centrale la concentration la plus élevée de femmes mettant à l'oeuvre leur savoir-faire traditionnels.

En ce qui concerne la vente de produits sur le marché, il semblerait que les activités des femmes diffèrent grandement de celles des hommes. Les hommes tendent à vendre des produits dispendieux qui, en retour, procurent plus de bénéfices. Ces derniers réalisent plus souvent leurs activités de vente dans des lieux fixes et stables et profitent de moyens divers plus élaborés que les femmes. Ils sont souvent impliqués dans le commerce à longue distance, élargissant de la sorte leur réseaux de clients et améliorant leur savoir-faire tout autant que leurs profits. Les marchés féminins se retrouvent dans les sphères du marché les moins visibles et les moins dispendieuses, soit celles qui exigent un moindre investissement financier.

Dans les milieux urbains, les femmes ne possèdent pas les ressources financières ou encore l'espace nécessaire à l'accumulation de produits pour la vente. En retour, ces limites à l'expansion réduisent les retours d'argent dont elles bénéficient. Leurs activités de vente se réalisent au sein d'un marché déjà saturé par le nombre de femmes et par le manque de diversité de produits en vente. Ces produits sont divers et rappellent le type de produits vendus par les paysannes en milieu rural (Young,1993). Il s'agit parfois de produits bruts, non transformés comme les légumes et les fruits, ou encore de l'artisanat. Certains de ces produits sont échangés et vendus en zone urbaine. Ils demeurent cependant insuffisants à pourvoir aux besoins des familles pauvres. Les femmes vendent donc des mets cuisinés, des pâtisseries et cetera. La concurrence se trouve à être donc très féroce et les profits parfois inexistantes ou minimes. Les femmes ne travaillent pas toujours à leur propre compte. Il arrive que certaines d'entre elles ne reçoivent qu'une portion des profits tirés de la vente d'un article car elle travaillent pour le compte de quelqu'un d'autre, en terme de commission. Ce type de vente se réalise surtout pour la vente de biens et de produits expirés ou de moindre qualité, vendus dans les zones urbaines les plus pauvres par des femmes qui tirent un maigre profit de leur vente. Une autre forme de contrat entre le propriétaire des produits et le vendeur à commission (itinérant) est la vente de friandises et de gommes au coin des rues, produits consommés par les passants (Young,1993, tiré de Arizpe,1982). Les profits tirés de ces ventes sont infimes, souvent inférieurs au salaire minimum.

Les femmes se trouvent nombreuses dans le secteur de la vente itinérante, alimentant la concurrence déjà féroce. Les femmes ne bénéficient pas de l'efficience des mécanismes du marché et de la concurrence comme cela est le cas pour les commerçants de plus grande envergure qui pratiquent de la vente sur les territoires plus grands, déservant ainsi une population plus vaste, profitant de leur visibilité et leur accessibilité pour améliorer et renforcer leurs relations commerciales. Les responsabilités domestiques des femmes réduisent leurs

chances de participation et de mise à profit de leur connaissance et de leur savoir-faire. Le résultat est que les opérations réalisées par les femmes demeurent petites et leurs moyens d'expansion limités (Young,1993). La situation des femmes qui pratiquent ce genre d'occupation s'aggrave et devient critique. En effet, et de façon générale en Amérique latine et centrale, les nouvelles contraintes du marché et la crise économique «are both hampering the expansion of women's trading and in some areas actually diminishing their traditional trading opportunities. Rapid urban growth has brought increasing numbers of women into trading, causing considerable saturation of the sector and lowering of profit margins» (Young,1993:100).

La vente de services sexuels occupe une place de choix dans les stratégies féminines de survie puisque ce marché ne semble pas tendre à disparaître. «[...] sexual servicing may well be one of the commonest forms of income earning for women, whether it is done occasionally to get the family out of an economic fix or as a permanent full or part-time occupation» (Young,1993:94).

B. Le travail informalisé féminin

1. L'informalité économique des centres urbains d'Amérique centrale

La combinaison des divers facteurs tels que cités dans le second chapitre sont certainement en cause dans l'attrait qu'a pu avoir l'informalité pour les femmes de milieux urbains pauvres. Sans pour autant avancer que ces facteurs sont les causes directes, nous croyons très certainement qu'ils jouèrent un rôle dans le fait d'informaliser le travail des femmes. Certains tableaux et données démontrent l'importance de l'informalité et la «popularité» de ce secteur économique chez les femmes. Sans nécessairement être la cause principale de l'informalité grandissante au sein des économies en voie de développement, nous

pensons que les PAS ont accéléré l'appauvrissement des femmes, ceci étant un facteur qui a dû, dans une certaine mesure, contribuer à la croissance de l'informel.

Tableau V
Informations générales sur les pays d'Amérique centrale
1990-1991

Pays	Nb. d'habitants	Population urbaine %	PEA urbaine (*)	PEA informelle urbaine (*)
Costa Rica	2,871,085	45	481	160
femmes	1,453,171			65,8
hommes	1,417,914			93,6
El Salvador	5,251,678	50	982	442
femmes				210,2
hommes				212,3
Guatemala	8,663,859	40	1145	564
femmes			436	254
hommes			709	310
Honduras	5,138,000	45	691	345
femmes			274,6	168
hommes			417	176,8
Panama	2,369,858		435	16,8(***)
femmes				24,7(***)
hommes				13,3(***)

(*) 1985-1990. En milliers de personnes.

(***) En pourcentage d'après la population totale.

Source : élaboré à l'aide de la Fondation Arias, 1993:288.

Malgré la diversité des types d'économies rencontrées en Amérique centrale, de leurs intérêts, de leurs exportations/importations et indépendamment de leurs partenaires économiques, tous ont connu une augmentation de l'activité informelle. «Pour tous les pays considérés, indépendamment de l'importance et du rythme de la croissance des économies, il a été observé une tendance vers l'accroissement du segment du marché du travail dénommé secteur informel

urbain (SIU)»¹³ (Fondation Arias,1993:287). Les cas les plus évidents de ce phénomène sont ceux du Guatemala, Honduras et Salvador.

Au Guatemala, presque trois millions de personnes forment la PEA (population économiquement active), sur laquelle 40% travaille en milieu urbain. Le tableau V nous informe que la moitié de cette proportion travaille au niveau du secteur informel. Des 5.2 millions d'habitants au Salvador, la densité la plus importante d'Amérique centrale, la moitié de la population habite en zones urbaines et de celle-ci, presque un million constituent la population économiquement active et approximativement la moitié de cette proportion, soit presque 442 milliers de personnes sont économiquement actives au sein de l'informalité. Le Honduras, avec un peu plus de 5 millions d'habitants, a 45% de sa population en milieu urbain, et la moitié de la main-d'oeuvre urbaine a des occupations dans le secteur informel (Fondation Arias,1993:289).

Le Panama et le Costa Rica, deux pays avec une population moindre comparativement aux autres, connaissent une situation différente quant à la participation de la population économiquement active dans le secteur informel urbain. Les tableaux V et VI nous indiquent qu'au Panama, sur presque 2.4 millions d'habitants, la population économiquement active atteint 820 milliers de personnes sur lesquelles 435 milliers travaillent en milieu urbain et parmi lesquelles 31% opèrent au sein de l'informalité.

Pour le cas du Costa Rica, la population économiquement active est d'un million de personnes, soit 37% de la population totale, sur laquelle 45% habite en région urbaine et 33% de la PEA urbaine se trouve dans le secteur informel. Si bien que, tant au Panama qu'au Costa

¹³ «En todos países, considerados, independientemente de la magnitud y el ritmo de crecimiento de las economías, se ha observado una tendencia hacia la ampliación del segmento del mercado de trabajo denominado Sector Informal Urbano (SIU)» (Fondation Arias,1993:287).

Rica, le poids relatif de la proportion de la population urbaine économiquement active, en relation avec la population économiquement active totale, est similaire aux autres pays mais l'importance de l'informalité économique est moindre (Fondation Arias, 1993:289).

2. La participation des femmes au secteur informel urbain d'Amérique centrale

À l'aide du tableau VI, il nous est possible d'établir l'importance de l'informalité pour les femmes centraméricaines. Situons d'abord ce tableau dans son contexte.

Tableau VI
Participation des hommes et des femmes au SIU
vers 1990
- nombre en milliers et pourcentages -

Pays	PEA urbaine		PEA dans le SIU	
	nb. en milliers	%	nb. en milliers	%
Costa Rica	481	100	159	100
femmes	174	36	66	41
hommes	307	64	93	59
El Salvador	831	100	422	100
femmes	345	41	210	50
hommes	486	59	212	50
Guatemala	1145	100	563	100
femmes	436	38	253	45
hommes	709	62	310	55
Honduras	691	100	345	100
femmes	274	40	168	49
hommes	417	60	176	51
Panama	435	100	135	100
femmes	182	42	62	46
hommes	252	58	73	54

Source : Fondation Arias, 1993.

La Fondation Arias nous informe que la population féminine des pays centraméricains équivaut à 50% de la population totale. La proportion de femmes qui sont actives dans ces

populations (i.e. les femmes actives âgées de 15 ans et plus) varie entre 25 à 35% de la population totale des femmes (Fondation Arias, 1993).

Les chiffres présentés dans le tableau VI révèlent de très intéressantes informations quant à la structure de l'emploi informel en milieu urbain. Les deux premières colonnes du tableau VI indiquent que pour tous les milieux urbains des pays concernés, il existe un écart notable entre la participation des femmes et des hommes à l'emploi urbain. En effet, le pourcentage d'hommes actifs tourne autour de 60% de la population active totale alors que celui des femmes tourne autour de 40%.

En revanche, les colonnes correspondant à l'emploi informel en milieu urbain montrent une toute autre réalité. D'abord, presque la moitié des individus qui composent la PEA urbaine se trouvent dans le secteur informel. Les chiffres du tableau VI font ressortir deux tendances. D'abord, la participation des femmes au secteur informel du Salvador, Guatemala et Honduras représente à peu près 50% des femmes actives en milieu urbain. Au Costa Rica et au Panama, cette proportion se rapproche du tiers. L'on observe aussi que dans le secteur informel les écarts des pourcentages entre la participation des femmes et des hommes s'avèrent plus restreints que dans le secteur formel. Dans certains cas, tels que ceux du Salvador et du Honduras, cet écart est à un tel point minime qu'on peut le dire inexistant. Ces chiffres nous amène à voir le secteur informel comme le secteur où les femmes sont le plus actives, ce qui, nous le croyons, illustre bien l'importance de ce secteur économique pour les femmes des pays centraméricains.

Bien que les chiffres précédents présentent les hommes comme étant les principaux acteurs de l'informalité économique dans tous les pays concernés, un calcul rapide du pourcentage d'hommes qui sont actifs au sein de l'informalité économique urbaine vis-à-vis du

pourcentage d'hommes actifs en milieu urbain et ce même calcul pour les femmes introduisent une nouvelle réalité. Le tableau VII l'illustre:

Tableau VII
Relation de la PEA dans le SIU par rapport à la PEA urbaine, selon le sexe
vers 1990
- en pourcentages -

Pays	% de la PEA féminine dans le SIU, selon la PEA féminine urbaine	% de la PEA masculine dans le SIU, selon la PEA masculine urbaine
Costa Rica	0.37	0.30
El Salvador	0.61	0.44
Guatemala	0.58	0.41
Honduras	0.61	0.42
Panama	0.34	0.29

Source : Fondation Arias, 1993:292.

Les informations contenues dans le tableau VII indiquent que les femmes qui sont actives en milieu urbain ont surtout des occupations dans l'informel dans trois des pays. «[L]a participation des femmes y est plus importante que dans le secteur formel» (Menjivar & Perez Sainz, 1995:61). Le Salvador, Honduras et Guatemala connaissent une participation équivalente des femmes dans le SIU. Le Panama connaît le plus faible pourcentage de femmes dans l'informalité économique ce qui laisse présager que les femmes panamiennes sont majoritairement actives au sein du secteur formel. Le cas du Costa Rica est pratiquement semblable.

Il ressort de ces données que moins est élevé le nombre d'acteurs sociaux au sein de l'informalité économique, moindre est le pourcentage de femmes actives dans l'informalité sur le pourcentage de celles actives en milieu urbain. Autrement dit, et tel sont les cas du Costa Rica et du Panama, le pourcentage de la population économiquement active dans le secteur informel urbain est tout aussi moindre pour les femmes que pour les hommes. Et l'écart entre les

pourcentages de femmes et d'hommes dans le secteur informel se trouve moins important que dans le cas des autres pays dont l'écart atteint et dépasse 15%. De plus, les femmes et les hommes des autres pays sont plus nombreux dans les activités informelles et l'écart qui sépare le pourcentage des hommes et des femmes est aussi plus important, ce qui laisse présager que, dans une certaine mesure, l'importance de l'informel dans l'ensemble de l'économie urbaine de ces pays se ressemble.

Suite à ces observations, il se dessine une nette distinction entre les pays centraméricains. En effet, certaines caractéristiques ne sont communes que dans le cas du Costa Rica et au Panama alors que les autres pays de l'étude partagent entre eux aussi certaines caractéristiques. Compte tenu des différences qui émergent de notre analyse, nous sommes tentés de les considérer comme deux groupes de pays. L'un de ces groupes serait constitué du Panama et du Costa Rica et le second serait formé du Guatemala, Honduras et Salvador. Plusieurs données confirment la présence de deux groupes de pays. Tel est le cas entre autres de l'importance que revêt l'informalité économique pour chacun d'eux ainsi que le pourcentage de femmes et d'hommes y étant liés. Nonobstant le fait que de nombreux facteurs distinguent les pays d'un même groupe (facteurs que nous ne traitons pas dans notre analyse) les données qui sont à l'étude ici expriment le fait que le secteur formel demeure encore important pour les femmes panamiennes et costariciennes comparativement aux femmes des pays voisins. Il en va de même lorsque l'on observe des facteurs tels que l'éducation. En effet, les femmes costariciennes et panamiennes sont les plus instruites de l'ensemble des pays formant l'autre groupe. Pour ces deux pays, ce sont d'abord les services qui sont privilégiés comme activité informelle, suivis des activités liées au commerce tel que nous le verrons plus loin.

Les informations disponibles quant à la participation des femmes au SIU sont limitées. Nous avons tout de même été en mesure de trouver les informations pour deux pays qui relatent certaines informations très pertinentes révélant que le nombre de personnes au sein du secteur informel urbain a connu une croissance et que cette croissance demeure plus stable pour les femmes que pour les hommes. Les données disponibles pour le Panama et le Costa Rica démontrent ces transformations.

Tableau VIII
La PEA féminine et masculine dans le SIU
L'exemple du Costa Rica et du Panama
- en milliers de personnes -

Pays	1982	1985	1988	1991
Costa Rica				
femmes	123,15	132,84	177,33	199,45
hommes	126,71	145,02	194,68	180,76
Panama				
femmes	39,96	47,91	56,64	61,64
hommes	43,75	59,85	76,76	73,16

Source : Fondation Arias, 1993.

Au Costa Rica, l'écart entre la présence des femmes et celle des hommes dans l'informalité tend à augmenter au fil des années alors que la présence des hommes continue de se faire plus imposante que celle des femmes. Entre 1988 et 1991, toutefois, il y a un déclin du nombre d'hommes impliqués dans l'informalité alors que la participation des femmes continue de connaître une croissance. À tel point que les femmes surpassent en nombre les hommes impliqués dans l'informalité économique pour l'année 1991. Le rythme croissant de l'informalité économique du Panama est plus régulier que celui du Costa Rica qui a connu, entre 1985 et 1988, une croissance plus marquée qu'auparavant. Par ailleurs, contrairement au Costa Rica, le Panama connaît une chute de l'écart du nombre de femmes et d'hommes en 1991 alors que les femmes continuent à augmenter leur présence sur le marché informel et que le nombre d'hommes décline légèrement. Bref, les fluctuations qui caractérisent la participation masculine

à l'informalité et leur déclin en 1991 nous laissent présager que le travail informalisé est davantage l'affaire des femmes et que ce phénomène ne cesse de se poursuivre et de croître. La réalité dévoilée par de telles données est relative dans la mesure où les sources de ces informations varient et souffrent de biais. Autrement dit, les chiffres de base demeurent sûrement inférieurs à la réalité.

La Fondation Arias tire la conclusion que les pays de l'Amérique centrale ont connu une «informalisation» du travail des femmes plus prononcée que pour les hommes. Selon l'étude, il y aurait des

évidences de l'importante participation de la femme dans le SIU si on la compare aux niveaux de participation de la femme dans la PEA totale, ce qui indique de nouveau la tendance vers un processus d'«informalisation» de la force de travail féminine¹⁴ (Fondation Arias, 1993:292).

Tel que nous l'avons exprimé précédemment, la notion d'«informalisation» réfère à la persistance d'un processus lors duquel le travail des femmes se fait de plus en plus au sein de l'informalité économique qu'au sein de la formalité économique. Pourtant, les chercheurs(res) de la Fondation ne présentent pas de données significatives sur les indicateurs de développement dans les années 80 et les années 90, comparaison qui permettrait, nous le croyons, l'hypothèse d'une «informalisation» du travail des femmes sur une période de temps précise. Car comme nous l'avons souligné précédemment, l'«informalisation» demeure un processus qui s'échelonne sur quelques années. Il nous faut donc être capable d'identifier ces années et démontrer par des indicateurs précis le cheminement de la transformation du travail qui permet de tirer la conclusion qu'il y a bel et bien eu une informalisation.

¹⁴ «evidencias claramente una importante participación de la mujer en el SIU, si se le compara con sus niveles de incorporación en la PEA total, lo que indica nuevamente la tendencia hacia un proceso de «informalización» de la fuerza de trabajo femenina» (Fundación Arias, 1993:292).

Sans compromettre pour autant le bon travail d'analyse des chercheurs (res), nous voulons signaler qu'il nous est impossible à ce stade de notre réflexion de traiter d'«informalisation». Les données présentées ci-haut annoncent davantage, il nous semble, le fait qu'au début des années 90, l'activité économique des femmes en milieu urbain était majoritairement informalisée dans certains pays centraméricains et que cette réalité concernant le travail des femmes s'avère être de plus en plus, semble-t-il, la nouvelle figure de l'économie centraméricaine. Par informalisé, nous entendons le fait que le travail des femmes correspond davantage à des formes de production informelles que formelles.

3 . Profil des femmes dans le secteur informel urbain

Voyons à présent le profil des femmes actives au sein du secteur informel urbain des économies d'Amérique centrale. Les informations tirées de la Fondation Arias présentées ci-dessous résument quelques caractéristiques et tendances socio-démographiques de celles-ci.

3.1. Le Guatemala

Le secteur informel guatémaltèque est constitué de jeunes femmes dont 45% se situent dans la tranche d'âge 25-39, la période où les femmes sont plus susceptibles d'avoir une famille, des responsabilités familiales et des enfants. La forte présence de ces jeunes femmes dans l'informel témoigne de leur nécessité économique et leur besoin de trouver un emploi. La société guatémaltèque a des indices d'éducation très bas et cet indice apparaît évident chez les femmes du SIU. En effet, près de 40% d'entre elles n'ont aucune éducation formelle. Les secteurs les plus fréquentés par les femmes sont ceux du commerce, des services et l'ouvrage industriel à domicile. Le travail dans le domaine des services occupe une place importante

dans la structure de l'emploi informel. Les micro-entreprises représentent le domaine le moins populaire dans l'informel bien qu'il offre les meilleurs revenus.

3.2 Le Salvador

La moitié de la population féminine impliquée dans l'informel urbain au Salvador a entre 20 et 39 ans. Vis-à-vis de l'éducation formelle, quasi ¼ des femmes qui oeuvrent au sein de l'informalité urbaine n'en ont aucune. Les activités informelles où se retrouvent le plus les femmes salvadoriennes sont d'abord celles reliées au secteur commercial (62%), suivi par l'industrie manufacturière (26%). D'autre part, 70% des activités de l'informel sont de type autonome, c'est-à-dire des femmes qui opèrent à leur propre compte, et à l'aide de la participation d'autres membres de la famille (15%). La situation de la femme au Salvador est grave dans la mesure où 47% des femmes sont cheffes de familles et que 70% des femmes qui ont un emploi au sein de l'informel reçoivent des revenus inférieurs au salaire minimum.

3.3. Le Honduras

L'âge des femmes trouvées dans le SIU hondurien indique une forte participation de jeunes femmes entre 15 et 19 ans (17%). La participation la plus importante (plus de la moitié) semble venir des 20 à 39 ans comme dans le cas du Guatemala et du Salvador. L'on note aussi un bas niveau d'éducation; 18% d'entre elles n'ont pas reçu d'éducation formelle. Le commerce prédomine dans les activités féminines. Le secteur des services vient en second plan. Quant aux revenus provenant de leur emploi dans l'informel, les revenus des femmes sont moindres que ceux des hommes.

3.4. Le Panama

Approximativement 50% des femmes panamiennes du SIU ont entre 15 et 29 ans. La plus forte concentration d'entre elles ont entre 15 et 19 ans. Contrairement aux cas précédents du Guatemala, du Honduras et du Salvador, les femmes panamiennes actives au sein de l'informalité sont instruites, puisque 23% ont au moins reçues une éducation formelle secondaire et un infime pourcentage d'entre elles n'ont aucune formation scolaire, soit 2% de la population féminine. Bien que de faibles revenus y soient accessibles, les services et le commerce forment les types d'activités où l'on rencontre le plus grand nombre de femmes. Les revenus touchés par celles-ci sont, comme chez les pays voisins, inférieurs à ceux des hommes. En effet, les revenus des femmes dans le SIU en 1989 représentaient seulement 55% de ceux de leurs homologues masculins.

3.5. Le Costa Rica

Telle que leurs voisines, la majorité des femmes qui possèdent un emploi informel ont entre 20 et 39 ans (60%). Les niveaux d'éducation des costariciennes sont élevés en comparaison aux autres pays à l'exception du Panama. En 1991, moins de 5% d'entre elles n'ont pas reçu d'éducation formelle et 36% ont un diplôme d'études secondaires. La concentration féminine est élevée dans le domaine des services, comme ouvrières dans les manufactures et comme commerçantes. Ce sont les femmes commerçantes qui produisent les plus hauts revenus. Comme pour leurs voisines, les costariciennes reçoivent un revenu inférieur à celui de leurs homologues masculins.

Tableau IX
Participation informelle urbaine des femmes et des hommes
- en pourcentage -

Pays	Industrie		Commerce		Services (*)	
	F	H	F	H	F	H
Costa Rica						
1988	22,7	14,6	25,9	33,6	42,2	17,5
1991	28,3	18,7	25,5	28,4	43,2	15,8
El Salvador						
1990	25,9	...	61,8	...	10,0	...
Guatemala						
1989	19,4	18,3	40,7	19,7	37,0	13,0
Honduras						
1989	21,3	12,6	37,5	30,4	40,0	16,0
1990	20,7	14,0	41,3	27,8	37,2	12,2
Panama						
1982	5,8	9,0	19,7	26,7	70,9	18,4
1989	6,9	11,0	22,0	25,9	67,0	21,1

Notes : Informations tirées d'enquêtes sur les foyers.

(*) Les services incluent le service domestique

Source: Construit à partir de la Fondation Arias, 1993: 298.

4. Synthèse régionale

4.1. L'âge et l'éducation

Pour les cinq pays considérés dans cette recherche, il se dessine une norme quant aux actrices du secteur informel. Ce sont surtout les femmes âgées entre 20 et 40 ans qui forment la majorité des travailleuses informelles, même si le nombre de femmes âgées et de jeunes filles est important (Fondation Arias, 1993; Menjivar Larin & Perez Sainz, 1995) Cette situation est peut-être due, en fait, aux responsabilités de ces femmes vis-à-vis de leur famille, responsabilités que les femmes plus âgées ont eu dans le passé et que les plus jeunes auront

probablement dans le futur. Ce sont ces femmes de 20 à 40 ans qui représentent la population féminine la plus touchée par la pauvreté tel que nous l'avons souligné précédemment dans le second chapitre.

Tel que décrit dans les profils des pays centraméricains, l'éducation des femmes du SIU est faible. Des pourcentages élevés de femmes n'ont aucune éducation formelle, le cas le plus extrême étant celui du Guatemala. En revanche, au Panama et au Costa Rica, les femmes ont une éducation formelle supérieure. Il va sans dire que le niveau d'éducation des femmes du secteur informel est associé aux styles de développement social et aux revenus gouvernementaux assignés à l'éducation de chacun des pays (Fondation Arias, 1993).

4.2. Les principaux secteurs d'activité des femmes

Les chiffres du tableau IX illustrent le pourcentage de femmes et d'hommes actifs au sein des secteurs les plus achalandés pour les femmes du milieu informel urbain. Ce qui ressort du tableau est la prégnance du commerce dans les emplois des femmes du Salvador, du Guatemala et du Honduras autour des années 90 et cela, bien que leur participation soit tout de même hétérogène. En effet, la participation féminine à l'informalité urbaine est achalandée dans trois principaux secteurs: commerce, services et industries. Au Panama, suivi par le Costa Rica et le Honduras, les services (qui incluent le service domestique) forment le secteur au sein duquel l'on retrouve la plus forte concentration de femmes. À l'exception du Panama, l'industrie joue aussi un rôle important dans l'absorption de l'emploi féminin dans le secteur informel urbain comptant entre 20 et 30% de la main-d'oeuvre informelle. Les emplois dans les industries de toutes sortes apparaissent comme les activités les moins «populaires» chez les

femmes quoiqu'au Costa Rica, l'écart entre les activités commerciales et celles liées au travail manufacturier est faible.

Dans le cas du Honduras, le secteur du commerce semble le plus valorisé par les hommes puisque leur taux de participation représente le double de leur participation dans les secteurs industriels et des services. Au Costa Rica et au Panama, ce sont les services qui attirent davantage les femmes alors que les hommes se concentrent dans le commerce. Par ailleurs, on peut noter, nonobstant le fait que les dates varient, que l'importance des divers secteurs est demeurée relativement stable autour des années 90. Même dans le cas du Panama où les dates sont les plus éloignées. Bien entendu ces secteurs de travail utilisés pour le tableau ne sont pas les seuls au sein desquelles travaillent les femmes mais plus de 95% y sont. Les autres secteurs urbains où ces dernières peuvent être observées sont les secteurs du transport et des communications.

4.3. Les revenus

Les informations disponibles concernant les revenus des femmes dans le SIU confirment que celles-ci reçoivent des rémunérations inférieures à celles des hommes, comme c'est le cas d'ailleurs dans le secteur formel de l'économie. Les cas où l'on rencontre les pires situations sont au Guatemala, Salvador et Honduras (Fondation Arias, 1993). À ce propos, la Fondation note le fait qu'au Guatemala, 70% de la population féminine du secteur informel urbain gagne mensuellement 376.60 quetzales alors que seule la satisfaction des besoins alimentaires d'une famille coûte en moyenne 302.68 quetzales (Fondation Arias, 1993). Ce qui fait que les femmes gagnent rarement l'argent suffisant pour satisfaire les besoins fondamentaux de leur famille pendant un mois. Dans le cas des cheffes de famille, la situation s'avère plus critique (Fondation Arias, 1993). Ce sont les jeunes femmes (19 à 30 ans) et les aînées de 60 ans et

plus qui ont des rémunérations mensuelles moyennes des plus inférieures, soit entre 150 et 220 quetzales (Fondation Arias,1993). Les Salvadoriennes, quant à elles, gagnent en moyenne 563 colons contre 848 pour les hommes (Fondation Arias,1993). Au Honduras, le revenu informel féminin est de 198 lempiras mensuellement, soit moins de la moitié du revenu dont jouissent les hommes (Fondation Arias,1993). La Fondation Arias (1993) semble croire que cette réalité s'applique aussi bien aux autres pays de l'ithsme latino-américain.

Tableau X
Revenus de l'emploi informel urbain
selon les sexes
vers 1990

Pays	Revenus moyens des femmes	Revenus moyens des hommes
Costa Rica (1991)(*)		
Industrie	10 953	23 000
Commerce	21 247	31 774
Services	12 071	22 607
Panama (1989)(**)		
Industrie	134	189
Commerce	175	226
Services	89	160

(*) En terme de colons

(**) En terme de balboas

Source: Élaboré à partir de la Fondation Arias,1993.

D'après l'étude de la Fondation Arias, les informations disponibles confirment que les revenus de femmes du SIU sont inférieurs à ceux des hommes du SIU ainsi qu'aux salaires des hommes et des femmes du secteur moderne de l'économie (Fondation Arias, 1993). L'écart des salaires entre les femmes et les hommes sont pratiquement semblables au Panama dans les deux secteurs les plus concentrés, soit l'industrie et le commerce alors qu'il connaît une croissance dans le domaine des services. Au Costa Rica, l'écart des salaires le plus important se trouve dans le domaine industriel alors que les écarts se ressemblent entre le commerce et les services. Ce sont les emplois dans le domaine du commerce qui offrent aux femmes et aux

hommes de ces deux pays les meilleures rémunérations. D'ailleurs, celles-ci tendent à augmenter en fonction des niveaux d'éducation. Les données socio-démographiques dévoilent que les femmes présentes dans ces types d'occupations ont souvent atteint l'âge adulte. En revanche, les femmes qui participent aux autres types d'activités informelles représentent les proportions de femmes les plus jeunes ainsi que les plus âgées, soit les femmes qui se situent aux extrémités de l'échelle des âges (Fondation Arias, 1993).

4.4. La pauvreté des femmes

Même si les informations disponibles sur les niveaux de pauvreté dans le secteur informel urbain ne permettent pas de faire une distinction socio-sexuée de la pauvreté, l'on peut affirmer de façon générale, que

associés aux problèmes liés à la marginalité économique et sociale de la femme- qui se reflète par sa position désavantageuse dans le marché du travail et sa participation aux revenus, la femme qui participe dans ce dit secteur informel et particulièrement, celle qui est cheffe de famille, est plus disposée aux conditions de vie précaires pour elle et sa famille. Spécialement, dans ces pays de la région où la pauvreté touche d'importants secteurs de la population¹⁵ (traduction de l'auteure).

Cette section avait pour objectif d'illustrer le secteur informel urbain des pays d'Amérique centrale en mettant en évidence les différences entre les activités des femmes et des hommes ainsi que dans le but de présenter les femmes impliquées dans ces activités. Cette analyse,

¹⁵ «-asociados con los problemas vinculados a la marginación económica y social de la mujer- que se refleja en su posición desventajosa en el mercado de trabajo y en la participación de los ingresos, la mujer que se inserta en dicho sector y, particularmente, la que es jefe de hogar, está más propensa a condiciones de vida precarias para ella y su familia. Especialmente, en aquellos países de la región donde la pobreza abarca a importantes sectores de la población» (Fondation Arias, 1993:301).

bien qu'incomplète et sujette aux biais compte tenu de la nature des indicateurs, permet de donner un visage à ce secteur de l'économie et d'illustrer l'importance de l'activité féminine dans le secteur informel des centres urbains d'Amérique centrale.

CHAPITRE IV

Conclusion

A. Synthèse des chapitres précédents et conclusions

Tel que mentionné dans l'introduction, le thème analysé dans cette recherche est celui de l'informalité économique. En choisissant l'Amérique centrale comme scène à notre analyse et à l'application du sujet, nous avons opté pour l'observation des liens entre le travail féminin et l'impact des PAS sur celui-ci. Notre question de recherche était à savoir si le travail des femmes est plus informalisé que formalisé dans les centres urbains d'Amérique centrale et le rôle qu'ont pu jouer les PAS sur la situation actuelle du travail des femmes. Notre hypothèse était que les PAS ont influencé la présence des activités informelles en forçant la restructuration de la quotidienneté des actrices et acteurs sociaux et que ces facteurs externes favorisent le développement de stratégies de survie surtout chez les femmes. Nous suggérons que l'informalité économique soit une des formes d'expression de la résistance féminine à ces politiques macro-économiques, ce qui explique en partie le fait que les années 90 sont marquées par le travail informalisé des femmes en milieux urbains en Amérique centrale. Après notre analyse quantitative, nous sommes en mesure de confirmer que le travail des femmes est bel et bien plutôt informalisé que formalisé dans trois des cinq pays d'Amérique centrale. Résumons, en guise de conclusion, la contribution des divers chapitres à la réalisation de la question initiale de recherche pour ensuite examiner les limites de notre analyse du travail informel des femmes en milieu urbain.

L'approche GED présentée lors du chapitre initiateur met en contexte le travail des femmes et la division socio-sexuée dont il fait l'objet. L'expression de la complexité du travail des femmes montre combien il est difficile de distinguer ou de séparer nettement le travail domestique des femmes de leur travail dit productif puisque dans l'informalité économique, ces

deux types de travaux sont parfois joints, même confondus, pour permettre le procès de travail. Autrement dit, GED adopte une définition du travail qui englobe celle du travail informel, lequel fait le lien entre le travail de production et le travail domestique des femmes. C'est donc dire que la prise en considération des réalités caractérielles du travail informel des femmes oblige qu'une distinction soit faite entre leur travail et celui des hommes.

Par ailleurs, l'approche GED ainsi que la théorie de la stratification sexuelle de Rae Blumberg favorisent la réflexion selon laquelle le travail, quel qu'il soit, permet de prendre une certaine forme de contrôle sur sa vie, que celui-ci soit d'une nature formelle ou informelle. Ce cadre théorique force à présenter, lorsque les données sont disponibles, la réalité des hommes en parallèle à celle des femmes. L'objectif poursuivi par cette démarche de conscientisation pour l'égalité entre les genres sert à illustrer, à l'aide de données quantifiées, l'expression matérielle du poids qui repose sur les épaules des femmes. Ce modèle analytique, impliquant tant les hommes que les femmes, ne sous-entend pas que le modèle des hommes en est un à suivre et qu'une analyse de la sorte implique une comparaison visant à reproduire le même parcours ou cheminement que celui suivi par les hommes. Les comparaisons ne sont là que pour exprimer l'inégale répartition des richesses et pour exprimer, par des indicateurs quantitatifs, que ce sont plus souvent qu'autrement les femmes qui subissent les revers des politiques macro-économiques instaurées par des hommes à la tête des organismes responsables des PAS. Tout compte fait, l'approche GED facilite notre démarche de nature féministe visant à traiter du travail des femmes, à cibler l'objet de notre analyse et à orienter nos propos à ce sujet.

Le chapitre suivant, soit le second, introduit le travail informel. D'abord est présentée l'entrée du concept d'informalité sur la scène économique des pays d'Amérique centrale et des

discours développementalistes des années 80. Nous poursuivons avec l'explication des composantes des PAS dans le but d'illustrer les liens qui les lient à l'informalité économique.

Notre argumentation s'organise autour des effets pervers des PAS que nous soupçonnons d'être partiellement responsables de la présence de l'informalité économique dans les centres urbains de la région centraméricaine. C'est ainsi que nous avons abordé les thèmes de l'intensification du travail, de la pauvreté, du chômage, des foyers pauvres, des changements dans la composition des foyers, des changements dans les habitudes de consommation, la croissance des cheffes de familles. Toutes ces données nous ont amené à conclure que ces effets néfastes sont les expressions de l'androcentrisme des politiques macro-économiques tel que l'ont d'ailleurs exprimé à de nombreuses reprises certaines auteures féministes identifiées précédemment.

À l'aide d'indicateurs quantitatifs, nous avons tenté de montrer que les PAS conditionnent les styles de vie des pauvres dans la mesure où ces politiques macro-économiques influencent les domaines économiques, politiques des pays concernés et en dernier lieu les habitudes de vie des habitants des grands centres urbains. C'est ce que nous ont montré les taux de chômage, les taux de foyers pauvres et nous avons terminé en affirmant que ces mesures économiques ont certainement eu une influence sur la présence de l'informalité économique.

Cette démonstration nous amène à appuyer l'hypothèse de Blumberg selon laquelle les facteurs externes et macro ont davantage de pouvoir et d'influence sur les actrices et acteurs sociaux que le contraire (et ce, toujours en reconnaissant que pour la plupart, ce que nos données nous ont permis d'établir étaient des corrélations et non des causes). Les sphères domestiques et micro demeurent ainsi assujetties au pouvoir déployé à plus grande échelle.

Cette démonstration force une réflexion concernant la division socio-sexuée du travail ce qui nous oblige à observer l'inégale distribution des richesses, des responsabilités, des choix offerts aux femmes. Ces dernières demeurent les principales victimes de ces facteurs.

Dans le troisième chapitre, nous proposons un lien entre le travail des femmes et les PAS en analysant les transformations que le travail des femmes a connu à la suite de cette période anxiogène de restructuration économique. Un regard sur les dynamiques et les enjeux que rencontrent les femmes en milieux urbains en Amérique centrale nous amène à comprendre l'importance de la dimension du genre pour une analyse de l'informalité économique et des femmes. Le travail des femmes dans le secteur informel de l'économie ressemble, dans certains cas, au travail que celles-ci réalisent au sein de la sphère domestique. Cette particularité du travail des femmes correspond en fait à la commercialisation de leur savoir-faire féminin, caractéristique explicitée lors de notre analyse de la participation des femmes à l'informalité économique.

Nous abordons par la suite le travail informalisé des femmes par une synthèse régionale du profil des femmes dans le secteur informel urbain de la région centraméricaine. Nous traitons alors des revenus, de l'âge et de l'éducation des actrices et acteurs sociaux actifs au sein de l'informalité économique, les secteurs d'activité au sein desquels ils opèrent. À l'aide de tableaux et de données quantifiées, nous faisons la démonstration que le travail des femmes, depuis l'introduction des PAS vers 1980, a eu davantage tendance à s'avérer informalisé plutôt que formalisé et que la situation chez les hommes, bien qu'existante, n'est pas de même envergure. Cette analyse, bien qu'incomplète et sujette aux biais compte tenu de la nature des indicateurs, permet de donner un visage à ce secteur de l'économie et d'illustrer l'importance de l'activité féminine dans le secteur informel des centres urbains d'Amérique centrale.

B. La signification de ce travail

1. Les forces et faiblesses de la recherche

Cette recherche, bien que sommaire, aura mis en lumière le fait que bien que le secteur informel de l'économie projette des difficultés théoriques et pratiques, la réalité est telle que la dynamique de l'informalité économique est une stratégie de survie importante dans les pays en voie de développement. Nous croyons avoir exprimé cette réalité pour ce qui est des pays de l'Amérique centrale et ce, malgré les difficultés méthodologiques que présente toute analyse de ce sujet. Cette recherche nous aura permis de constater que le nombre et la variété des sources et des enquêtes qu'il est possible d'utiliser en vue d'estimer ou de mesurer directement le secteur informel rendent les comparaisons délicates et les essais de synthèse difficiles. En effet, en tentant de trouver et d'analyser l'information disponible sur ce secteur de l'économie, nous avons reconnu les faiblesses des données quantitatives sur l'informalité qui étaient à notre disposition.

La pierre angulaire de cette recherche repose sur le travail informel des femmes impliquées dans le secteur informel des économies urbaines d'Amérique centrale. À l'aide d'informations tirées de diverses sources, nous avons été en mesure de présenter la dynamique du travail des femmes dans l'informel urbain et décrire les aspects qui caractérisent leur participation. La découverte d'un document émis par la Fondation Arias et présentant des données quantifiées de divers aspects économiques de l'informalité en centre urbain des pays de l'Amérique centrale nous a permis d'une part d'approfondir le phénomène de l'informalité de la région concernée et, d'autre part, de présenter un profil des activités informelles des femmes et des hommes. Ce profil est constitué de données concernant les secteurs où sont

impliquées la majorité des femmes et des hommes, les différences dans les revenus, les niveaux d'éducation des femmes ainsi que l'âge qu'elles ont au moment de leur entrée dans ce secteur de l'économie. La conclusion à laquelle nous sommes parvenus au terme de notre analyse de la situation des femmes dans l'informalité économique est que les femmes sont actives en grand nombre dans ce secteur et que leur contribution au processus de développement n'est pas, par le fait même, négligeable. Leur importante participation aux activités informelles ainsi que les caractéristiques qui différencient leurs activités de celles des hommes nous ont amené à considérer le secteur informel des économies urbaines d'Amérique centrale comme étant composé de deux types d'informalité économique, l'une féminine et l'autre masculine. Voilà du moins la conclusion qu'il nous a été possible de tirer de l'emploi d'indicateurs quantitatifs.

L'idée selon laquelle l'une des conséquences de l'implantation des PAS aurait été la croissance de l'informalité économique féminine demeure à vérifier puisque nous ne disposons pas de données empiriques sur la situation des femmes avant l'entrée en vigueur de ces mesures économiques. En effet, s'il avait été possible de comparer la situation précédant les PAS à l'aide des mêmes indicateurs sociaux qu'à la suite de leur implantation, nous aurions été en mesure d'identifier une certaine corrélation entre l'importance des activités informelles et les PAS. Nous croyons cependant que les coupures dans les services sociaux ainsi que les réductions des dépenses de l'État pour la population favorisent, dans une certaine mesure, la diversification ainsi que la diffusion des activités informelles en milieu urbain et ce, surtout chez les femmes.

Soulignons également que si nous avions pu bénéficier de données qualitatives précises sur notre région d'intérêt, il nous aurait été possible de traiter de l'informalité sociale et comprendre davantage les rapports sociaux qui caractérisent les activités informelles des

femmes en milieu urbain. En effet, des indicateurs tels que le niveau et le type de contrôle qu'elles exercent sur les ressources ainsi que la nature du partage socio-sexué des activités informelles, formelles et domestiques nous auraient permis de vérifier si la dynamique du travail et les relations de pouvoir qui s'opèrent au sein de l'informalité économique diffèrent de celles qui se réalisent au sein des activités formelles. Ces données qualitatives permettraient l'expression d'aspects moins économiques et favoriseraient une réflexion sociologique orientée davantage vers les outils de GED. Compte tenu que nous n'usons pas de tels aspects moins économiques de l'informalité, notre analyse de l'informalité en milieu urbain demeure exploratoire et limitée. Il est important de souligner cette limite car une analyse approfondie des rapports sociaux-sexués propres aux activités informelles nous aurait peut-être amené à d'autres conclusions finales quant à la participation des femmes à l'informalité économique et auraient certainement permis de compléter cette recherche par une analyse plus qualitative.

Par ailleurs, des limites s'imposent à l'analyse lorsque l'on dispose d'une seule source principale d'informations sur une région d'intérêt en particulier. Si nous avions disposé de divers ouvrages traitant de l'informalité économique des femmes précisément pour les centres urbains d'Amérique centrale, notre analyse aurait certainement été plus explicite et documentée. Dans ce même ordre d'idées, certaines conclusions émises par notre source principale, en l'occurrence la Fondation Arias, exigent d'être considérées avec prudence tels que nous en avons discuté précédemment. En effet, à notre avis, un certain nombre d'informations manquent à l'élaboration de l'hypothèse d'une informalisation du travail des femmes. Le peu de données diachroniques ne nous permettent pas de parler de changements dans le travail des femmes mais de traiter simplement de l'importance de la présence des activités informelles féminines. D'ailleurs, l'emploi de données diachroniques auraient été insuffisantes pour élaborer une relation de causalité. En revanche, nous nous abstenons de tirer de telles

conclusions et restreignons notre conclusion à exprimer une simple corrélation sans que celle-ci soit porteuse de causalité entre l'introduction des PAS et l'informalité économique féminine.

L'une des conséquences des limites propres aux données quantifiées ainsi qu'à la difficulté de trouver des données qualitatives sur l'informalité urbaine d'une région précise est de réduire notre analyse de sorte que l'aspect économique de l'informalité apparaisse comme le volet principal de notre recherche. Soulignons par ailleurs que d'autres sources de données peuvent être utilisées pour analyser le secteur informel des économies en voie de développement. Bien que ces sources fournissent des indications indirectes de l'activité informelle, la qualité de ces informations n'est pas négligeable. On peut penser, entre autres, aux études ethnographiques et aux recherches sur des thèmes tels que la santé et des études qui n'abordent le thème du travail qu'indirectement.

Si des données permettent de prendre la mesure de l'importance des activités informelles dans les villes ou régions urbaines concernées, elles ne sauraient être utilisées à des fins d'analyse approfondie ou de comparaisons internationales ou temporelles en raison de la diversité des définitions adoptées, des sources utilisées et des hypothèses qui ont été nécessaires pour aboutir à de telles estimations. Voilà pourquoi cette recherche est davantage de nature exploratoire que conclusive. Nous espérons en revanche qu'elle enrichisse et alimente les débats et qu'elle force la réflexion plutôt que représenter une tentative visant à mettre un frein à la recherche sur le travail informel.

2. La richesse de l'information

Cette recherche ose s'inscrire au sein des recherches de nature féministe dans la mesure où elle ré-évalue quelques-uns des concepts qui mènent à des biais sexués. Autrement dit, c'est une recherche qui «refuse de poser les femmes comme le «problème» et qui contribue au renouvellement des approches sociologiques sur les rapports de sexe et le travail des femmes» (Descarries & Corbeil, 1996:52) D'abord, notre travail, et surtout le cadre théorique dont nous avons fait usage, ont collaboré à la mise à mort de la conception de la domination d'un sexe sur l'autre habituellement considérée comme le corollaire naturel des différences biologiques et a permis de mettre à nouveau à l'évidence les mécanismes d'exploitation propres à la société patriarcale. Notre usage de l'approche GED a permis par ailleurs de confirmer que le genre est devenu une variable critique à l'analyse du travail.

C'est une critique féministe de la macro-économie car elle s'oppose à l'exclusion du travail non salarié des calculs qui servent à rendre ce travail invisible. Elle montre que le travail des femmes est encore trop souvent analysé à partir d'une perspective androcentrique. En effet, nous avons fait la démonstration que le travail salarié et non salarié des femmes, bien que rendus invisibles par les méthodes de mesure de l'activité économique, participent activement au processus de développement et que leur contribution n'est pas négligeable. Nous poursuivons donc la critique féministe de l'économie néo-classique en questionnant les pris pour acquis que les hommes sont les principaux gagne-pain familiaux, que le travail reproductif des femmes n'est pas un «vrai» travail et que le secteur informel ne contribue pas à l'économie. Nous questionnons ainsi les perceptions et modèles théoriques à partir desquels le travail des femmes a été pensé et analysé.

Par ailleurs, cette recherche présente le portrait du travail informel des femmes centraméricaines au début des années 90. Bien qu'il ne nous a pas été possible de traiter exactement d'«informalisation» du travail des femmes, nous avons tout de même établi et présenté combien variable est le travail des femmes ou, devrait-on dire, combien les femmes font preuve d'adaptation à toutes les conditions de vie et que le travail en est une manifestation. Majoritairement «informalisé» dans les centres urbains, le travail des femmes demeure essentiel à la vie des habitants pauvres de la même façon que le travail formel. Nous avons montré que la nature du travail n'a pas d'importance en soi. Ce qui semble essentiel est plutôt que les produits issus du processus de production soient sous le contrôle des producteurs, dans ce cas précis les femmes, afin que celles-ci soient en mesure de gérer ces ressources elles-mêmes.

Le secteur informel des économies de l'Amérique centrale reflète peut-être les valeurs dominantes des femmes dans la mesure où les activités qu'elles entretiennent ne reproduisent pas nécessairement les valeurs dominantes des hommes telles que la performance ou l'expansion économique. Les femmes demeurent davantage concentrées dans des activités de dimension plus réduite et plus flexible qui leur permettent de marier à leurs responsabilités économiques leurs préoccupations familiales. Pour reprendre les mots de Simard (1994), la rationalité économique à la source de la description du travail est inadéquate quant il s'agit des femmes. Les critères de réussite des femmes dans l'informel divergent de ceux des hommes. C'est pourquoi il apparaît essentiel de respecter les critères de réussite des femmes en substituant aux indicateurs quantitatifs leurs homologues qualitatifs, plus sociaux que financiers, et ce, pour mieux comprendre les dynamiques du travail informel des femmes. Le savoir des femmes ne correspond pas au savoir des hommes. De même, le pouvoir dont jouissent les femmes et qu'elles tentent d'améliorer n'équivaut pas celui des hommes. Il semble donc qu'il faille adapter l'analyse du travail des femmes aux moyens et aux valeurs qui constituent le pouvoir dont elles bénéficient. Seulement à ce moment il sera possible de cibler les besoins

des femmes et d'établir les stratégies adéquates à la réalisation de leurs désirs d'«empowerment».

C. L'«empowerment» des femmes et l'informel

Comme piste de recherche pour l'avenir, réfléchissons à présent au concept-clé de l'approche GED, soit la prise de pouvoir par les femmes ou l'«empowerment» et son analyse dans le contexte de l'informalité économique. Cette réflexion propose de considérer le secteur informel non plus comme une source d'exploitation du travail des femmes mais comme une source potentielle de prise de pouvoir par ces dernières. Bref, de proposer une nouvelle vision du travail informel des femmes.

À la lumière des informations présentées dans cette recherche, il semblerait qu'il y ait deux univers informels; un univers féminin et un autre masculin, ayant chacun leurs caractéristiques propres (Menjívar Larín & Pérez Sáinz,1993:12). En effet, les données présentées dans les chapitres précédents indiquent, entre autres, que les femmes dans le secteur informel de l'économie se trouvent au sein d'activités différentes de celles des hommes, que les revenus qu'elles tirent de leur production sont souvent inférieurs à ceux de leurs homologues masculins ainsi qu'inférieurs aux revenus des femmes et des hommes du secteur formel, qu'elles sont aussi plus nombreuses à opérer au sein d'activités qui reproduisent des savoirs dits féminins et traditionnels tels que le domaine des services. Elles cherchent des occupations qui leur permettent de travailler à proximité de leur foyer ou des services dont bénéficient leurs enfants qu'elles ont à charge. La composition des entreprises féminines varie en quantité et dans la nature des produits fabriqués, du nombre d'employés. L'importance et l'expansion des rapports économiques de ces entreprises varient tout autant.

102

Le genre apparaît ainsi comme une dimension insécable de l'informalité économique en Amérique centrale et malgré la diversité des histoires et des développements économiques et politiques, la dimension du genre demeure présente et continue de transcender ces autres réalités. Cela dit, l'expression «informalité économique» devrait être tout de suite suivie par l'adjectif féminine ou masculine car, de toute évidence, l'informalité économique féminine est une toute autre réalité que l'informalité économique masculine. Voilà une façon de dénoncer les biais sexistes de l'indifférenciation sexuelle qui marque les savoirs antérieurs (Descarries & Corbeil, 1996). «Cette vision posera aussi comme incontournable l'introduction des «catégories de sexe» à titre de variable critique et d'axe majeur d'analyse pour la compréhension des phénomènes sociaux» (Descarries & Corbeil, 1996:53). Voilà du moins ce que les indicateurs quantitatifs nous ont dévoilé. Nous empruntons les arguments de l'approche GED et de la théorie de la stratification sexuelle de Rae Blumberg afin d'examiner les liens entre le travail et la prise du pouvoir ou l'«empowerment» par les femmes.

User de données qualitatives correspondant aux outils de GED pour lier l'informalité économique à la notion d'empowerment aurait été idéal pour identifier les rapports sociaux de sexe au sein desquels s'inscrivent les activités informelles des femmes en Amérique centrale. D'ailleurs, de tels indicateurs nous auraient permis également d'introduire la notion d'informalité sociale pour exprimer la particularité des rapports sociaux de sexe dans le secteur informel. Nous ne disposons malheureusement pas de données qualitatives à propos du contrôle que les femmes exercent sur les ressources ou les revenus par exemple ou encore sur le degré de satisfaction qu'elles tirent de leurs activités informelles. Cette lacune méthodologique nous amène à limiter l'élaboration d'hypothèses à ce sujet en employant les idées énoncées par Blumberg tout en réduisant notre analyse à l'aspect économique de l'informalité. Malgré cela, en nous fondant sur les idées déjà énoncées par l'approche GED, la perspective de Blumberg et l'ACDI, il nous est possible de discuter de l'intervention du travail des femmes sur leur prise

de pouvoir tout en traitant des besoins fondamentaux et des besoins stratégiques si précieux à l'approche GED. Il s'agit ici de relativiser l'impact des PAS sur le travail des femmes et sur l'informalité économique qui en résulte partiellement. Nous tenons aussi à souligner que la discussion qui suit est davantage fondée sur une revue de la littérature ayant trait à l'«empowerment» des femmes et à leur travail en général que sur le cas spécifique de l'Amérique centrale. Nous tentons ici d'adapter cette préoccupation féministe à l'Amérique centrale suivant le thème de l'informalité économique urbaine.

Les critiques du travail informel se résument normalement par deux arguments qui évoquent le caractère inefficace du travail des femmes puisque, dit-on, les revenus issus de ces activités demeurent inférieurs à ceux du secteur formel de l'économie et par le fait que ces activités sont souvent des extensions des activités domestiques des femmes (Blumberg, 1995). Quant au premier argument, bien que les revenus informels soient inférieurs aux revenus formels, les premiers demeurent, dans la situation de crise économique et des PAS, le moyen dont disposent les femmes pour s'approprier un pouvoir relatif. Quant au second, l'argumentation de Blumberg n'insiste pas sur l'attrait que peut revêtir l'emploi informel mais sur le fait que les revenus, peu importe leur origine, ont un certain effet sur le pouvoir relatif des bénéficiaires et des femmes en particulier.

Le pouvoir que les femmes acquièrent par leur travail permet aussi la mise en oeuvre de pratiques à long terme visant la satisfaction des besoins stratégiques. Dans les contextes de pauvreté extrême, la possibilité de gagner un revenu en vendant des produits sur le marché par exemple, apparaît d'emblée comme la porte de sortie des relations de pouvoir qui maintiennent les femmes dans une dépendance économique. L'autonomisation des revenus et l'indépendance qui en découle permettent aux femmes de prendre conscience de leur pouvoir et de le mettre en oeuvre. «The lack of an independent and secure entitlement creates a bias

operating against those people who have the task of child care and weakens their bargaining position in the co-operative conflicts of the family» (Elson,1991b:14). Le travail, informel ou formel, offre donc la possibilité de mettre un terme au cercle vicieux de la pauvreté pour les femmes.

Tel que mentionné plus haut, le pouvoir des femmes vient en partie du contrôle qu'elles exercent sur les ressources. L'informalité économique permet partiellement aux femmes cette prise de contrôle des ressources qui leur sont disponibles. De nombreuses femmes productrices détiennent certains des moyens de production puisque ces activités résultent souvent de leur propre initiative et sont composées à l'aide des ressources qui leur sont disponibles et qui sont à leur portée. C'est le cas entre autres des micro-entreprises ou encore des femmes qui vendent des produits alimentaires dans la rue. Étant propre aux femmes, ces activités se réalisent au sein de l'informalité économique hors des sphères connues des hommes ou loin de leurs intérêts. L'on peut supposer que la réalisation des activités informelles féminines permet aux femmes une plus grande marge de manoeuvre quant à la gestion des profits ou des retombées économiques. Pour les femmes, ce sont ces aspects de l'activité informelle qui représentent la source d'une prise de pouvoir et de contrôle de leurs moyens et de leurs ressources (Blumberg, 1995).

D'autre part, la naissance et la diffusion d'organisations communautaires de femmes en Amérique latine en général témoigne de l'intérêt qu'ont ces dernières de collectiviser leurs ressources et leurs efforts en visant l'amélioration des conditions de vie des pauvres. En s'intégrant au secteur informel de l'économie, que ce soit individuellement ou collectivement, les femmes défient leurs rôles traditionnels et favorisent une réflexion sociétale quant à leurs capacités et leur propre pouvoir de changement.

Nous sommes d'avis que le micro-pouvoir que les femmes acquèrent grâce à leurs activités informelles en milieu urbain se transforme, au niveau idéologique, en la remise en question des préjugés et des pris pour acquis qui emprisonnent les femmes au sein de certaines sphères de production et qui réduisent leur mobilité sociale, l'amélioration de leur statut et la reconnaissance de leur travail par la société. Nous croyons que l'importance de ces changements est minimisée. Nous les voyons comme les prémisses d'une transformation à long terme menant à des relations socio-sexuée plus égalitaires. L'informel est peut-être l'espace au sein duquel il est possible aux femmes de réaliser les transformations importantes puisque par le biais de l'informalité économique les femmes actives acquièrent des savoirs, en accumulent de nouveaux hors de leurs savoirs traditionnels, accèdent à l'indépendance et l'autonomie.

Il va sans dire que cette brève analyse à propos de l'«empowerment» des femmes par la voie de l'informalité économique se présente surtout comme une réflexion exploratoire concernant l'avenir des femmes et de leur travail. Notre choix d'informations directes sur le thème de l'informalité économique féminine réduit considérablement le champ analytique du travail des femmes, de la gestion des ressources par ces dernières et évoque par le fait même l'urgence de poursuivre des études concrètes sur le sujet. Car des données qualitatives précises permettraient, dans une analyse sociologique et féministe, de faire ressortir les relations sociales qui caractérisent le secteur informel et les rapports de pouvoir connexes qui jouent en faveur ou au détriment des femmes. C'est une piste de recherche qui, selon nous, mérite d'être poursuivie.

ANNEXE I

Grille des Indicateurs des écarts entre les hommes et les femmes

Indicateurs quantitatifs	Indicateurs qualitatifs
* Taux de chômage des femmes	* Contrôle des ressources par les femmes
* Taux de chômage des hommes	* Contrôle des ressources par les hommes
* PEA féminine dans le SIU	* Contrôle des profits par les femmes
* PEA masculine dans le SIU	* Contrôle des profits par les hommes
* Revenus des femmes	* Partage des responsabilités domestiques par les femmes
* Revenus des hommes	* Partage des responsabilités domestiques par les hommes
* PEA urbaine féminine	
* PEA urbaine masculine	
* Participation des femmes dans les divers secteurs d'activité économique	
* Participation des hommes dans les divers secteurs d'activité économique	
* Taux de la PEA féminine dans le SIU par rapport à la PEA urbaine informelle	
* Taux de la PEA masculine dans le SIU par rapport à la PEA urbaine informelle	

ANNEXE II

Définitions choisies du concept de secteur informel

«Les activités informelles représentent des modes de production et de répartition hétérogènes, dont les principes régulateurs se distinguent de celui de l'économie formelle mais lui sont plus ou moins articulés. Ces divers principes: production monétarisée, auto-production, échange ou distribution de prestations non monétaires, sont irréductibles entre eux. Toutefois ils coexistent et parfois se recouvrent, ce qui rend leur identification délicate au regard d'une classification précise des domaines respectifs de l'économie informelle» (Adair, 1985:15).

«Le secteur informel, c'est un ensemble d'unités d'intermédiation financière, de production de biens et de services et de commercialisation qui échappent à tout contrôle de l'État» (Gélinas, 1994: 147).

ANNEXE III

Liste des sigles

BM Banque mondiale

FMI Fonds monétaire international

GAD Gender and development

GED Genre et développement

GDP Gross Domestic Product/ Produit Domestique Brut

IFD Intégration des femmes au développement

PAS Programmes d'ajustement structurel

PEA Participation économiquement active

PNB Produit national brut

SMU Secteur moderne urbain

SIU Secteur informel urbain

WID Women in development/Intégration des femmes au développement

BIBLIOGRAPHIE

- ACDI (Agence canadienne de développement international) (ed).
1996a *Guide des indicateurs tenant compte des écarts entre les hommes et les femmes*, Ottawa, ACDI.
- ACDI (Agence canadienne de développement international) (ed).
1996b *Manuel pour les projets: Pourquoi et comment utiliser des indicateurs tenant compte des écarts entre les hommes et les femmes*, Ottawa, ACDI.
- ADAIR, Philippe
1985 *L'économie informelle : figures et discours*, Paris, Anthropos.
- AFSHAR, Hilary & Carolyne DENNIS
1992 *Women and Adjustment Policies in the Third World*, New-York, St. Matins's Press.
- ANTROBUS, Peggy
1991 «Women in Development», dans Tina Wallace & Candida March (eds)., *Changing Perceptions. Writings on Gender and Development*, Oxford, Oxfam, pp.311-317.
- ARCHAMBAULT, Edith & Xavier GREFFE
1984 *Les économies non officielles*, Paris, La Découverte.
- ARELLANO, Rolando et al.
1994 «Introduction», dans Rolando Arellano et al., *Les entreprises informelles dans le monde*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, pp.1-4.
- ARELLANO, Rolando, Yvon GASSE & Gérard VERNA (sous la dir. de)
1994 *Les entreprises informelles dans le monde*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.
- ARRIAGADA, Irma
1994 «Changes in the urban female labour market», CEPAL Review, No.53, pp.91-110.
- ARRIAGADA, Irma
1990 «Unequal Participation by Women in the Working World», Cepal Review, Vol.40, pp.83-98.

ARIZPE, Lourdes

1982 «Women and development in Latin America and the Caribbean : Lessons from the Seventies and Hopes for the Future», Development Dialogue, No.1-2, pp. 74-84.

BAKKER, Isabella (ed).

1994 *The Strategic Silence; Gender and Economic Policy*, London, Zed Books.

BAKKER, Isabella

1994 «Introduction: Engendering Macro-economic Policy Reform in the Era of Global Restructuring and Adjustment», dans Isabella Bakker (ed)., *The Strategic Silence; Gender and Economic Policy*, London, Zed Books, pp.1-30.

BELLO, Walden

1994 *Dark Victory: The United States, Structural Adjustment and Global Poverty*, London, Pluto Press.

BENERIA, Lourdes

1995 «Towards a Greater Integration of Gender in Economics», World Development, Vol.23, No.11,pp.1839-1850.

BENERIA, Lourdes

1992 *Unequal Burden : Economic Crises, Persistent Poverty, and Women's Work*, Boulder, Colorado, Westview Press.

BENERIA, Lourdes & Gita SEN

1981 «Accumulation, Reproduction, and Women's Role in Economic Development : Boserup Revisited», Signs, Vol.7, No.2, pp.278-298.

BISILLIAT, Jeanne

1992 *Relations de genre et développement. Femmes et sociétés*, Paris, Éditions de l'ORSTOM.

BLUMBERG, Rae Lesser

1995 «Gender, Microenterprise, Performance, and Power», dans Christine Bose & Edna Acosta-Belén (eds)., *Women in the Latin American Development Process*, Philadelphia, Temple University Press, pp.194-226.

BLUMBERG, Rae Lesser

1989 «Toward a feminist theory of development» dans Ruth A. Wallace (ed)., *Feminism and Sociological Theory*, London, Sage Publications, pp.161-199.

- BODSON, Paul & Paul-Martel ROY (coll. de Isabelle HENTIC)
1995 *Politique d'appui au secteur informel dans les pays en développement*, Paris, Economica.
- BONTE, Pierre & Michel IZARD
1991 *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France.
- BOSE, Christine E. & Edna ACOSTA-BELEN
1995 *Women in the Latin American Development Process*, Philadelphia, Temple University Press.
- BOSERUP, Ester
1970 *Women's Role in Economic Development*, New-York, St. Martin's Press.
- BRODIE, Janine
1994 «Shifting the Boundaries: Gender and the Politics of Restructuring», dans Isabella Bakker (ed)., *The Strategic Silence; Gender and Economic Policy*, London, Zed Books, pp. 46-60.
- BROMLEY, Ray (ed).
1978 «Introduction: Why is it Worth Discussing?», World Development, Vol.6, No.9/10, pp.1033-1039.
- BULMER-THOMAS, Victor
1987 «The Balance-of-Payments Crisis and Adjustment Programmes in Central America» dans Rosemary Thorp & Laurence Whitehead (eds)., *Latin American Debt and the Adjustment Crisis*, Oxford, MacMillan Press, pp.271-317.
- BUVINIC, Mayra & Marguerite BERGER (eds).
1989 *Women's Ventures, Assistance to the Informal Sector in Latin America*, Connecticut, Kumarian Press.
- BUVINIC, Mayra
1986 «Projects for Women in the Third World : Explaining their Misbehavior», World Development, Vol.14, No.5, pp.653-664.
- BUVINIC, Mayra
1983 *Women and Poverty in the Third World*, Baltimore, John Hopkins University Press.

CHANT, Sylvia

1989 «Gender and Urban Production», dans Sylvia Chant & Lynne Brydon, *Women in the Third World. Gender Issues in Rural and Urban Areas*, Aldershot, Edgar Elgar, pp.161-188.

CHANT, Sylvia & Lynne BRYDON

1989 *Women in the Third World. Gender Issues in Rural and Urban Areas*, Aldershot, Edgar Elgar.

COMMONWEALTH SECRETARIAT

1989 *Engendering Adjustment for the 1990s: Report of the Commonwealth Expert Group on Women and Structural Adjustment*, Londre, Commonwealth Secretariat.

DAGENAIS, Huguette (sour la dir. de)

1996 *Science, conscience et action, 25 ans de recherche féministe au Québec*, Québec, Éditions du remue-ménage.

DAGENAIS, Huguette

1994 «Conceptions et pratiques du développement: contributions féministes et perspectives d'avenir» dans Huguette Dagenais et Denise Piché (eds)., *Women, Feminism, and Development - Femmes, féminisme et développement*, Ottawa, McGill-Queens pour l'ICREF, pp.3-73.

DAGENAIS, Huguette & Denise PICHÉ (eds).

1994 *Women, Feminism, and Development - Femmes, féminisme et développement*, Ottawa, McGill-Queens pour l'ICREF.

DaROSA, V.M.P. & J.Y. THÉRIAULT (sous la dir. de)

1988 *Développement, coopération et intervention sociale: discours et pratiques*, Ottawa, Presses Universitaires de l'Université d' Ottawa.

DAUNE-RICHARD, Anne-Marie

1988 «Gender Relations and Female Labor, A Consideration of Sociological Categories», dans Jane Jenson, Elizabeth Hagen & Ceallaigh Reddy (eds), *The Feminization of the Labour Force, Paradoxes and Promises*, Oxford, Basil Blackwell, pp.260-275.

DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era)

1985 *Development Crisis, and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives*, New Delhi, DAWN.

DEL ALBA ALCEVEDO, Luz

1995 «Feminist Inroads in the Study of Women's Work and Development», dans Christine E. Bose & Edna Acosta-Belen (eds)., *Women in the Latin American Development Process*, Philadelphia, Temple University Press, pp.65-98.

DE LA ROCHA, Gonzalez

1995 «The Urban Family and Poverty in Latin America», Latin American Perspectives, Vol.22, No.2, pp.12-31.

DE MIRAS, Claude

1991 «L'informel: un mode d'emploi», dans Bruno Lautier, Claude De Miras & Alain Morice, *L'État et l'informel*, Paris, L'Harmattan, pp. 77-142.

DESCARRIES, Francine & Christine CORBEIL

1996 «La conciliation travail-famille», dans Huguette Dagenais (ed)., *Science, conscience et action, 25 ans de recherche féministe au Québec*, Québec, Éditions du remue-ménage.

ELSON, Diane

1994 «Micro, Meso, macro: Gender and Economic Analysis in the Context of Policy Reform», dans Isabella Bakker (ed)., *The Strategic Silence: Gender and Economic Policy*, London, Zed Books, pp.33-45.

ELSON, Diane

1992 «Male Bias in Structural Adjustment», dans Hilary Afshar & Carolyne Dennis (eds)., *Women and Adjustment Policies in the Third World*, New-York, St. Martin's Press, pp.46-67.

ELSON, Diane

1991a «Structural Adjustment: Its Effect on Women», dans Tina Wallace & Candida March (eds)., *Changing Perceptions. Writings on Gender and Development*, Oxford, Oxfam, pp. 39-54.

ELSON, Diane (ed).

1991b *Male Bias in the Development Process*, Manchester, Manchester University Press.

FUNDATION ARIAS

1993 *Del trabajo no remunerado al trabajo "productivo": La participación de la mujer en el sector informal urbano (SIU)*, San José, Fundación Arias para la Paz y el Progreso Humano.

- GÉLINAS, Jacques B.
1994 *Et si le Tiers Monde s'autofinçait, de l'endettement à l'épargne*, Montréal, Éditions Écosociété.
- GUERGUIL, Martine
1988 «Some thoughts on the definition of the informal sector», CEPAL Review, No.35, pp. 34-65.
- HAMILTON, Nora, Jeffrey A. FRIEDEN, Linda FULLER & Manuel PASTOR, Jr. (eds).
1988 *Crisis in Central America, Regional Dynamics and U.S. Policy in the 1980s*, London, Westview Press.
- HESS, Beth B. & Myra MARX FERREE (eds).
1987 *Analyzing Gender : A Handbook of Social Science Research*, California, Sage Publications.
- JENSON, Jane, Elizabeth HAGEN & Ceallaigh REDDY (eds).
1988 *Feminization of the Labour Force. Paradoxes and Promises*, Oxford, Basil Blackwell.
- KRAWCZYK, Miriam
1990 «The growing presence of women in development», CEPAL Review, No.40, pp.69-81.
- LABRECQUE, Marie-France
1988 «Femmes et développement: La double domination masculine», dans V.M.P. DaRosa & J.Y. Thériault, *Développement, coopération et intervention sociale : discours et pratiques*, Ottawa, Presses Universitaires de l'Université d'Ottawa, pp.44-52.
- LAUTIER, Bruno
1994 *L'Économie informelle dans le Tiers monde*, Paris, Éditions La Découverte.
- LAUTIER, Bruno, Claude DE MIRAS & Alain MORICE
1991 *L'État et l'informel*, Paris, L'Harmattan.
- LEACOCK, Eleanor
1986 «Postcript: Implications for Organization», dans Eleanor Leacock & Helen Safa, *Women's Work: Development and the Division of Labor by Gender*, South Hadley, Massachusetts, Bergin & Garvey Publishers, pp.253-265.

- LEACOCK, Eleanor & Helen SAFA
1986 *Women's Work: Development and the Division of Labor by Gender*, South Hadley, Massachusetts, Bergin & Garvey Publishers.
- LOPEZ M., Cecilia & Molly POLLACK E.
1989 «The incorporation of women in development policies», CEPAL Review, No.39, pp.37-46.
- LOPEZ-CASTANO, Hugo
1994 «L'Amérique latine, le secteur informel urbain», dans Rolando Arellano et al., *Les entreprises informelles dans le monde*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, pp.167-177.
- MacEWEN SCOTT, Alison
1991 «Informal Sector or Female Sector ? Gender Bias in Urban Labour Market Models», dans Diane Elson (ed.), *Male Bias in the Development Process*, Manchester, Manchester University Press, pp.105-132.
- MackINTOSH, Maureen
1981 «Gender and Economics, the Sexual Division of Labor and the Subordination of Women», dans Roslyn McCullagh, Carol Wolkowitz & Kate Young (eds), *Of Marriage and the Market*, London, CSE Books, pp.1-14.
- MARQUEZ, Gustavo
1994 «La situation en Amérique latine», dans Rolando Arellano et al., *Les entreprises informelles dans le monde*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, pp.381-406.
- McCULLAGH, Roslyn, Carol WOLKOWITZ & Kate YOUNG (eds).
1981 *Of Marriage and the Market: Women's Subordination in International Perspective*, London, CSE Books.
- MENJIVAR LARÍN, Rafael & Juan Pablo PÉREZ SAINZ
1995 «Programmes gouvernementaux d'appui à la micro-entreprise en Amérique centrale: Rationalité et limitations du modèle», dans Paul Bodson & Paul-Martin Roy, *Politiques d'appui au secteur informel dans les pays en développement*, Paris, Economica, pp.59-68.
- MESA-LAGO, Carmelo
1994 *Changing Social Security in Latin America: Towards Alleviating the Social Costs of Economic Reform*, Boulder & London, Lynne Rienner Publishers.

- MIES, Maria
1986 *Patriarchy and Accumulation on a World Scale*, London, Zed Books.
- MIGNOT-LEFEBVRE, Yvonne
1985 «Les femmes dans l'économie, de l'invisibilité à de nouveaux modes d'organisation», Revue Tiers Monde, Vol.XXVI, No.102, pp.247-260.
- MINGIONE, Enzo
1985 «Social Reproduction of the Surplus Labour Force: The Case of Southern Italy», dans Nanneke Redclift & Enzo Mingione (eds)., *Beyond Employment Household, Gender and Subsistence*, New-York, Basil Blackwell, pp.14-54.
- MOFFAT, Linda
1991 *Un autre genre de développement: Un guide pratique sur les rapports femmes-hommes dans le développement*, Ottawa, Conseil international MATCH et Association québécoise des organismes de coopération internationale.
- MOLYNEUX, Maxine
1985 «Mobilization without Emancipation ? Women's Interests, the State, and Revolution in Nicaragua», Feminist Studies, Vol.11, No.2, pp. 227-254.
- MOSER, Caroline O.N. & Linda PEAKE
1994 *Seeing the Invisible: Women, Gender and Urban Development*, Washington, DC, World Bank.
- MOSER, Caroline O.N.
1993 *Gender Planning and Development Theory, Practice & Training*, Londre et New-York, Routledge.
- MOSER, Caroline O.N.
1978 «Informal Sector or Petty Commodity Production: Dualism or Dependence in Urban Development ?», World Development, Vol.6, Nos. 9-10, pp.1041-1064.
- NASH, June
1995 «Latin American Women in the World Capitalist Crisis», dans Christine E. Bose & Edna Acosta-Belén (eds)., *Women in the Latin American Development Process*, Philadelphia, Temple University Press, pp.151-166.

NEILL, Ghyslaine

1993 «Pour une approche démographique du travail des femmes dans le contexte du développement», dans *Travail des femmes et démographie dans la Caraïbe, trajectoires professionnelles et familiales de femmes en Guadeloupe et à Trinidad*. Rapport de recherche, préparé par Huguette Dagenais, Département d'anthropologie, Université Laval, pp.321-344.

OCDE

1990 *The Informal Sector Revisited*, Paris, Éditions de l'OCDE.

PEATTIE, Lisa

1981 *Thinking About Development*, Massachusetts Institute of Technology, New-York, Plenum Press.

PEREZ-ALEMAN, Paola

1992 «Economic Crisis & Women in Nicaragua», dans Lourdes Beneria & Shelley Feldman (eds)., *Unequal Burden: Economic Crises, Persistent Poverty, and Women's Work*, Boulder, Colorado, Westview Press, pp.239-258.

PINNARO, Gabriella & Enrico PUGLIESE

1985 «Informalization and Social Resistance: The Case of Naples», dans Nanette Redclift & Enzo Mingione (eds)., *Beyond Employment; Household, Gender and Subsistence*, New-York, Basil Blackwell, pp.228-247.

PINTON, Florence

1992 «Les stratégies de genre favorisent-elles le développement ?», dans Jeanne Bisilliat, *Relations de genre et développement. Femmes et sociétés*, Paris, Éditions de l'ORSTOM, pp.201-220.

PLACENCIA, Maria Mercedes

1989 «Training and Credit Programs for Microentrepreneurs : Some Concerns about the Training of Women», dans Marguerite Berger & Mayra Buvinic (eds)., *Women's Ventures, Assistance to the Informal Sector in Latin America*, Connecticut, Kumarian Press, pp.121-131.

PORTES, Alejandro & Manuel CASTELLS

1989 «World Underneath: The Origins, Dynamics, and Effects of the Informal Economy», dans Alejandro Portes, Manuel Castells & Lauren A. Benton (eds), *The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, pp.11-37.

- PORTES, Alejandro, Manuel CASTELLS & Lauren A. BENTON (eds) .
1989 *The Informal Economy : Studies in Advanced and Less Developed Countries*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.
- PORTES, Alejandro
1985 «Latin American Class Structure: Their Composition and Change During the Last Decade», Latin American Research Review, Vol. 20, pp.7-39.
- RAKOWSKI, Cathy A.
1994 «Convergence and Divergence in the Informal Sector Debate: A Focus on Latin America, 1984-92», World Development, Vol.22, No.4, pp.501-516.
- RATHGEBER, Eva M.
1994 «WID, WAD, GAD. Tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement», dans Huguette Dagenais & Denise Piché (eds), *Women, Feminism, and Development - Femmes, féminisme et développement*, Ottawa, McGill-Queens pour ICREF, pp.78-99.
- REDCLIFT, Nanneke & Enzo MINGIONE (eds).
1985 *Beyond Employment; Household, Gender and Subsistence*, New-York, Basil Blackwell.
- ROGERS, Barbara
1980 *Domestication of Women*, London, Tavistock Publications.
- RONDEAU, Chantale
1995 «Les femmes et l'informel dans les villes africaines: éléments de réflexion», dans Paul Bodson & Roy Paul-Martel, *Politiques d'appui au secteur informel dans les pays en développement*, Paris, Economica, pp.119-131.
- ROSENBLUTH, Guillermo
1994 «The Informal Sector and Poverty in Latin America», Cepal Review, Vol.52, pp.155-175.
- SAFA, Helen
1995 «The Economic Restructuring and Gender Subordination», Latin American Perspectives, Vol.22, No.2, pp.32-50.
- SCHMINK, Marianne
1984 «Household economic strategies: Review and research agenda», Latin American Research Review, Vol.19, No.3, pp. 87-103.

SPARR, Pamela

1994 «Feminist Critiques of Structural Adjustment», dans Pamela Sparr (ed)., *Mortgaging Women's Lives, Feminist Critiques of Structural Adjustment*, London, Zed Books, pp. 13-30.

SPARR, Pamela (ed).

1994 *Mortgaging Women's Lives, Feminist Critiques of Structural Adjustment*, London, Zed Books.

SIMARD, Gisèle

1994 «Le travail des femmes», dans Rolando Arellano et al., *Les entreprises informelles dans le monde*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, pp.245-253.

St-HILAIRE, Colette

1995 *Quand le développement s'intéresse aux femmes: Le cas des Phillipines*, Paris, L'Harmattan.

THEDE, Nancy

1988 «Intégration des femmes au développement versus alternatives de développement des femmes», dans V.M.P. DaRosa & J.Y. Thériault, *Développement, coopération et intervention sociale: discours et pratiques*, Ottawa, Presses Universitaires de l'Université d'Ottawa, pp.53-63.

THORP, Rosemary & Laurence WHITEHEAD (eds).

1987 *Latin American Debt and Adjustment Crisis*, Oxford, MacMillan Press.

TIANO, Susan

1987 «Gender, Work, and World Capitalism: Third World Women's Role in Development», dans Beth B. Hess & Myra Marx Ferree (eds)., *Analyzing Gender: A Handbook of Social Science Research*, California, Sage Publications, pp.216-243.

VALDES, Teresa & Enrique GOMARIZ

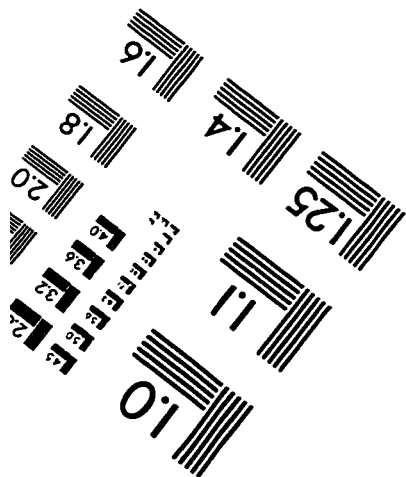
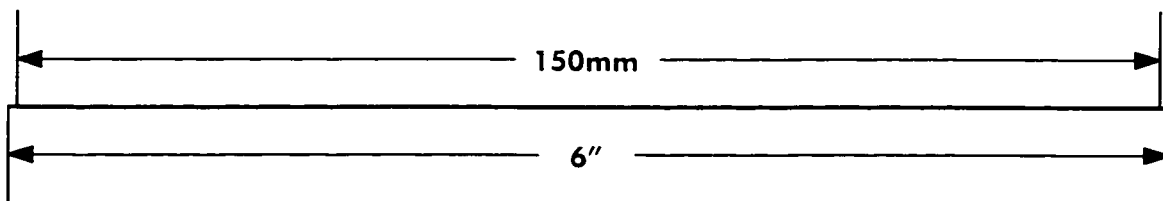
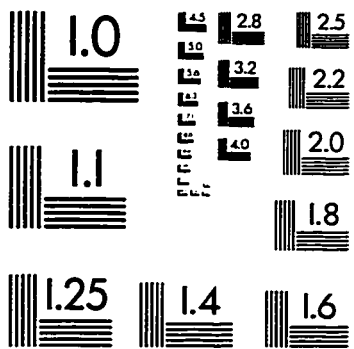
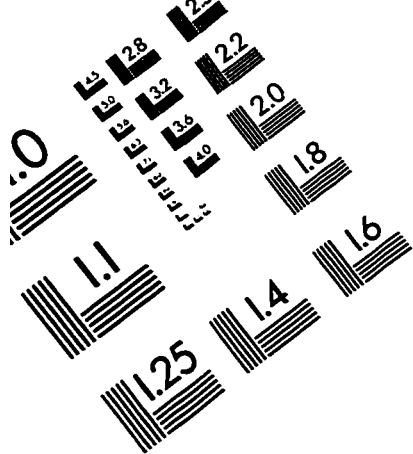
1995 *Latin American Women. Compared Figures*, Santiago, Instituto de la Mujer, Ministerio de Asuntos Sociales de Espana and FLASCO, Facultad latinoamericana de Ciencias Sociales.

VICKERS, Jeanne

1991 *Women and the World Economic Crisis*, London, Zed Books.

- WALLACE, Ruth (ed).
1989 *Feminism and Sociological Theory*, London, Sage Publications.
- WALLACE, Tina & Candida MARCH (eds).
1991 *Changing Perceptions. Writings on Gender and Development*, Oxford, Oxfam.
- WARD, Kathryn B. (ed).
1990 «Introduction and Overview», dans Kathryn Ward (ed)., *Women Workers and Global Restructuring*, Ithaca, NY, ILR Press, pp.1-24.
- WIERINGA, Saskia
1994 «Women' s Interests and Empowerment: Gender Planning Reconsidered», Development and Change, Vol.25,No.4,pp. 830-849.
- WILLIAMS, Marjorie
1994 «Gender, Productivity and Macro-Economic Policies in the Context of Structural Adjustment and Change», dans Isabella Bakker (ed)., *The Strategic Silence. Gender and Economic Policy*, London, Zed Books, pp.71-88.
- Young, Kate
1993 «Planning from a Gender Perspective: Making a World of Difference», dans Kate Young, *Planning Development with Women: Making a World of Difference*, New-York, St. Martin's Press, pp.147-165.
- YOUNG, Kate
1993 *Planning Development with Women : Making a World of Difference*, New-York, St. Martin's Press.

TEST TARGET (QA-3)



APPLIED IMAGE . Inc
1653 East Main Street
Rochester, NY 14609 USA
Phone: 716/482-0300
Fax: 716/288-5989

© 1993, Applied Image, Inc., All Rights Reserved